

(1)

(N° 120)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 MARS 1912.

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1912 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2),

PAR M. GILLÈS DE PÉLICHY.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1912 s'élève à fr. 4,869,063 »

En vertu d'un amendement déposé le 20 janvier 1912
par le Gouvernement et ci-annexé, ce projet de Budget est
majoré de fr. 683 »

TOTAL. . . fr. 4,869,746 »

Les crédits alloués pour 1911 montaient à . . . fr. 4,560,853 »

Soit, pour 1912, une augmentation de . . . fr. 308,893 »

Cette majoration se répartit comme suit :

1° Augmentations pour accorder les promotions et les majorations de
traitements normales du personnel des bureaux, de même que pour assurer
l'entretien et la surveillance de l'annexe du Musée commercial, établie à
Laeken (Tour japonaise). (Chapitre 1^{er}, art. 2.) Augmen-
tation fr. 27,790 »

(1) Budget, n° 4, V.

(2) La Section centrale, présidée par M. COOREMAN, était composée de MM. DE GHELLINCK
D'ELSEGHEM, GILLÈS DE PÉLICHY, DE BROUCKHOVEN DE BERGEYCK, RAEMDONCK, VAN MERRIS,
DE WOUTERS D'OPLINTER.

2° Augmentation résultant : de la transformation du poste consulaire de Sophia en poste diplomatique et de la promotion des chefs de missions à Luxembourg et à Stockholm au grade d'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire. La différence en plus : 37,000 francs, est compensée partiellement par une réduction de 5,000 francs pour le poste de Washington, actuellement occupé par un Ministre résident.

L'augmentation réelle au chapitre III, article 6, n'est donc que de fr. 32,000 »

3° Augmentation destinée à la création de certains postes consulaires rétribués, à la nomination de plusieurs vice-consuls de carrière et au relèvement des traitements. (Chapitre II, art. 7.) Augmentation fr. 200,000 »

4° Augmentation pour frais de voyage, courriers, estafettes, courses diverses, crédit dont le relèvement s'impose, surtout en vue de l'augmentation prochaine du nombre des agents consulaires. (Chapitre IV, art. 8.) Augmentation. fr. 40,000 »

5° Augmentation en vue du traitement d'un drogman, qui sera nommé chancelier dans le courant de 1912 et d'autres majorations de traitement. (Chapitre V, art. 9.) Augmentation. fr. 7,500 »

6° Augmentation de 10,920 francs pour accorder des majorations normales de traitement aux drogmans lettrés, interprètes, et créer deux emplois nouveaux, augmentation compensée par une réduction de 5,000 francs provenant de la promotion d'un agent, qui sera désormais payé sur l'article 9. (Chapitre V, art. 10.) Augmentation. . . . fr. 5,920 »

7° Augmentation pour remédier à l'insuffisance des crédits pour : missions extraordinaires, frais relatifs aux traités et aux conventions, traitements d'inactivité, indemnités pour travaux extraordinaires, frais de dernière maladie et de funérailles de fonctionnaires décédés ou d'agents pensionnés, etc, libellé complété dans le présent projet de Budget. (Chapitre VI, art. 16.) Augmentation fr. 25,000 »

8° Augmentation de 10 %, à partir du 1^{er} janvier 1912, prévue pour la cotisation de la Belgique dans les frais du Bureau international des tarifs douaniers. (Chapitre VIII, art. 22.) Augmentation fr. 683 »

Le projet de Budget maintient en charge temporaire :

1° L'allocation de 6,000 francs déjà inscrite aux Budgets de 1910 et de 1911 pour compléter le mobilier du bureau et le matériel de service de l'annexe du Musée commercial. (Chapitre I^{er}, art. 3.)

2° La somme de 133,000 francs inscrite au budget de 1911 et destinée à des travaux de restauration et d'amélioration à l'hôtel de la Légation de Paris, une faible partie de cette somme pouvant être utilisée en 1911. (Chapitre V, art. 11.)

3° L'allocation de 7,500 francs déjà inscrite aux Budgets de 1910 et 1911 pour compléter les collections et les documents. (Chapitre VII art. 20.)

Une diminution de 30,000 francs est prévue à l'article 14 du Chapitre V. Cette somme est transférée à l'article 7.

« Les allocations exceptionnelles et temporaires attribuées aux titulaires de certains postes consulaires paraissent en effet, dit l'exposé des motifs, devoir être converties en augmentations de traitement, les charges qui les justifiaient ayant pris un caractère permanent. »

Le projet de Budget a été adopté dans la 1^{re} section par 11 voix contre 9; dans la 2^{me} section par 13 voix contre 5; dans la 3^{me} section par 12 voix contre 9; dans la 4^{me} section également par 12 voix contre 9; dans la 5^{me} section par 13 voix contre 1 et 3 abstentions; dans la 6^{me} section par 14 voix contre 1.

*
* * *

Après avoir examiné les principales questions traitées dans les sections ⁽¹⁾ et avoir passé rapidement en revue les améliorations considérables, introduites récemment ou à introduire dans notre régime diplomatique et consulaire, la Section centrale a décidé qu'il y avait lieu de féliciter vivement le Gouvernement des excellentes mesures déjà prises et d'approuver pleinement celles qui sont annoncées dans le présent projet de Budget. Elle s'est efforcée ensuite de rechercher quels seraient les moyens les plus aptes à renforcer encore, si possible, l'effet utile de notre représentation nationale à l'étranger, de mieux assurer notre expansion économique et de protéger plus efficacement nos émigrants. Ces différents objets et des questions connexes donnèrent lieu aux échanges de vue dont nous cherchons à rendre compte dans cet exposé.

Nos légations.

Ayant pleine conscience de ses droits, comme aussi de ses devoirs inter-

(1) Divers orateurs ont insisté dans les sections sur la nécessité de multiplier le nombre de nos consuls de carrière; de majorer le traitement des débutants et d'exiger d'eux la connaissance du néerlandais, spécialement dans les pays de cette langue, par exemple au Transvaal; sur l'utilité d'une union plus étroite dans la mission économique et diplomatique de nos agents du service extérieur; sur les mesures de propagande et d'enseignement à prendre en vue de l'exportation de nos produits maraîchers. Un membre a demandé aussi au Gouvernement « s'il ne prendrait pas l'initiative d'une entente entre les pays neutres pour arriver à la diminution des armements ».

nationaux, la Belgique a toujours eu à cœur de se faire représenter dignement auprès des Puissances étrangères.

La formation et la documentation de ses agents du service extérieur ont fait l'objet de maintes discussions intéressantes au sein du Parlement. L'n rapport sur ces débats nous mènerait trop loin, force nous est d'ajourner cette étude ; notons cependant que des progrès importants ont été accomplis dans cette voie, surtout depuis un quart de siècle. Des renseignements précis nous ont été fournis en réponse à la question ci-après posée au Gouvernement par la Section centrale.

Question.

« Quels sont les principaux progrès accomplis durant les vingt-cinq dernières années :

- » a) Dans le nombre de nos *légations* ;
- » b) Dans les modes de recrutement de leur personnel et sa préparation ;
- » c) Dans la documentation de ces agents et dans l'utilisation de leurs rapports par nos nationaux? »

Réponse.

« a) Au 1^{er} janvier 1887, la Belgique avait vingt légations. Au 1^{er} janvier 1912, elle en avait vingt-cinq.

» En 1906, une légation a été créée pour le Danemark; notre Ministre à Copenhague est également, depuis cette date, accrédité auprès de la Norvège.

» Le Consulat général de Belgique, à Athènes, qui était géré par un diplomate, a été transformé en légation en 1899.

» Le Consulat de Belgique à Luxembourg a été transformé en légation, en 1892, peu de temps après la mort du Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg.

» Le Consulat général de Belgique à Tanger, géré par des diplomates, a été transformé en légation en 1902.

» Depuis l'année 1878, ont été revêtus d'un titre diplomatique pour la durée de leur mission, les consuls généraux au Chili, au Guatemala, dans la République argentine, dans celle de Cuba, au Pérou, au Venezuela, en Colombie, en Bolivie et en Bulgarie;

» b) Modes de recrutement du personnel diplomatique et sa préparation.

» L'arrêté royal du 4 février 1888 réorganise l'examen diplomatique créé par l'arrêté royal du 10 octobre 1841 et institue un examen commercial spécial pour les secrétaires de 2^e classe.

» Pour pouvoir présenter l'examen diplomatique, le récipiendaire, aux termes de l'article 6 de l'arrêté royal du 4 février 1888, doit être âgé de 23 ans au moins et porteur d'un diplôme soit de docteur en droit, soit de docteur ou de licencié en sciences politiques ou administratives.

» Le récipiendaire n'est admis à cet examen qu'après avoir accompli, au Département ou dans une légation, un stage d'une durée fixée d'après les circonstances.

» Un arrêté royal du 3 décembre 1900 stipule que les attachés de légation, porteurs du diplôme de docteur ou de licencié en sciences politiques et administratives, qui désirent présenter l'examen diplomatique, doivent produire également le diplôme de candidat en philosophie et lettres.

» Enfin, un arrêté royal du 17 août 1902 indique les conditions de durée des études et définit les matières sur lesquelles le porteur du diplôme de licencié en sciences politiques ou administratives doit avoir subi l'examen.

» Après avoir subi l'examen diplomatique, les attachés et secrétaires de légation de 2^e classe ont à se soumettre à un examen commercial pour être déclarés aptes à remplir les fonctions de secrétaires de 1^{re} classe.

» Le programme de cet examen, auquel les jeunes diplomates ne peuvent se présenter qu'un an au moins après avoir subi l'examen diplomatique, comprend vingt questions se rapportant les dix premières à la « législation commerciale » et les dix autres aux « faits commerciaux ».

» Le questionnaire est renouvelé par moitié tous les ans, de telle sorte que chaque série de questions figure deux fois au programme.

» Les récipiendaires font un stage préparatoire à la Direction du Commerce et des Consulats, où ils obtiennent des renseignements précis concernant les documents et ouvrages à consulter en vue de l'étude des questions portées au programme.

» Le programme de chaque année comprend des questions relatives à certaines des grandes industries du pays.

» Pour pouvoir se rendre compte de l'état de ces industries, les récipiendaires visitent, en compagnie d'un fonctionnaire de la Direction précitée, l'un ou l'autre des principaux établissements s'occupant des industries envisagées.

» Généralement une visite est également faite aux installations du port d'Anvers.

» Il est tenu compte, dans l'appréciation du mérite des candidats, des connaissances pratiques retirées par eux de ces explorations.

» c) Documentation des agents diplomatiques et utilisation de leurs rapports.

» Le Département des Affaires Étrangères met annuellement à la disposition des chefs de missions diplomatiques des crédits en vue de leur permettre de s'abonner à des journaux politiques du pays de leur résidence.

» Le Département envoie à la plupart de nos légations le *Moniteur* et ses annexes, la *Revue de droit international et de législation comparée*, le *Recueil des traités du XX^e siècle* publié par le baron Descamps et M. Renault, ainsi que le *Recueil des traités et conventions conclus par la Belgique* (créé par le baron de Garcia de la Véga et continué par M. De Busschere, conseiller à la Cour d'appel de Gand).

» Les rapports des chefs de mission concernant des questions qui intéressent l'administration belge sont communiqués aux départements ministériels compétents.

» Les rapports que les conseillers, secrétaires et attachés, en dehors de leur collaboration aux affaires courantes de la légation, adressent au Ministre sur des questions économiques et commerciales, lorsqu'ils sont de nature à être publiés, sont insérés dans un recueil spécial.

» Cette publication est envoyée à nos légations, aux différents ministères, aux chambres de commerce et à diverses bibliothèques du pays.

» Pour la documentation économique et commerciale des chefs de missions diplomatiques et l'utilisation de leurs rapports, il y a lieu de se référer à ce qui est dit plus loin concernant les consuls de carrière ⁽¹⁾.

De sérieux progrès ont donc été enregistrés; il semble difficile cependant à certains de nos compatriotes de traiter des questions économiques, qui de plus en plus, de nos jours, tendent à passer au premier plan dans la vie intérieure des peuples, sans faire en même temps le procès de nos diplomates.

Certes, nous ne nierons pas que l'âpre concurrence qui s'exerce actuellement sur le marché mondial attire plus particulièrement l'attention des hommes d'affaires sur les services éminents que rendent à leur pays les agents du service consulaire; mais, dans l'état actuel des relations internationales, nous pensons que ce serait une erreur de croire, conformément à l'opinion de quelques-uns, à la possibilité de l'absorption intégrale des fonctions diplomatiques par les fonctionnaires consulaires.

Nous croyons même qu'il serait prématuré de tendre, dès à présent, à la fusion complète de ces deux carrières; mieux vaudrait, nous semble-t-il, là où la chose est possible, un sérieux effort de coopération. Certains de nos jeunes diplomates ne feront-ils pas un stage fort utile sous l'habile direction d'un de nos si dévoués consuls de carrière? Et, vice versa, l'un de ces agents ne pourra-t-il pas être appelé à rendre de signalés services dans telle ou telle de nos légations? N'oublions pas non plus que, de fait, une certaine compénétration, disons même une quasi-fusion, existe déjà chez nous entre les deux carrières. Certains de nos agents ne sont-ils pas à la fois ministres et consuls généraux? D'autres ne sont-ils pas consuls investis de titres diplomatiques? Ne mettons point de hâte à bouleverser cet état de choses. Sous peine de subir de graves préjudices, ne devons-nous pas avant tout nous conformer en ces matières si délicates aux circonstances souvent fort complexes de temps et de lieux? D'une part, il est des pays neufs où les préoccupations d'ordre matériel sont nécessairement prépondérantes. Un consul général revêtu d'un titre diplomatique s'y trouve parfaitement à sa place pour représenter dignement les intérêts de la Belgique.

(1) Réponse à une question de la Section centrale, pp. 18 et 19.

D'autre part, il est aussi d'anciennes capitales où se débattent des questions essentiellement politiques et d'un caractère souvent fort délicat. Les traditions ont conservé dans ces centres tout leur empire; les discussions, les pourparlers n'y sont même pas toujours exempts d'un certain formalisme. Pensera-t-on que nos intérêts puissent, sans préjudice aucun, y être confiés indistinctement, soit à un consul général, soit à un diplomate? Il paraît évident qu'il serait dangereux de ne point suivre, en ces matières, les usages reçus. Notre pays a, du reste, de sérieux motifs d'user de tous les moyens légitimes qui s'offrent à lui, non pour amoindrir, mais bien pour augmenter son influence politique auprès des nations voisines. Nous ne pouvons oublier que, loin de l'isoler à ce point de vue, son état de neutralité lui crée des droits et des devoirs d'une nature toute spéciale. Il est toujours astreint à la plus grande prudence, et ses agents doivent pouvoir faire preuve, en maintes circonstances, d'une réserve et d'un tact tout particuliers. N'oublions pas non plus que, loin de faciliter leur tâche, l'annexion récente d'un empire colonial double en quelque sorte l'importance des intérêts qu'ils peuvent être appelés à défendre. Il est, du reste, un principe qui, dans ces matières, règle la conduite de tous les gouvernements, c'est celui de la réciprocité.

Il importe encore, dans la désignation de nos agents du service extérieur, de tenir compte de certaines susceptibilités. N'avons-nous pas à ce point de vue cité un fait assez piquant dans le rapport déposé, en 1909, sur le même Budget? Nous n'y reviendrons pas; qu'il nous suffise de dire que des froissements de ce genre sont toujours regrettables et qu'ils peuvent même parfois être fort préjudiciables à la défense de nos intérêts politiques et économiques.

Ce serait d'ailleurs une erreur de croire que nos agents du service diplomatique ne sont pas en mesure de nous rendre de grands services, même dans les questions d'ordre purement matériel. Leur activité ne s'est-elle pas affirmée bien des fois et avec succès lors de la négociation et de la conclusion de nos traités de commerce? Ne sont-ils pas intervenus utilement dans les nombreux différends auxquels donne lieu l'application des traités et des tarifs douaniers qui en sont la conséquence? Quelques années de pratique industrielle et commerciale ont d'ailleurs suffi pour convaincre nombre de nos compatriotes du rôle prépondérant que leur influence *personnelle* exerce dans plus d'un pays, lorsqu'il s'agit de l'obtention de certains avantages même commerciaux. Il ne serait pas difficile, en effet, de citer des cas où des questions qui semblaient, à première vue, devoir être traitées facilement par nos consuls, ont entraîné lamentablement dans les chancelleries et n'ont, en fin de compte, pu aboutir à une solution satisfaisante que grâce à l'intervention décisive d'un ministre résident.

Il n'en est pas moins vrai, hâtons-nous de le dire, que, pour rendre de réels services sur le terrain économique, nos diplomates ont le strict devoir de développer chaque jour leurs connaissances industrielles et commerciales. Ils ont cette obligation parce que, plus encore que dans d'autres pays,

l'exportation a besoin chez nous d'être protégée et guidée par les agents du service extérieur ; ils l'ont encore parce que, jouissant seuls du caractère représentatif, seuls ils nous permettent, en ces matières si importantes, de traiter d'égal à égal avec d'autres gouvernements.

Des progrès importants ont, du reste, été accomplis dans cette voie, spécialement durant ces dernières années. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur le programme des examens commerciaux que subissent nos aspirants diplomates. On avait pu reprocher jadis à ces épreuves leur caractère purement académique ; on sait aujourd'hui que la nomination plus ou moins rapide au grade de secrétaire de légation de première classe dépend de la façon dont le récipiendaire a subi l'examen requis, et l'on appréciera le mérite pratique et tout d'actualité de la majeure partie des questions qui s'y traitent.

Voici, à titre d'exemple, le questionnaire qui servira de base à l'examen auquel seront soumis, le 3 décembre 1912, les aspirants au grade de secrétaire de légation de première classe (1) :

1. La politique douanière de la Belgique depuis 1830.
2. Histoire de la politique douanière de la France depuis la fin du XVIII^e siècle.
3. Unification de la législation sur la lettre de change dans les différents pays.
4. Le rôle commercial du Ministère des Affaires Étrangères en Belgique.
5. De l'organisation et de la réglementation des expositions internationales.
6. Mesures prises ou préconisées en faveur des classes moyennées en Belgique et dans les principaux pays étrangers.
7. Objet des principales lois édictées en Belgique dans l'intérêt des travailleurs.
8. Historique de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle.
9. Le système colonial de la Grande-Bretagne, envisagé spécialement au point de vue des liens qui unissent les colonies à la mère patrie.
10. Examen des impôts publics existant en Belgique.
11. Rapport sur les installations maritimes du port d'Anvers.
12. Étude sur le réseau des voies navigables en Belgique.
13. Les tarifs de transport envisagés spécialement au point de vue des conditions de la concurrence internationale.
14. La question des sucres et l'agriculture.
15. L'influence du change sur le commerce international.
16. Rapport sur l'industrie sidérurgique en Belgique.
17. Les industries céramiques belges.

(1) Les attachés et secrétaires de légation de 2^e classe ne sont admis à cet examen qu'un an au moins après avoir subi l'examen d'aptitude au grade de secrétaire de 2^e classe.

18. Les relations commerciales entre la Belgique et le Brésil.

19. La situation économique du Canada.

20. Le commerce du coton : pays de production, marchés distributeurs, centres de consommation ⁽¹⁾.

« Il n'y a peut-être pas, dit le *Guide pratique des agents diplomatiques*, d'emploi plus difficile à remplir que celui de diplomate ; il faut de la pénétration, de la dextérité, de la souplesse, une grande étendue de connaissances et, surtout, un juste et fin discernement. Il n'y a point non plus de position, qui demande plus : de l'élévation et de la noblesse dans la manière d'agir, de la décision unie au flegme, de la retenue, beaucoup de discrétion et une patience à toute épreuve... ⁽²⁾ »

L'ensemble de ces qualités, qui caractérisent le diplomate formé, peut-on l'attendre d'emblée d'un jeune homme de 23 à 24 ans, quittant notre pays en qualité d'attaché de légation ? Cela nous paraît bien difficile. L'auteur de ces lignes en convient du reste ; mais il ajoute que l'on peut *préparer* nos agents à l'acquiescer en leur imposant des études spéciales ; il fait allusion aux examens diplomatiques.

Certes, nous ne médions point de ces épreuves ; elles sont nécessaires ; mais le diplôme constitue-t-il un certificat d'éducation morale, nous fournit-il la certitude d'une formation professionnelle suffisante ⁽³⁾ ?

Ici apparaît la nécessité d'un stage plus prolongé et l'utilité de certains encouragements donnés aux débutants par le chef de mission ; il importe que celui-ci assure à ces jeunes gens une direction morale et technique. Nous sommes, en effet, de ceux qui pensent qu'une collaboration plus effective des attachés de légation, non pas tant à cette besogne vulgaire des écritures plus utilement fournie, semble-t-il, par de simples copistes, mais aux travaux d'un ordre plus intellectuel qui se pratiquent au siège de l'ambassade, que des rapports plus nombreux, plus complets et d'un intérêt plus actuel adressés par eux à l'administration centrale, que des appréciations plus détaillées données par leurs chefs immédiats ⁽⁴⁾ sur leurs mérites personnels, leur

⁽¹⁾ Questionnaire publié au *Moniteur belge* du 15 décembre 1911, p. 7698 en exécution de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1897.

N. B. — Les récipiendaires obtiennent à la Direction générale du Commerce et des Consuls du Ministère des Affaires Étrangères des renseignements précis concernant les documents et ouvrages à consulter en vue de l'étude des questions énumérées ci-dessus.

⁽²⁾ BARON DE GARCIA DE LA VEGA, *Guide pratique des agents diplomatiques du Ministère des Affaires Étrangères*, chap. VI.

⁽³⁾ Voir MARCHETTICH, *Le rôle des agents diplomatiques et consulaires en matières d'expansion économique*. Rapport présenté au Congrès d'expansion économique mondiale de Mons en 1905, section VI, p. 320.

⁽⁴⁾ Le règlement consulaire italien semble entrer quelque peu dans cette voie. MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI, *Circolari e istruzioni ministeriali*, 2 vol. Roma 1904. (Circulaire du sous-secrétaire d'État M. A. Baccelli, en date du 20 février 1902, vol. II, p. 337), voir annexe II.

activité, leur initiative auraient sur l'avenir de nos futures diplomates une influence toujours favorable et souvent décisive.

Pour faciliter le travail de ces jeunes gens, il serait aussi fort souhaitable que le Gouvernement prît au plus tôt des mesures pour encourager, au siège même des légations, le développement des chancelleries. Bien souvent celles-ci sont reléguées dans des locaux réellement trop étroits.

Il en résulte que les archives ne sont pas classées ou qu'elles ne le sont que fort imparfaitement. Il ne serait même pas impossible hélas ! de citer des cas où nombre de documents, peut-être intéressants, ont systématiquement été détruits, faute de place.

Un second inconvénient du régime actuel, et il n'est pas moindre que le précédent, c'est que ces installations insuffisantes nuisent beaucoup à la marche régulière des travaux et à la formation intellectuelle des attachés à la légation.

L'idéal serait que chacun de ceux-ci eût à la chancellerie un bureau qui lui permette de se livrer commodément, et dans le recueillement voulu, à sa besogne quotidienne, et peut-être même, (n'est-il point permis de le souhaiter,) de s'adonner, de temps à autre, aux travaux et aux études supplémentaires dont librement il aurait fait le choix.

Combien de fois n'arrive-t-il pas actuellement que, ne se sentant pas à l'aise dans ces installations trop exigües, ces jeunes gens, la besogne finie, s'empressent de quitter des locaux où leur présence paraît encombrante. Chez eux, dans des quartiers que la modicité de leur rémunération ne leur permet point de rendre spacieux, ils ne trouvent point l'aide fort appréciable que devrait leur fournir, en vue de leurs travaux, la bibliothèque et les archives de la chancellerie. Est-il étonnant, dès lors, qu'on puisse leur reprocher parfois une vie oisive et le gaspillage d'un temps précieux ?

Déjà, dans les consulats, le Gouvernement a pris d'excellentes mesures en vue d'assurer une installation meilleure des chancelleries. Lorsque les plans et les devis lui sont soumis, il intervient généreusement ; l'on peut même dire qu'il supporte la presque totalité des dépenses que ces travaux occasionnent. Ces innovations si heureuses, tentées en faveur de nos consulats, nous font espérer que des moyens analogues seront adoptés à bref délai dans le but de faire bénéficier les chancelleries de nos légations des mêmes avantages.

A ce chapitre de notre rapport vient tout naturellement se greffer une question souvent débattue au sein de nos assemblées délibérantes : celle de l'achat ou de la construction par l'État belge des hôtels de nos légations.

« Il n'est pas douteux, l'honorable rapporteur de ce Budget le déclarait encore, l'an dernier, au Sénat, qu'en affirmant grandement notre existence, nous facilitons la tâche économique de nos représentants et que nous aidons puissamment nos compatriotes dans l'expansion de leurs affaires ⁽¹⁾. Comme

(1) Rapports sur le Budget du Ministère des Affaires Étrangères, déposés au Sénat par M. de Ramaix en 1910 et 1911.

le disait aussi notre honorable collègue M. Wauwermans : « Dans les pays éloignés, on ne possède que des notions vagues de notre situation géographique, de notre importance territoriale ; mais l'on juge les États d'après le rang que savent tenir les représentants de ces pays à l'étranger. ⁽¹⁾ »

Cette obligation que nous avons de veiller à ce que la Belgique occupe partout un rang honorable parmi les nations, est devenue plus pressante depuis que nombre de pays acquièrent des immeubles dans les capitales pour y installer luxueusement leurs ambassadeurs. L'élévation sans cesse croissante des loyers augmente la difficulté d'y trouver des logements convenables. Nous possédons une installation parfaite à Paris, nous avons des hôtels à Constantinople, à Téhéran, à Tokio, à Pékin, à Shanghai, à Séoul, il nous en manque encore principalement dans les pays de l'Amérique latine, dont la population paraît fort sensible au luxe extérieur. Peut-être ferions-nous bien d'en acquérir aussi en Égypte, dans les Indes anglaises, partout, en un mot, où les logements sont rares et chers ⁽²⁾. Il semble même qu'il nous serait avantageux de posséder des hôtels de légation dans certaines capitales de l'Europe.

N'oublions pas d'ailleurs que, dans les milieux où l'on s'occupe spécialement de notre expansion économique, l'on est unanimement partisan de ces acquisitions. Nous croyons savoir aussi que cette manière de voir est partagée par notre si dévoué Ministre des Affaires Étrangères. Le principe a du reste déjà été admis antérieurement par le Gouvernement. Le projet de loi portant modification du tarif des douanes et du système de perception des droits sur des marchandises tarifées *ad valorem* ne prévoyait-il pas qu'une partie des ressources extraordinaires que le projet de loi devait procurer à l'État serait consacrée à cet objet ? Tous nous émettons le vœu de voir notre nouveau Ministre des Finances persévérer à ce point de vue dans les bonnes dispositions de son prédécesseur. L'honorable sénateur de Ramaix proposait, l'an dernier, dans son intéressant rapport, la création, au Budget extraordinaire, d'un fond spécial de 200,000 francs pour permettre au Département des Affaires Étrangères de ne pas laisser échapper les occasions qui pourraient se présenter. La Section centrale appuie cette proposition et se déclare, elle aussi, entièrement favorable à toute acquisition de ce genre, faite d'une façon opportune et avantageuse.

Non seulement il importe, en vue de la formation plus complète de nos jeunes diplomates, que nous leur fournissions, dans nos chancelleries, des archives bien classées, une bibliothèque, des installations tant spacieuses que commodés, il faut encore, et tous les spécialistes paraissent d'accord sur ce point, que nous leur donnions de temps à autre, et tout spécialement lorsque approchera le moment de leur confier des fonctions plus importantes, l'occasion de venir se retremper, de mûrir le fruit de leurs observations et de leurs études au siège de l'administration centrale. L'outillage scienti-

(1) Discours prononcé à la Chambre, le 11 juillet 1911.

(2) DE RAMAIX, *Rapport sur le Budget de 1911*.

fique, forcément trop rudimentaire au siège de nos légations, est heureusement plus complet à Bruxelles. La bibliothèque, les archives, telles que celles que laissa le baron Lambert, renferment des trésors pour qui veut et qui sait s'en servir. Il est incontestable qu'un jeune homme ayant déjà quelque pratique des affaires y trouvera plus largement son profit qu'un débutant dans la carrière.

Mais il est un autre motif qui rend le retour périodique de nos agents au pays natal plus nécessaire encore : le développement sans cesse croissant des transactions commerciales, si désirable pour un pays qui, comme le nôtre, vit d'exportation, nécessite le contact de plus en plus fréquent de nos agents du service extérieur avec le monde des affaires, spécialement avec les représentants les plus autorisés de notre haut négoce et de notre industrie.

L'attention du Gouvernement fut particulièrement attirée par le Conseil de l'Industrie et du Commerce ⁽¹⁾ « sur la nécessité d'aviser aux mesures à prendre pour faire mieux connaître la Belgique et ses ressources par les agents du service extérieur. Il a paru indispensable, à cet effet, que les diplomates et les consuls, avant d'être appelés à la direction suprême d'un poste à l'étranger, soient associés, pendant un temps assez long, aux travaux de l'Administration centrale du Ministère des Affaires Étrangères. Leur présence en Belgique pourrait très avantageusement se combiner avec le départ momentané de certains fonctionnaires de l'Administration centrale qui iraient occuper temporairement les postes vacants à l'étranger et rapporteraient ensuite, pour le plus grand bien du service, des connaissances pratiques acquises en pays lointain ».

Ce système d'échange de fonctionnaires aurait pour effet de restreindre à des cas spéciaux la nomination, tant de fois réclamée et parfois réellement utile, d'attachés commerciaux auprès de certains postes diplomatiques. Dans les situations ordinaires il rendrait à peu près les mêmes services.

Il fournirait peut-être aussi le moyen de rendre plus intéressantes encore et plus fructueuses que par le passé les audiences déjà si goûtées du public, mais malheureusement trop peu connues et trop peu mises à profit par nos petits industriels et nos commerçants de province, audiences que donnent au Musée commercial nos dévoués agents du service intérieur? La visite périodique de nos petites industries locales les mettrait mieux à même d'être utiles à cette catégorie si méritante et si réellement digne d'intérêt de nos concitoyens. Étant entrés en relations avec ces petits industriels, ils les amèneraient tout naturellement au bureau de consultations et par là même ils les inviteraient à visiter les différentes sections du Musée commercial. Ce serait tout profit tant pour eux-mêmes que pour nos agents dont une partie du stage et du séjour passé en Belgique, lors des rappels périodiques, serait fort utilement employés dans les divers rouages de cette excellente institution.

(1) Rapport de la Commission chargée de l'étude des moyens pratiques d'assurer la complète efficacité de la mission économique des agents du service extérieur. Bruxelles, 1909, p. 3.

La Section centrale a cru intéressant de poser au Gouvernement la question suivante :

Question.

« Peut-on obtenir quelques détails sur le nombre d'audiences données et le nombre des visiteurs reçus durant ces dernières années au Musée commercial par nos agents diplomatiques et consulaires? ».

Réponse.

« En 1911, 27 agents du service extérieur ont donné au Bureau officiel de renseignements commerciaux (Musée commercial de l'État) 54 audiences au cours desquelles ils ont reçu 501 visiteurs, soit en moyenne plus de 9 visiteurs par séance et plus de 18 par agent.

» Le nombre de visiteurs était approximativement le même les années précédentes. »

L'on pourrait se demander aussi si, rentrés au pays natal, nos jeunes diplomates et nos consuls ne complèteraient pas utilement les informations prises et libéralement données, au cours de leurs audiences au Musée commercial, par une visite détaillée de nos expositions locales ou régionales?

Après avoir examiné les stands, ils visiteraient aussi nos grandes usines. Il semble qu'ils seraient alors tout autrement outillés qu'ils ne le sont actuellement, par des études souvent trop théoriques, pour représenter efficacement à l'étranger nos intérêts industriels et commerciaux. Cette idée a parfaitement été mise en lumière par M. H. de Nimal dans un article récent de l'*Écho de l'Industrie*. Ces enquêtes, que, d'accord avec lui, nous demandons au Gouvernement de favoriser par l'octroi de congés supplémentaires sans retenue sur le traitement et, peut-être aussi, par la remise d'un libre parcours ou d'un abonnement sur nos chemins de fer, « mettraient nos excellents agents plus directement, plus immédiatement en contact avec nos industriels. Ils verraient fabriquer, emballer, expédier les marchandises. Ils connaîtraient de la sorte tous les articles que nous produisons, et prendraient des notes qu'ils utiliseraient plus tard, une fois rentrés à leur poste. Ils pourraient, d'autre part, donner des conseils pratiques à nos fabricants sur les marchandises qu'ils produisent, sur l'emballage, sur les conditions d'expédition et sur les graves questions tant des agents commerciaux que des crédits à accorder ⁽¹⁾ ».

« Nous estimons, disait, au Congrès de Mons, le Ministre plénipotentiaire Baron Capelle que les sacrifices, que les Gouvernements s'imposent pour proportionner le traitement de leurs représentants à l'étranger aux

(1) Nos du 22 octobre et du 26 novembre 1911.

exigences de la carrière constituent des dépenses extrêmement productives. »

C'est ainsi que nous avons approuvé la majoration de traitement dont, depuis 1905, jouissent nos ministres résidents et c'est avec une réelle satisfaction que nous avons encore voté, l'an dernier, une majoration de crédit permettant d'améliorer, dans de notables proportions, la situation parfois assez peu enviable de nos conseillers et de nos secrétaires de légation.

Il y a lieu certainement de féliciter l'honorable Ministre d'avoir accordé à nos jeunes attachés de légation une certaine rétribution dès leur entrée dans la carrière.

Mais ces avantages sont-ils suffisants pour porter remède aux difficultés que rencontre, de nos jours, le recrutement de ces agents? Déjà l'on se plaint du nombre réellement trop restreint des candidats qui se présentent. Que sera-ce lorsque, pour les raisons si sérieuses que nous avons énumérées plus haut, nous aurons obtenu la prolongation du stage et le retour périodique de nos aspirants diplomates en vue de leur collaboration aux travaux de l'administration centrale? Aura-t-on toujours sous la main un jeune fonctionnaire prêt à les remplacer dans les pays lointains? Il paraît évident que la nécessité d'en admettre un plus grand nombre se fera sentir. Mais obtiendra-t-on la collaboration de nouveaux éléments en maintenant la promesse de si maigres appointements? Nous croyons qu'il faut éviter de décourager par une trop grande parcimonie des initiatives peut-être fort louables. Nul de nous n'admettra, en effet, que l'on peut impunément n'ouvrir cette carrière qu'aux familles dont les ressources sont suffisantes pour parer aux premières nécessités des débutants? Ne serait-ce point exposer la Belgique à perdre le concours de certains éléments actifs, intelligents et dévoués?

Nous ne sommes pas de ceux qui croient que l'influence du milieu, l'exemple, la tradition sont sans effet sur la carrière bonne ou médiocre des futurs diplomates; mais nous ne voyons pas en quoi ces garanties seraient attachées au plus ou moins d'importance de leur fortune.

Il nous plaît donc d'espérer qu'ici encore le Gouvernement marchera résolument dans la voie qu'il s'est tracée; s'il veut que la Belgique soit représentée à l'étranger par des fonctionnaires capables, il en prendra les moyens, et volontiers nous consentirions aux sacrifices qui seront jugés nécessaires.

Nos consulats.

Durant les premières années de notre indépendance, nos consuls étaient peu nombreux⁽¹⁾ et leurs émoluments se bornaient à la perception des taxes. A deux reprises, les commissaires chargés de faire rapport sur les

(1) Ils n'étaient encore que 57 en 1834

crédits provisoires en 1831 avaient exprimé le désir que les fonctions consulaires fussent partout gratuites⁽¹⁾. Ce système ne pouvait donner de bons résultats. Dès 1837, le Gouvernement chercha le moyen d'y porter remède; il inscrivit au budget une somme de 60,000 francs pour rémunérer « des agents consulaires qui avaient pour mission spéciale de chercher à établir des relations commerciales dans l'intérêt de notre industrie nationale avec des pays où nos négociants n'avaient point encore pénétré ou bien n'avaient pénétré qu'imparfaitement⁽²⁾ ». Cette institution, elle aussi, n'échappa point aux critiques; la Section centrale réduisit le crédit de moitié, et, dès 1840, Engler voulait y substituer « deux ou trois hommes capables réunissant les capacités et connaissances spéciales de nos principales industries ». Le vicomte de Jonghe formulait une proposition analogue et un autre sénateur était d'avis de consacrer la majeure partie du budget consulaire à un corps d'*attachés commerciaux*⁽³⁾, institution assez semblable à celle dont on fait actuellement l'expérience dans divers pays et que l'on a réclamée chez nous dans plus d'un milieu.

Ces crédits ne s'élevaient encore en 1840 qu'à la modeste somme de 103,000 francs; cent cinquante-cinq consuls et vice-consuls en bénéficiaient et « sous la pression des circonstances qui restreignirent toutes les dépenses publiques l'allocation pour le service consulaire fut réduite à 49,000 francs en 1849⁽⁴⁾ ».

Nos consuls marchands étaient bien rarement des Belges et nos agents rétribués étaient improvisés consuls sans que leur choix fût soumis à aucune règle déterminée; de plus, ils n'avaient point de poste fixe. Fonctionnaires essentiellement ambulants, ils ne jouissaient donc que d'une médiocre influence⁽⁵⁾.

Tels étaient les modestes débuts de notre régime consulaire quand, à la suite des propositions déjà ébauchées dans la loi du 31 décembre 1831, mais non réalisées, puis exposées avec plus de clarté en 1872 et 1877 par M. d'Hane-Steenhuysse⁽⁶⁾ et par l'Union des ingénieurs sortis des écoles

(1) Rapport fait à la Chambre des Représentants par le Ministre des Affaires Étrangères dans la séance du 21 mars 1832. *Moniteur* du 23 du même mois.

(2) *Documents parlementaires*, Chambre des Représentants 1836-1837 n° 61, p. 2.

(3) Sénat, séance du 28 décembre 1843.

(4) JULES MEES, professeur à l'École commerciale consulaire de Mons, *L'institution consulaire en Belgique depuis 1830*, p. 13. C'est à cet ouvrage que nous empruntons ces détails historiques.

(5) « C'est à tort, disait M. Corty, président de la Chambre de commerce d'Anvers, que d'aucuns ont considéré que le rôle de consul devait consister à amener des affaires en se déplaçant. Si les industriels et les commerçants des pays concurrents qui nous entourent font des affaires à l'étranger, ils le doivent avant tout à leurs propres représentants, leurs voyageurs, lesquels trouvent dans les consulats de leur pays respectif la facilité des mouvements dont ils ont besoin afin d'arriver à leur but. » Conseil supérieur de l'industrie et du commerce: *Rapport de la Commission*, p. 14.

(6) *Compte rendu du Congrès des Sciences géographiques, cosmographiques et commerciales*. Anvers, 1872, p. 431, et un ouvrage intitulé : *La Belgique et ses relations extérieures*. Anvers, 1875.

spéciales de l'Université de Louvain ⁽¹⁾, se produisit, dans notre pays, un sérieux mouvement de réorganisation.

Les projets élaborés, à cette époque, en Suisse, en Allemagne et en France semblent aussi ne pas avoir été inconnus de la Section centrale nommée en 1885 pour l'examen du Budget des Affaires Étrangères, lorsqu'elle formula son programme de recrutement du corps consulaire et qu'elle émit le vœu de voir instituer une commission spéciale pour l'étude de cette question.

L'idée était mûre, elle aboutit à un magnifique plan de réforme dont les premières lignes furent tracées, en 1893, par le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce, à la demande du comte de Mérode-Westerloo ⁽²⁾, dont la réalisation fut poursuivie par le baron de Favereau avec un dévouement auquel tous nous avons rendu hommage et dont le couronnement, largement esquissé par le même Conseil à la suite de la nouvelle consultation de 1909 ⁽³⁾, semble être réservé à la sagacité de l'honorable Ministre qui dirige en ce moment, avec le zèle et le dévouement que l'on sait, le Département des Affaires Étrangères.

Désirant se faire une idée exacte de l'effort déjà réalisé dans cette voie, la Section centrale a décidé de poser au Gouvernement les questions suivantes :

Question.

« Quels sont les principaux progrès accomplis durant ces vingt-cinq dernières années? »

» a) dans le nombre de nos *Consulats*?

(1) Dont voici les conclusions conformes aux idées émises par M. d'Hane-Steenhuyse :
Offrir aux membres du corps consulaire la considération attribuée au corps diplomatique;
Rémunérer les consuls en rapport avec les services qu'ils peuvent rendre;
N'accorder les diplômes d'élève consul qu'après un apprentissage consulaire préalable des examens rigoureux et un stage pratique complémentaire.

Nomination de commissions consulaires : a) locales ; b) régionales avec les attributions suivantes : rédaction des rapports, envoi d'échantillons, de plans et de devis, organisation d'expositions permanentes dans les principaux centres d'affaires. (E. VAN DER LAAT, *Moyens d'étendre les débouchés de l'industrie belge*. ANNALES DE L'UNION DES INGÉNIEURS, 1877-1878. Bruxelles.

(2) La Commission nommée en 1893 au sein du Conseil tomba d'accord sur les points suivants :

Nécessité d'augmenter le nombre des consuls de carrière dans les limites utiles, d'un minimum de connaissances dont le programme était détaillé ;

Création d'un diplôme d'enseignement commercial supérieur qui rendrait apte aux fonctions consulaires et d'un examen devant un jury pour les candidats non munis de ce diplôme mais ayant des titres spéciaux ;

Obligation d'un double stage, le premier administratif et consulaire avant toute nomination, et un second stage dans les cadres ;

Renforcer les études commerciales, notamment dans les athenées, aux universités et à l'Institut supérieur du commerce d'Anvers.

Les consuls sont choisis autant que possible parmi les Belges (JULES MEES, *ouvrage cité*, pp. 45 et 46).

(3) Voir : Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce. *Moyens pratiques d'assurer la complète efficacité de la mission économique des agents du service extérieur*, Rapport de la Commission, 1909.

- » b) dans le mode de recrutement de leur personnel ?
- » c) dans la documentation de ces agents et dans l'utilisation de leurs rapports par nos nationaux ? »

Réponse.

« a) En 1887, le corps consulaire belge se composait de 24 agents rétribués et de 461 agents honoraires ; actuellement il comprend 72 agents de la première catégorie et 610 agents de la seconde ;

» b) Le corps consulaire rétribué se recrutait anciennement sans système déterminé, le Ministre des Affaires Étrangères se réservant de choisir le candidat qui lui paraissait le mieux à même de remplir les fonctions auxquelles il s'agissait de pourvoir.

» Ce mode de recrutement donna lieu à des objections de diverses natures :

» 1° Les candidats généralement choisis à l'âge de 35 ou 40 ans n'avaient pas eu la formation nécessaire au point de vue des relations souvent fort délicates avec les Gouvernements étrangers. Leur compétence en matière commerciale et industrielle ne suppléait pas à leur défaut d'expérience en matière diplomatique ;

» 2° L'absence de toute règle, en ce qui concerne le choix à faire, ne fournissait au Ministre aucun argument pour résister aux influences et aux démarches souvent très instantes qui se produisaient en faveur de candidats médiocres ;

» 3° Si le candidat possédait un ensemble de qualités répondant aux exigences spéciales du poste à conférer (connaissance de la langue, des usages commerciaux, etc., etc.), il pouvait être beaucoup moins préparé pour les missions que les circonstances mettaient le Gouvernement dans le cas de lui conférer par la suite ;

» 4° Il paraissait peu conforme à notre législation et à nos usages d'accorder des positions aussi élevées et relativement aussi bien rémunérées, sans aucune garantie spéciale de capacité, de diplôme, etc.

» Cédant aux instances très vives du Parlement et de nos hommes d'affaires, et sur les propositions du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce qui avait été consulté, le Gouvernement soumit à l'approbation du Roi les arrêtés qui constituent la réforme consulaire de 1896.

» Les nouvelles dispositions paraissent de nature à remédier aux inconvénients dont il a précédemment été question :

» 1° Ce n'est qu'après un long stage passé sous la direction des chefs de missions diplomatiques et consulaires que les vice-consuls sont appelés à prendre, à leur tour, la direction d'un poste ;

» 2° Le Gouvernement reste maître des désignations à faire ; son choix ne peut se porter toutefois que sur des candidats ayant subi avec succès des épreuves très sérieuses ;

» 3° La résidence successive dans les principaux pays étrangers permet aux agents de se familiariser avec la langue et les usages des différentes places de commerce et les rend aptes à occuper, avec une égale compétence, les postes qui peuvent leur être successivement confiés;

» 4° Grâce à une sérieuse composition des programmes d'études, les jeunes gens qui pénètrent dans la carrière consulaire peuvent, au point de vue des connaissances et des diplômes, soutenir avantageusement la comparaison avec leurs compatriotes qui abordent les autres professions administratives ou libérales.

» c) Les agents du service extérieur rétribués sont autorisés à porter annuellement en compte au Département des Affaires Étrangères, jusqu'à concurrence d'une somme de 200 francs, les frais résultant de leur abonnement à *des publications d'ordre économique* paraissant en Belgique et dans le pays de leur résidence.

» L'administration se charge, d'autre part, de leur envoyer à ses frais les annuaires commerciaux et industriels belges que les éditeurs mettent à sa disposition pour leur être adressés.

» Il leur expédie ainsi, chaque année, outre des livres d'adresses généraux, plusieurs répertoires spécialement consacrés à certaines branches d'industrie ou de commerce.

» Il envoie également à de nombreux agents du corps diplomatique ou consulaire les monographies industrielles publiées par le Ministère de l'Industrie et du Travail.

» En vertu de l'article 13 de l'arrêté organique du 23 septembre 1896, les agents consulaires rétribués sont admis à venir en Belgique, à certains intervalles, dans le but notamment de constater les progrès réalisés en matière commerciale et industrielle et le Département des Affaires Étrangères intervient pour faciliter ces voyages d'études.

» Les agents du service consulaire rappelés en Belgique ou qui se rendent dans le pays pour y passer un congé, sont appelés à se tenir, à des jours déterminés, à la disposition des intéressés belges au Bureau officiel de renseignements commerciaux.

» Nos consuls assistent en outre fréquemment aux séances de la bourse des métaux et charbons qui se tiennent à Bruxelles le mercredi.

» Les adresses en Belgique des agents jouissant d'un congé et les dates ainsi que les heures de leurs audiences au Bureau officiel de renseignements commerciaux sont indiquées au *Bulletin commercial*.

Les entretiens que pendant leurs séjours périodiques dans le pays les agents ont avec nos hommes d'affaires constituent pour eux un excellent moyen de se documenter sur la marche des affaires et sur les progrès réalisés dans les différents domaines de l'activité nationale.

» Le Département s'attache à donner la plus grande diffusion possible aux rapports et aux communications d'ordre économique qu'il reçoit de ses agents du service extérieur.

» Ceux qui sont susceptibles d'être publiés sont insérés au *Recueil consulaire* (rapports annuels généraux) ou au *Bulletin commercial* (rapports et communications d'ordre plus spécial ou présentant un caractère d'urgence et d'actualité).

» D'autres sont communiqués directement aux intéressés ou aux groupements d'intéressés qu'ils concernent plus particulièrement.

» D'autres, enfin, sont annoncés au *Bulletin commercial* comme pouvant être consultés dans les bureaux du Département officiel de renseignements commerciaux.

» Les annonces de grands travaux, d'adjudications, etc., à l'étranger, sont insérés au *Bulletin commercial* et au *Moniteur belge*; des avis les concernant sont en outre adressés aux journaux qui consentent à les insérer.

» Le coût de l'abonnement au *Recueil consulaire* et au *Bulletin commercial* est fort minime et à la portée de toutes les bourses. »

Question.

« Le Gouvernement peut-il nous dire où il compte créer les nouveaux postes de consuls et de vice-consuls de carrière prévus au chapitre III, article 7, du projet de Budget? Dans quelles mesures compte-t-il relever leurs traitements? »

Réponse.

« Des nouveaux postes consulaires rétribués viennent d'être établis à Brème et à Tanger.

» Le Département des Affaires Étrangères étudie, d'autre part, la création de consulats de carrière à Montevideo, à Port-au-Prince et à Quito. Il ne perd, au surplus, pas de vue les suggestions qui lui ont été faites, en cette matière, par le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce.

» Les vice-consuls dont la nomination est prévue sont destinés soit à remplacer les agents du même grade qui obtiendront leur promotion en qualité de consuls, soit à être adjoints, suivant les besoins du service, aux plus occupés de nos consulats de carrière à l'étranger.

» Le nouveau barème pour le calcul des traitements des agents du service consulaire pourra, sans doute, prochainement être mis en vigueur.

« Comme on le sait, les traitements consulaires qui varient entre 6,000 et 10,000 francs pour les vice-consuls de carrière se composent, pour les agents d'un grade supérieur, de deux éléments : l'un fixe et invariable pour tous les postes, qui est de 6,000 francs pour les consuls et de 8,000 francs pour les consuls généraux, l'autre, variable, suivant la résidence attribuée à ces agents.

» Pour la détermination de l'élément variable, les postes sont répartis en cinq catégories comportant des allocations qui s'élèvent de 4,000 à

14,000 francs pour les consuls et de 6,000 à 16,000 francs pour les consuls généraux.

» Des accroissements de traitement sont en outre accordés aux consuls généraux à raison de l'ancienneté de leurs fonctions. Le temps passé dans les pays étrangers réputés peu salubres est compté double par la supputation de ces accroissements.

» Les consuls généraux revêtus d'un titre diplomatique reçoivent, en plus de leur traitement, une indemnité qui varie entre 3,000 et 8,000 francs.

» Des indemnités de logement sont, d'autre part, allouées à certains agents à titre d'intervention du Département dans les frais qu'ils s'imposent pour se pourvoir d'une installation en rapport avec l'importance de leur poste.

» En vertu du nouveau barème, la partie variable des émoluments alloués à nos agents sera relevée pour la plupart des postes.

» Des indemnités de logement plus importantes seront, d'autre part, attribuées à des agents en fonction dans certaines résidences. »

De grands progrès ont donc été accomplis; et c'est à l'unanimité de ses membres que la Section centrale témoigne de ce chef son entière satisfaction et sa vive gratitude au Gouvernement.

La création des nouveaux consulats de carrière répond à un besoin pressant. Elle sera accueillie avec enthousiasme dans le monde des affaires. Pussions-nous constater bientôt qu'à ce précieux encouragement correspond un regain d'énergie et d'esprit d'initiative chez nos commerçants et chez nos industriels.

Pour faire des progrès dans cette voie il paraît nécessaire qu'ils entrent plus intimement en relations avec nos agents du service extérieur. Il importe, en effet, que leurs procédés de fabrication, leurs spécialités soient parfaitement connus de ceux qui ont charge de représenter leurs intérêts à l'étranger. Qu'ils abandonnent donc leurs préjugés, qu'ils ouvrent plus largement à nos agents les portes de leurs usines, qu'ils s'efforcent de concourir d'une façon effective à la formation de ceux dont ils attendent les services sous le rapport des débouchés.

« Il est indispensable, disait l'an passé, au Sénat, l'honorable rapporteur de ce Budget, que la préparation des fonctionnaires qui sont chargés de la défense et de la protection de nos intérêts économiques soit plus pratique et moins théorique. A cet effet, on propose un nouvel examen. Mais sera-ce un examen de plus qui produira ce résultat ⁽¹⁾ » ?

Avec l'honorable rapporteur, nous croyons que ce sont les connaissances pratiques et l'expérience acquise personnellement qui manquent le plus à

(1) Rapport présenté au Sénat, en 1910, par M. de Ramaix. *Documents*, session 1909-1910, p. 148.

nos candidats-consuls. Nous voudrions les voir prolonger leur stage à la Direction du Commerce et se mêler davantage à notre vie industrielle et commerciale. Il serait aussi fort nécessaire qu'ils comparent attentivement les industries belges avec celles des concurrents étrangers. La réponse faite par le Gouvernement à la deuxième question posée par la Section centrale chargée chez nous, l'an dernier, d'examiner le budget du Ministère des Affaires Étrangères, nous apprend que déjà plusieurs vice-consuls nommés dans ces derniers temps avaient, avant leur admission, accompli un stage dans une maison de commerce ou dans un établissement industriel, tandis que d'autres avaient collaboré aux travaux d'un consulat non rétribué à l'étranger ou d'un consulat étranger en Belgique. Pour répondre au vœu émis par le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce et pour les raisons émises dans ce rapport, la Section centrale insiste vivement en faveur des mesures à prendre pour généraliser la pratique du stage commercial; son plus vif désir serait de le voir imposer dorénavant à tous les agents de la carrière consulaire rétribuée.

Mais il n'est pas seulement nécessaire que la première formation de nos agents du service extérieur ne laisse rien à désirer, il faut encore que, dans la suite, ils se tiennent constamment au courant des transformations multiples que subissent nos industries, il faut qu'ils soient initiés par eux-mêmes aux progrès accomplis dans la marche des affaires.

Déjà le Gouvernement a pris une louable initiative en publiant, avec la collaboration de nos chambres de commerce, la contre-partie de notre *Recueil consulaire*. Cette publication « doit contenir tous les éléments pouvant instruire nos consuls et agents sur la situation de nos industries, et les bases suivant lesquelles il serait possible de favoriser leur expansion au delà de nos frontières ⁽¹⁾ ».

Mais, de l'avis des hommes les plus compétents, il est nécessaire aussi, et nous le répétons volontiers, que nos agents de l'extérieur, et tout spécialement nos consuls, demeurent en rapports constants avec nos fabricants, qu'ils visitent de temps à autre leurs établissements et qu'ils s'y rendent compte *de visu* des améliorations qui s'y opèrent.

Le règlement organique de nos consulats ne porte-t-il pas que des mesures seront prises en vue de favoriser les voyages en Belgique des agents rétribués, et ceci à des intervalles qui, en général, n'excéderont pas cinq années? Pourquoi n'use-t-on pas plus largement de cette faculté de rappels périodiques? Une semblable combinaison serait incontestablement avantageuse au point de vue de la formation des membres du service extérieur, disait, au Congrès de Mons, M. Capelle, et elle aurait, en outre, pour très-heureux effet d'assurer aux départements ministériels le concours ininterrompu de collaborateurs connaissant, d'expérience personnelle, les différents marchés étrangers et pouvant les éclairer sur de nombreuses questions

(1) Chambre de commerce de Bruxelles, année 1911, Rapport, p. 34.

de fait, qu'une carrière sédentaire ne leur permet pas toujours d'apprécier sous leurs multiples aspects.

« Lorsque l'agent aura, par un stage ainsi organisé, acquis des notions exactes concernant l'état économique du pays qu'il représente et du pays où il exerce ses fonctions, sa tâche sera singulièrement facilitée, et la confiance des hommes d'affaires en sa compétence sera, à juste titre, notablement accrue ⁽¹⁾ ».

L'intéressante question des attachés commerciaux, déjà soulevée en 1903, au Congrès de Mons, par M. H. de Nimal, ⁽²⁾ ainsi que par le comte Louis de Villegas de Saint-Pierre, et traitée avec non moins de compétence, au sein du Conseil de l'Industrie et du Commerce, par M. Corty, président de la Chambre de commerce d'Anvers ⁽³⁾, trouverait peut-être une solution provisoire dans l'application de ce régime si profitable des rappels périodiques. C'est du moins ce que prévoyait déjà, au Congrès l'expansion mondiale, M. Capelle, lorsqu'il disait qu'il se pourrait qu'alors la nécessité de joindre à nos agents du service extérieur des collaborateurs à titre permanent se ferait moins sentir et que peut-être « l'on trouverait avantage, du moins en ce qui concerne les pays peu éloignés, à se borner, soit à envoyer, dans ces circonstances particulières et à titre temporaire, des spécialistes dont la compétence répond exactement aux exigences présentes, soit à rappeler, au moment opportun, l'agent officiel dans son pays d'origine pour y venir chercher lui-même les instructions et les indications nécessaires ».

Les explorations consulaires.

Il est incontestable que l'étude des pays neufs facilite, dans une large mesure, la création des débouchés. Nous devons donc nous appliquer à multiplier les missions commerciales à l'étranger, mais il importe qu'elles aient été préparées de longue main et qu'elles aient plutôt pour but de contrôler des renseignements recueillis d'avance que d'enregistrer des idées superficielles nées d'observations trop hâtives. Nos agents doivent aussi se mettre en garde contre les appréciations toutes faites, fournies parfois par des personnages officiels, médiocrement compétents ou peu enclins à nous renseigner.

N'oublions pas non plus que ces voyages ont aussi pour but d'explorer plus complètement des régions déjà partiellement connues, d'inspecter les

(1) *Des moyens et agents d'expansion*. Section VI, p. 409.

(2) Voir aussi le *Rapport sur le Budget du Ministère des Affaires Étrangères*, présenté en 1911 par M. de Ghellinck d'Elseghem.

(3) Même source.

(4) Voir, à propos de ces critiques, M. Ed. Schwenn, ancien vice-président de la Chambre de commerce d'Anvers. Rapport intitulé : *Moyens et agents d'expansion économique*, présenté en 1903 au Congrès de Mons, section V, p. 620.

postes consulaires que nous y possédons, de voir s'il n'y aurait pas lieu d'en créer des nouveaux et de chercher des candidats capables de les occuper.

Ces tournées permettent à nos agents de poursuivre longtemps leurs observations dans une même région, de connaître, d'encourager au besoin et d'apprécier, à leur juste valeur, les efforts tentés par leurs collaborateurs les consuls marchands.

Les avantages des explorations, ou pour mieux dire des voyages d'études commerciales, que nous venons d'énumérer, ont été fort bien exposés dans un rapport présenté au Congrès d'expansion économique mondiale de Mons, en 1903, par M. J. Duckerts, consul général de Belgique à Smyrne ⁽¹⁾. Lui aussi voudrait que ces agents répètent plus fréquemment leurs investigations dans notre propre pays. « Il y a lieu, dit-il, de rétablir et d'élargir la pratique des tournées en Belgique; elles doivent se renouveler au bout d'un certain nombre d'années et, de préférence, lors des changements de poste, sans préjudice des audiences au Musée commercial, à répéter plus souvent.

» Il est indispensable que les agents fassent des voyages d'études dans les pays de leurs résidences respectives, et ces voyages doivent avoir l'ampleur nécessaire pour comprendre toute la juridiction. Ils doivent être faits dans les pays indistinctement. »

Dans la même étude, M. Duckerts se prononce catégoriquement contre l'adjonction aux consulats d'agents commerciaux; nous croyons pourtant qu'il est utile de noter ici l'opinion contraire d'autres spécialistes, notamment de M. Jules Mees ⁽²⁾, qui voudrait voir « affecter temporairement le budget des explorations consulaires et la création d'un *attaché commercial* ». Il se déclare convaincu que l'activité exploratrice d'agents de cette catégorie, d'après la conception que l'on se fait de leur rôle de « véritables voyageurs-enquêteurs officiels, dont la mission est de servir de trait d'union entre les débouchés extérieurs et les industriels et les commerçants de la métropole », rendrait les plus grands services.

La question ne nous semble pas suffisamment mûre pour qu'il puisse paraître opportun de nous prononcer, dès à présent, à cet égard. Peut-être pourrait-on faire un essai? Il semble pourtant douteux que l'attaché commercial, dont l'utilité paraît plus réelle, dans certains cas spéciaux, au siège de nos légations, puisse, en des tournées forcément assez rapides, procurer à lui tout seul, tant au point de vue de l'action permanente à exercer sur les consuls marchands que de l'étude sérieuse d'un pays, tous les avantages assurés par les voyages d'études commerciales entreprises dans les régions habitées déjà antérieurement par nos consuls. Tout au plus pourrait-on peut-être leur réserver les enquêtes dans les pays neufs. Ne perdons point de vue, en effet, ce qu'affirmait M. Schwenn, ancien président de la

(1) Rapport intitulé : *Des explorations à effectuer par les agents du service consulaire*.

(2) M. J. MEES, professeur à l'Ecole commerciale et consulaire de Mons. *La réorganisation consulaire devant le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce*.

Chambre de commerce d'Anvers lorsqu'il critiquait le système d'exploration, déjà trop rapide selon lui, pratiqué par nos consuls, pour étudier dans un pays une question commerciale quelconque, « il n'y a qu'un moyen, disait-il : « s'y établir en permanence et poursuivre longtemps des observations journalières qu'on doit, si possible, rendre contradictoires ⁽¹⁾ ».

Question.

« Les voyages d'études entrepris durant ces dernières années par nos agents consulaires ont-ils été fructueux au point de vue de l'extension de nos relations commerciales ?

» Peut-on savoir dans quels pays ont porté principalement leurs investigations ? »

Réponse.

« Les tournées d'exploration commerciale et d'inspection consulaire mentionnées ci-après ont été effectuées au cours des cinq derniers exercices par des agents du service extérieur.

» 1907. — Explorations commerciales en Bohême, en Abyssinie, dans les Colonies françaises de la Côte occidentale d'Afrique, dans les Républiques du Paraguay et de l'Uruguay, dans les Républiques de l'Amérique centrale, au Canada et aux Indes orientales néerlandaises.

» Inspection des postes consulaires non rétribués établis dans le sud-ouest de l'Allemagne.

» 1908. — Explorations commerciales dans les possessions britanniques de la Côte occidentale d'Afrique, dans les États du sud et du sud-ouest des États-Unis d'Amérique, aux États-Unis de Venezuela, dans les États du sud du Brésil, en Chine, au Japon et dans l'Inde britannique.

» Inspection des postes consulaires établis dans les Pays-Bas.

» 1909. — Explorations commerciales en Bulgarie, dans la Russie méridionale et centrale, dans les possessions allemandes, britanniques et portugaises de l'Afrique australe, au Canada, dans les États du centre des États-Unis d'Amérique (première partie), dans les Républiques de l'Équateur, du Pérou et du Chili, dans les États du centre du Brésil, au Japon.

» 1910. — Explorations commerciales au Canada, dans les États du centre des États-Unis d'Amérique (seconde partie), dans les Républiques de l'Amérique centrale et au Japon.

» 1911. — Explorations dans l'Asie centrale russe et le Caucase oriental, dans la République de Libéria, en Guinée portugaise, dans l'Afrique australe britannique et dans les États du sud des États-Unis d'Amérique.

(1) SCHWENN, même source, p. 620.

» Les explorations dont sont chargés nos agents du service extérieur sont annoncées par la voie du *Bulletin commercial* aux intéressés belges, qui peuvent se mettre directement en rapport avec l'agent chargé de la tournée, pour des indications à recueillir au cours de celle-ci.

» Les rapports économiques rédigés par nos agents à la suite de leurs voyages sont publiés au *Recueil consulaire*.

» Des relations d'affaires ont été nouées par des maisons belges, à la suite des indications recueillies par nos agents au cours de leurs missions. »

Les bourses de voyages et d'études commerciales.

Dans un pays de population dense et d'intense activité industrielle, comme le nôtre, pays où les grandes maisons d'exportation font malheureusement encore défaut, il paraît urgent, non seulement pour suppléer à cette lacune, mais aussi pour préparer et rendre possible, dans un avenir assez rapproché, la fondation de pareils organismes, de multiplier les écoles spéciales et leur corollaire nécessaire : les bourses de voyage ⁽¹⁾.

En présence de la concurrence et de la surproduction qui, chaque jour, chez nous, s'affirment davantage, il importe de faire comprendre à nos jeunes gens que « s'occuper de l'écoulement à l'étranger du trop plein de notre activité industrielle est aussi utile et aussi honorable que la production elle-même ⁽²⁾ ».

Certes, il n'est pas toujours facile de discerner les avantages directs attachés à l'octroi des bourses de voyage; en dépit des critiques que ce mode d'encouragement a pu soulever dans l'esprit de quelques-uns, il importe pourtant de faire remarquer qu'il est un stimulant précieux et nécessaire au développement des études commerciales et « qu'il se pratique toujours au profit de jeunes gens instruits, sans fortune, rêvant de servir une cause éminemment utile, c'est-à-dire de développer les échanges commerciaux de leur patrie avec l'étranger. C'est que, en effet, les avantages indirects qu'on n'aperçoit pas à première vue ont compensé largement les sacrifices pécuniaires faits par les Gouvernements : ces anciens boursiers ont contribué puissamment à éclairer le monde commercial de leur pays d'origine sur la manière dont se pratiquent les affaires d'exportation et d'importation, les usages, en cette matière, des pays lointains; et cela est tout aussi important, mais moins facile à savoir que les produits faisant l'objet des échanges.

(1) Voir résolution prise, le 10 mars 1908, par la Chambre de commerce d'Anvers, à la suite de l'enquête faite, conjointement par quatre de ses sections, sur le développement du commerce belge d'importation. *Bulletin* de la dite Chambre de commerce, 31 mars et 7 août 1908.

(2) M. P. BURE, consul général de Belgique à Yokohama. Rapport intitulé : *Encouragement officiel à l'initiative privée en matière d'expansion économique*, présenté en 1905 au Congrès de Mons, section VI, p. 51.

Ils ont développé l'esprit d'initiative dans un domaine dédaigné ou négligé. Beaucoup, rentrés chez eux, y ont servi utilement le commerce extérieur, grâce à leurs connaissances spéciales et à leur expérience de l'étranger, ont fait profiter leurs compatriotes des relations qu'ils y avaient nouées, ou sont entrés dans des administrations ou des sociétés où ils rendent de grands services. D'autres sont restés à l'étranger et, sans y être à la tête d'établissements fondés par eux, ils sont attachés à des maisons de commerce où ils provoquent un nouveau courant d'affaires avec leur pays ⁽¹⁾ ».

Il faut donc que l'on maintienne ce mode d'encouragement à l'initiative privée; mais il importe qu'il ne soit accordé qu'à des jeunes gens instruits, actifs, plein d'initiative. « Jeunes, pour s'acclimater moralement et physiquement à leur nouveau milieu et pour avoir devant eux le temps de se créer une place dans le monde commercial, ce qui est le plus souvent le prix de longs efforts; instruits, afin de représenter dignement leur pays et d'être à la hauteur de la concurrence internationale, car le grand commerce d'exportation est aujourd'hui une véritable science exigeant des connaissances très étendues, la pratique des langues et surtout celle des hommes; actifs, afin de produire des résultats; pleins d'initiative, afin de créer des voies nouvelles aux échanges ⁽²⁾. ».

Il importe encore de ne point permettre à des boursiers de s'établir pour leur propre compte dans un pays étranger, avant d'y avoir été employés, dans une maison de commerce, au moins pendant deux ans. Fonder une maison dans ces conditions, c'est s'exposer à un échec certain, l'expérience l'a du reste démontré. Il est indispensable, pour réussir dans une ville étrangère, de posséder des connaissances locales que les écoles ne pourront jamais donner; de plus, il faut être connu soi-même et savoir, non plus par à peu près, mais de la façon la plus précise, quels articles on va traiter, comment, avec qui, dans quelles conditions. Il serait du reste fort souhaitable que, avant de se fixer dans les pays d'outre-mer, le boursier fasse un stage commercial à Londres ou à Hambourg, cités où se traite spécialement le grand commerce avec ces régions lointaines; il se mettrait ainsi à la hauteur de la concurrence et apprendrait pratiquement par quelle méthode les maisons d'exportation y ont le mieux réussi.

« Il faut, disait récemment un homme non dépourvu d'expérience, commencer à payer à ces jeunes gens une bonne bourse dès leur sortie de l'école, parce qu'aucun établissement ne les prendrait avec rétribution, sachant que ces stagiaires partiront aussitôt qu'ils auront acquis des connaissances suffisantes pour en tirer parti en pays étranger.

» Si les usines, ajoutait-il, ne sont pas toujours disposées à s'imposer les frais qu'il faut faire pour envoyer un agent en pays étranger, il n'y a aucun doute qu'elles ne verront aucun inconvénient à correspondre avec un com-

(1) Même source, p. 59.

(2) Même source, p. 65

patriote qu'elles connaissent, qui ne leur coûte rien et avec lequel elles peuvent faire des affaires en toute sûreté. » M. Schwenn, ancien vice-président de la Chambre de commerce d'Anvers, auteur de ces lignes, ne doute point que, « dans ces conditions, les boursiers parviendront à faire plus facilement des affaires que les usines n'en ont fait jusqu'ici, les offres passant maintenant par au moins une demi-douzaine de mains et chacun se taillant son bénéfice à sa guise. Ainsi, conclue-t-il, la Belgique pourrait en arriver à avoir des rapports directs avec les pays importateurs de ses marchandises ⁽¹⁾ ».

Question.

« Combien le Département des Affaires Étrangères accorde-t-il, en ce moment, de bourses de voyages et d'études commerciales ? »

» Dans quels pays les bénéficiaires de ces bourses se sont-ils fixés ?

» Ont-ils fourni des rapports intéressants à l'administration centrale et sur quels sujets ?

» Ont-ils favorisé les progrès de notre exportation ? »

Réponse.

« Le nombre de licenciés en sciences commerciales qui jouissent actuellement d'une bourse de voyage est de vingt-quatre.

» Les bénéficiaires de ces bourses sont établis respectivement dans les pays suivants :

4 dans la République Argentine,
2 au Brésil,
1 au Chili,
1 en Colombie,
1 aux États-Unis,
2 au Canada,
1 en Russie,
1 en Espagne,
2 au Maroc,
1 en Algérie,
2 en Égypte,
1 au Congo,
2 en Chine,
1 au Japon,
2 dans l'Inde britannique.

» Les rapports annuels des boursiers portent le plus souvent sur des

(1) M. ED. SCHWENN, ancien vice-président de la Chambre de commerce belge d'Anvers. Rapport intitulé : *Moyens et agents d'expansion économique*, présenté au Congrès international d'expansion économique mondiale de Mons en 1903, section VI, p. 618.

questions d'actualité et notamment sur les conditions d'achat ou de vente des produits commerciaux offrant un intérêt spécial pour la Belgique. Des extraits de ces rapports sont fréquemment publiés dans le *Bulletin commercial*.

» Au point de vue du développement de nos exportations, les bourses donnent généralement des résultats satisfaisants. Il est à remarquer d'ailleurs que beaucoup de boursiers, avant même de se rendre dans le pays où ils ont décidé de se fixer, s'assurent la représentation d'un ou de plusieurs établissements industriels belges.

» Plus tard, lorsqu'ils ont étudié pratiquement les besoins et les ressources du pays de leur résidence et qu'ils se sont rendus un compte plus exact des produits belges pouvant y trouver des débouchés avantageux, ils se mettent en rapport avec des fabricants de ces produits et étendent ainsi progressivement leur sphère d'action. »

Notre commerce.

La statistique du commerce spécial de la Belgique en 1911 atteste une belle efflorescence de nos exportations et de nos importations.

Au total, l'on y enregistre, en effet, la somme considérable de 7,764,036,000 francs, en augmentation de 326,514,000 francs sur 1910.

Ces chiffres se répartissent comme suit :

Les importations, qui s'élevaient en 1910 à 26,645,382 tonnes, représentant une valeur de 4,141,032,000 francs, ont atteint, en 1911, un total de 29,057,256 tonnes, pour une valeur de 4,335,446,000 francs, il y a donc pour 1911 une augmentation de poids de 2,411,874 tonnes ou 9.1 % et une augmentation de valeur de 194,414,000 francs ou 4.7 %.

D'autre part, les exportations de produits belges ou nationalisés, qui étaient en 1910 de 19,081,211 tonnes, ayant une valeur de 3 milliards 296,490,000 francs, se sont élevées, en 1911, à 19,762,842 tonnes, représentant une valeur de 3,428,590,000 francs. Les chiffres de 1911 présentent donc sur ceux de 1910 une augmentation de poids de 681,631 tonnes ou 3.6 % et une augmentation de valeur de 132 millions 100,000 francs ou 4 %.

Les renseignements relatifs à la navigation maritime ne sont pas moins satisfaisants. Les transports maritimes ont eu lieu, à l'entrée, par 11,108 navires jaugeant ensemble 15,907,638 tonneaux, et, à la sortie, par 11,122 navires, d'une capacité totale de 15,896,914 tonneaux. Comparativement à 1910, il y a en ce qui concerne l'entrée, augmentation de 1.5 % quant au nombre de navires et de 5.3 % quant au tonnage, et, en ce qui concerne la sortie, augmentation de 1.8 % quant au nombre de navires et de 5.5 % quant au tonnage.

Considérés sous le rapport de l'espèce et de la nature des marchandises,

nos échanges internationaux comportent, en proportions %, comparative-
ment à la valeur totale de nos importations et de nos exportations :

	Importation.	Exportation.
Animaux vivants.	1.2 %	1.1 %
Boissons et objets d'alimentation . . .	24.3 %	12.5 %
Matières brutes ou simplement préparées .	53.6 %	46.7 %
Produits fabriqués	16.6 %	38.5 %
Monnaies d'or et d'argent	4.3 %	1.2 %

Ces chiffres indiquent certainement un effort considérable, mais pourquoi
notre production n'est-elle pas plus rémunératrice ?

Ne négligeons-nous pas trop les produits chers et spécialisés, les articles
de luxe et de fantaisie ?

Ne consacrons-nous point peut-être une part trop grande de notre industrie
à la fabrication des produits bruts et mi-ouvrés ?

Ces questions méritent de fixer l'attention des pouvoirs publics. Il est
incontestable que, au lieu de fabriquer des marchandises de faible valeur
moyenne à la tonne et laissant souvent un gain réduit, nous aurions avan-
tage, exception faite naturellement pour les produits de nos mines et de nos
carrières (qu'il serait déraisonnable de ne point exploiter), nous aurions tout
profit, disions-nous, spécialement en vue de nos exportations, à diriger
notre activité dans la voie du perfectionnement du travail et de la spécialisa-
tion. Le développement tant désiré et déjà si réel de notre enseignement
industriel et artistique contribuera, à n'en point douter, à donner à nos
produits ce fini, ce cachet particulier qui, de plus en plus, devra leur
assurer la préférence sur les marchés du monde.

Dans divers milieux industriels et commerçants, le bruit s'est répandu
aussi que nos exportations ne progressent pas autant que celles des nations
qui nous font la plus vive concurrence (1). Cette affirmation, si elle était
fondée, serait pour l'avenir de notre pays d'une très grande gravité.

Mais nous avons hâte d'ajouter qu'elle est démentie par les statistiques
récentes que vient de nous fournir le Département des Affaires Étrangères.

(1) Voici, de dix en dix ans, les progrès accomplis par notre commerce spécial d'expor-
tation :

1840	139,628,781 francs.
1850	210,032,328 —
1860	470,258,317 —
1870	690,139,308 —
1880	1,216,741,436 —
1890	1,437,023,833 —
1900	1,922,884,181 —
1910	3,296,490,000 —

En effet, l'augmentation des exportations en commerce spécial a été, pendant la période de 1905 à 1910 :

Pour la France, de 23 % ;
 Pour la Grande-Bretagne, de 30 % ;
 Pour l'Allemagne, de 30 % ;
 Pour la Belgique, de 43 %.

Ces chiffres sont rassurants; mais faut-il en conclure que la progression que nous constatons se maintiendra et que, forts de ce succès, nos industriels et nos commerçants sont autorisés à se croiser les bras? Tel n'est point l'opinion des gens avisés. Qu'il nous suffise, du reste, de jeter un regard sur l'étonnante activité de nos voisins, dans tous les domaines qui se rattachent à leur expansion économique, et nous acquerrons facilement la conviction que, sur ce terrain, comme sur beaucoup d'autres, nous ne maintiendrons nos positions qu'au prix des efforts les plus héroïques et moyennant une vigilance de tous les instants.

Le stimulant qui nous poussera vers la conquête des marchés lointains ne sera pas l'appât des richesses proposé à l'avidité de quelques-uns dans le seul but d'en jouir; nous trouverons dans l'écoulement plus facile et plus rémunérateur de nos produits le moyen d'assurer à nos industriels et à nos commerçants une existence honnête, de mieux récompenser le labeur de nos ouvriers, de mieux assurer aussi la subsistance de la classe moyenne; notre but, en un mot, sera de procurer à tous les Belges plus de bien-être, plus de stabilité, plus de confiance dans l'avenir.

Certains économistes ont manifesté des regrets en constatant qu'une très faible proportion seulement de nos produits est renseignée par nos statistiques comme prenant la direction des pays lointains et que, par conséquent, la très grosse part de nos exportations est acquise par nos voisins les plus proches : les Français, les Anglais, les Allemands, les Hollandais ⁽¹⁾. Ils n'ont pas manqué de faire remarquer, à ce propos, qu'au point de vue industriel, ces voisins nous font parfois une rude concurrence et que l'on gagne peu à vendre à des concurrents. Certes, il y a dans ces affirmations, de même que dans les statistiques sur lesquelles elles s'appuient, une part de

(1) Les pays qui méritent une mention spéciale et auxquels le *Bulletin* consacre un compte détaillé interviennent dans la valeur totale des importations et des exportations pour les parts proportionnelles suivantes :

	Importation.	Exportation.
Congo belge	1.7 %	0.7 %
Union douanière allemande	13.8 %	27.3 %
France	16.9 %	20.0 %
Grande-Bretagne.	10.0 %	13.8 %
Pays-Bas	6.7 %	9.6 %
États-Unis d'Amérique	7.5 %	3.5 %

vérité, et nous sommes unanimes à souhaiter une expansion plus grande de notre commerce vers les pays neufs; mais il importe aussi, et surtout en ces matières si spéciales et si délicates, de ne rien exagérer et de n'invoquer les statistiques qu'avec une prudente réserve.

Pour ne citer que quelques exemples, nul de nous n'ignore que les marchandises que nous expédions sur Londres ou sur d'autres ports de la Grande-Bretagne ne sont pas toujours destinées aux seuls Anglais; bien souvent, en effet, elles ne touchent l'Angleterre que pour atteindre plus économiquement ses colonies. C'est ainsi que l'exportation de nos produits vers le Canada serait bien peu rémunératrice, s'ils ne parvenaient pas dans ces régions sous le couvert du pavillon britannique.

Il ne sera pas inutile, non plus, de faire remarquer que les marchandises belges, dirigées en si grand nombre sur le port de Hambourg, ne sont guère destinées à l'Allemagne, mais que presque toutes, grâce à la puissante organisation des maisons d'exportation de ce pays et grâce aux sérieuses garanties de paiement qu'elles offrent à nos nationaux, prennent la voie des pays d'outre-mer.

Nous vendons donc bien plus dans les pays lointains que ne l'indiquent les statistiques; mais il arrive fréquemment que nos marchandises n'y parviennent que grâce à l'intervention des intermédiaires étrangers. Lorsqu'il s'agit, pour nos industriels, d'échapper à des droits élevés, l'on conçoit assez bien qu'ils ne répugnent pas à couvrir leurs marchandises du pavillon d'une nation voisine. La concurrence est si vive de nos jours! Mieux vaut, à leurs yeux, vendre sous un nom d'emprunt que de ne pas vendre du tout.

Mais comment se fait-il que, sans avoir à invoquer ces raisons spéciales, un si grand nombre d'entre eux s'adresse à des commissionnaires exportateurs *étrangers*? N'en résulte-t-il pas que le bénéfice commercial de notre pays est réduit de la sorte à un minimum?

Cette question a fait l'objet de plus d'une étude intéressante. Nous croyons pouvoir résumer ces travaux en affirmant que ce qui pousse principalement nos nationaux à agir ainsi, c'est *l'incertitude du paiement*. Nos industriels n'aiment pas à traiter avec les pays d'outre-mer, nous disait encore récemment un professeur éminent de l'enseignement libre, le motif en est que le paiement est trop incertain; de là ces clauses qui leur sont chères : « crédit après encaissement » ⁽¹⁾, ou d'autres de ce genre; ils n'osent pas donner crédit et cependant cela est nécessaire. Si nous avions à l'étranger des maisons de banque se portant garantes de la solvabilité du client, donnant du croire, l'industriel belge serait en sûreté; mais combien, hélas! il est loin encore de posséder cette garantie!

Nos nationaux n'ont pas le crédit à l'exportation, disait avec infiniment

(1) Voir aussi LOUIS DAUBRESSE, *Modes de remboursement en usage dans le commerce d'exportation*, pp. 25 et 29. Bibliothèque encyclopédique des sciences commerciales

de raison, le 11 juillet dernier, à la Chambre des Représentants, notre honorable collègue, M. Wauwermans. « Ils doivent se confier aux établissements étrangers ; dès lors, ils doivent leur livrer le secret de leur clientèle. Ils doivent recourir aux bons offices des comptoirs étrangers pour se renseigner sur la solvabilité de ceux qui se présentent pour traiter des affaires et finalement ils en arrivent à passer par l'intermédiaire de commissionnaires étrangers, vu les difficultés où ils se trouvent d'opérer directement les recouvrements. »

Et, plus loin, le même orateur ajoutait : « N'est-ce point là la principale raison pour laquelle nous vendons un si grand nombre de nos produits sous des étiquettes étrangères? »

Certes, nous avons déjà créé quelques organismes isolés, nous possédons des banques belgo-argentines ⁽¹⁾ ; nous pouvons avoir recours aussi à la Banque sino-belge, ce sont là de fort louables tentatives qui nous mettent sur la voie du progrès ; mais combien de chemin nous avons encore à parcourir, si nous voulons rattraper sur ce terrain des concurrents actifs et avisés.

La Conférence des intérêts belges à l'étranger préconisa la création d'une grande banque internationale fondée et organisée en vue de la création de banques d'outre-mer. Cette idée fut soutenue également au Congrès de Mons, notamment par MM. Schwenn ⁽²⁾ et L. Hubert ⁽³⁾.

Le Gouvernement ne pourrait-il donner à ces projets l'appui de son patronage ou intervenir au moins par voie d'influences?

Comme le disait encore M. Wauwermans, il serait indispensable de charger nos consuls de nous renseigner de plus en plus exactement sur les conditions et le fonctionnement du crédit à l'étranger.

« La vraie conquête d'un pays, ajoutait-il, se fait par la banque. C'est elle qui est le véritable instrument de pénétration. Les Allemands l'ont bien compris. C'est la Banque allemande, inspirée, encouragée, appuyée par le Gouvernement, qui a conquis à ce pays, pauvre à l'origine et sans capitaux, la prospérité dont il jouit ⁽⁴⁾. La conquête par la banque, l'expansion à l'étranger et le développement à l'intérieur ont été réalisés par nos voisins de l'est avec une remarquable hardiesse et une patiente persévérance » ; suivons leur exemple. Créons des banques à l'étranger et, forts de leur appui, nos producteurs ne tarderont pas à s'unir en vue de l'exportation de leurs produits, nos voyageurs de commerce visiteront les pays d'outre-mer

(1) Voir : *La République Argentine et ses relations avec la Belgique*, monographie publiée en 1910, à l'occasion du centenaire de l'indépendance argentine, par la Chambre de commerce belge-argentine.

(2) Rapport intitulé : *Moyens et agents d'expansion économique*. Tome VI, p. 618.

(3) Rapport intitulé aussi : *Moyens et agents d'expansion économique*, t. VI, p. 643.

(4) Chambre des Représentants, séance du 11 juillet 1911.

et petit à petit nos agents, nos boursiers ⁽¹⁾ s'enhardiront jusqu'à créer des comptoirs dans les contrées lointaines.

« La classe des négociants exportateurs, nombreuse en Angleterre, à Habourg et ailleurs, manque en Belgique », écrivait, dès le 7 octobre 1863, M. Derote, notre consul général à Buenos-Ayres. Cette situation n'a guère changé. Parlant, le 13 novembre dernier, en séance du Comité central de la Chambre de commerce de Bruxelles, M. Stroobant-Boogaert ne constatait-il pas l'inaction fâcheuse de notre industrie petite et moyenne, qui, trop souvent, se désintéresse de notre commerce extérieur ? « Ils sont légion, disait-il, les industriels qui ne s'occupent pas suffisamment de l'exportation de leurs produits, bien qu'ils fabriquent des articles qui trouveraient un écoulement facile à l'étranger.

» Les causes de ces abstentions si préjudiciables à nos intérêts communs sont multiples et de diverse nature, mais la plus essentielle est certes le caractère si aléatoire des affaires extérieures, sans parler des frais considérables qu'elles entraînent et des conditions désavantageuses dans lesquelles l'exportateur belge se trouve vis-à-vis de ses concurrents voisins ⁽²⁾. »

L'exemple de groupements d'industriels formés en vue de l'exportation n'est pas inconnu à l'étranger. Nous ne citerons pas seulement les cercles d'études coloniales répandus un peu partout ; nous accorderons une mention spéciale à une initiative de nos voisins du sud : celle de la Société internationale de science sociale qui, à l'instar de ce qui se pratique depuis longtemps en Allemagne, a pour but de travailler, d'après un plan d'ensemble, méthodique et scientifique, à l'établissement (dans les grands pays consommateurs de produits français) de *groupes d'expansion commerciale*, à la fois comptoirs de vente, bureaux de renseignements, musées d'échantillons. Ces groupes ont pour mission de faciliter, par tous les moyens propres, le rapprochement du consommateur étranger et du producteur français ⁽³⁾.

Ne serait-il pas fort désirable que quelques grandes maisons d'exportation et d'importation d'Anvers se décidassent à fonder au loin des succursales semblables à celles que créèrent les établissements de Hambourg, de Londres, de Paris ⁽⁴⁾ ? De plus, ne serait-il pas nécessaire que cet exemple

⁽¹⁾ « Si le peu d'importance du commerce direct d'un pays ne permet pas à ses banques d'avoir de suite des succursales en pays étranger, dès qu'il y a sur une place étrangère un certain nombre de boursiers..., les banques du pays pourraient faire leurs opérations de banque à des taux un peu plus raisonnables que ne leur accorderaient en général les établissements de crédit étrangers. » Extrait d'un rapport intitulé : *Moyens et agents d'expansion économique*, présenté au Congrès de Mons par M. Schwenn, ancien vice-président de la Chambre de commerce belge d'Anvers.

⁽²⁾ Chambre de commerce de Bruxelles, 26^e année, n° 47, p. 628.

⁽³⁾ *Une initiative française. Les groupes d'expansion commerciale*. Rapport présenté par M. E. Dubois, directeur de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers, au Congrès d'expansion mondiale de Mons, section VI, p. 257.

⁽⁴⁾ Baron de GROOTE, Rapport intitulé *Création de comptoirs commerciaux en pays étrangers*, présenté en 1903 au Congrès de Mons, t. VI, p. 4.

fût suivi dans nos principaux centres commerciaux et dans les ports excellents que nous possédons à la côte? Pourquoi, d'ailleurs, n'usons-nous que si parcimonieusement d'un magnifique outillage qui pourrait à bon droit nous être envié par toutes les nations commerciales du globe?

Au lieu de s'occuper presque exclusivement d'importation de produits étrangers, comme le fit remarquer au Congrès de Mons M. Le Viennois, consul de Belgique à Manille, nos maisons de commission ne feraient-elles pas œuvre utile en s'attachant à l'exportation d'articles belges? Ne suivraient-elles pas avantageusement son avis en *spécialisant* cette question si importante des *achats pour l'étranger*?

Il convient cependant de reconnaître, ajoute cet auteur, que la plupart des maisons de commission établies à Londres et à Hambourg, loin d'avoir précédé la création de maisons allemandes et anglaises à l'étranger, en ont été la résultante, n'ayant eu au début d'autre raison d'être (avant qu'il fût encore question d'importation de produits coloniaux) que d'effectuer, dans les conditions les plus favorables, les achats pour l'étranger et d'éviter les difficultés qu'aurait pu faire surgir la question du paiement des marchandises.

Ces intermédiaires, actuellement si utiles, qui n'ont été établis que lorsque les maisons de commerce à l'étranger avaient acquis une certaine importance, ont pu, dès le début, travailler dans d'excellentes conditions, sans grever la marchandise de frais excessifs, par le fait même de l'*entente existant entre les deux maisons*, qui n'en forment qu'une seule en réalité. A mesure qu'une de ces firmes à l'étranger a vu prospérer ses affaires, elle a été amenée à étendre son rayon d'activité, mais toujours dans une région déterminée, qu'elle est arrivée à bien connaître, telle que la Chine, ou même tout l'Extrême-Orient, en y ouvrant des comptoirs dans les principaux centres commerciaux. L'importation des produits étrangers venant s'y ajouter, la maison de Hambourg ou de Londres a acquis une importance de plus en plus grande et est devenue en quelque sorte la maison mère.

Voilà donc, conclut M. Le Viennois, comment se sont constitués ces organismes si puissants, qui font la force de nos concurrents à l'étranger et que nous ne pourrions sans doute avoir en Belgique qu'après une évolution analogue. Comme nous, il croit cependant que, dès maintenant, la création à Anvers d'une banque commerciale qui escompterait, contre remise des connaissements, les traites sur les maisons étrangères, est indispensable; et il ajoute : « L'établissement d'un plus grand nombre de *maisons belges à l'étranger* est devenu une nécessité pour notre expansion commerciale et, parmi les circonstances dans lesquelles elles pourraient être appelées à rendre de grands services à notre industrie, je citerai les adjudications publiques, qui sont souvent annoncées avec un délai trop court pour permettre aux firmes étrangères qui ne seraient pas représentées sur le marché d'y prendre part. »

Quelques louables essais ont été tentés, en vue de l'exportation collective de leurs produits, par certains groupes de nos nationaux; citons, dans le

domaine de la petite industrie, les participations si remarquées du Syndicat des métiers d'art aux expositions de Liège, de Milan, d'Amsterdam, et, dans celui de l'agriculture, l'exportation sans cesse croissante de nos produits maraîchers entreprise par la Fédération des horticulteurs affiliée au « Boerenbond » de Louvain.

« Mais, comme le fait remarquer avec raison M. H. Lambrechts, chef de division au Ministère de l'Industrie et du Travail, « l'établissement des comptoirs permanents de vente et de recouvrements est presque impossible à réaliser, pour la petite industrie, si les débuts ne sont pas encouragés moralement et pécuniairement par les pouvoirs publics... Les syndicats de défense contre la concurrence déloyale de l'intérieur et de l'extérieur doivent pouvoir compter sur une bonne législation et de bons traités internationaux pour la protection des marques de commerce, des brevets de fabrication et même, dans certains cas, sur une coopération plus active des pouvoirs locaux. Exemple : les certificats d'origine apposés par les administrations communales danoises sur le beurre d'exportation. Lorsque ces syndicats auront à entamer ces difficiles procès de concurrence devant les tribunaux étrangers, la protection active des agents consulaires et diplomatiques sera indispensable » (1).

« La question de l'installation de comptoirs belges en pays d'outre-mer est, au surplus, à notre sens, intimement liée à celle du développement de notre marine marchande, disait en 1905, au Congrès de Mons, le baron de Groote, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Athènes ; ce sont les maisons de commerce qui organisent les échanges, qui créent le fret et en disposent. Pour que nos navires travaillent avec profit, il leur faut des agences, c'est-à-dire des relations dans les principaux ports du monde. Or, ce sont précisément des établissements commerciaux qui remplissent l'office de courtiers maritimes dans toute l'Asie et qui sont par suite les auxiliaires les plus précieux des compagnies de navigation (2). »

La marine marchande, si vivement encouragée par nos rois, en maintes circonstances, commence fort heureusement à rencontrer chez nous des partisans résolus. De plus en plus nous nous rendons compte, et non sans regrets, des pertes que nous subissons en demeurant les tributaires de nos voisins pour l'écoulement de nos produits. Il importe que, dans l'intérêt de notre industrie, trop peu connue encore à l'étranger, nous mettions tout en œuvre « pour créer par nos propres forces des relations directes de plus en plus actives avec les grands centres commerciaux du monde (3). Ces relations

(1) *La petite industrie*, rapport présenté, au Congrès de Mons, par M. Lambrechts, chef de division au Ministère de l'Industrie et du Travail, section VI, p. 623.

(2) BARON DE GROOTE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Belgique à Athènes, rapport intitulé : *Création de comptoirs commerciaux en pays étrangers*, présenté au Congrès d'expansion mondiale de Mons, et un rapport, en date du 18 novembre 1902, publié dans le *Recueil consulaire*, fasc. CXX.

(3) Voir LOUIS DAUBRESSE, *Transports maritimes et connaissances*, pp. 37 et 39. On y trouvera des détails intéressants sur l'appui que des lignes nationales peuvent donner au commerce d'un pays.

nous sont indispensables pour assurer à nos transactions ce caractère de stabilité qu'elles n'auront jamais aussi longtemps que nous traiterons par l'intermédiaire de firmes étrangères, qui naturellement ne recourent à notre industrie que pour les articles qu'elles ne parviennent pas à trouver dans leur propre pays ou qu'elles trouvent avantage, à un moment donné, à se procurer en Belgique ⁽¹⁾ ».

Il semble, de plus, que le moment soit venu pour nous de recueillir les bénéfices que depuis trop longtemps déjà nous abandonnons bénévolement entre les mains d'intermédiaires étrangers. Possédant les meilleurs ports du monde, « il importe que nous en tirions parti et que, transportant nous-mêmes nos marchandises sous notre pavillon national vers tous les points du globe ⁽²⁾, nous donnions à notre industrie et à notre commerce une vigoureuse impulsion, qui assurera la prospérité sans cesse croissante du pays ⁽³⁾ ».

Et que de choses il y aurait à dire aussi sur la question de nos armements maritimes ! Qui de nous n'a pas entendu émettre des critiques à ce sujet ? Le personnel inférieur n'est-il pas trop souvent abandonné au point de vue moral ? Ne serait-il pas urgent de créer, dans ce but, des œuvres sérieuses d'encouragement et de relèvement ?

« Bien que l'enseignement commercial ait fait d'immenses progrès en Belgique dans ces dernières années, et, bien que l'étude pratique des langues modernes s'y soit généralisée, il ne paraît pas, disait au Congrès de Mons un de nos plus distingués diplomates, que le nombre de nos jeunes gens allant se fixer en pays étrangers pour raisons de commerce augmente sensiblement ⁽⁴⁾. »

La même constatation fut faite, l'an passé, à la Chambre des Représentants par notre si dévoué Ministre des Affaires Étrangères ⁽⁵⁾.

Et pourtant « un voyage bien étudié, appuyé d'échantillons choisis, vaut souvent plus que des relations de plusieurs années avec des firmes de commission ⁽⁶⁾. »

« Aussi longtemps que nous n'irons pas trouver le client chez lui, disait à Mons M. Schwenn, ancien vice-président de la Chambre de commerce belge à Anvers, et que nous ne nous imposerons pas les sacrifices néces-

(1) M. LE VIENNOIS, consul de Belgique à Manille, rapport intitulé : *De l'initiative privée en matière d'expansion économique. Création d'une marine marchande nationale*, présenté au Congrès d'expansion mondiale de Mons, section VI, p. 15.

(2) Exception faite, comme nous l'avons dit plus haut, pour les marchandises que nous avons intérêt à importer sous un pavillon étranger, pour échapper au paiement des droits de douane.

(3) LE VIENNOIS, même source.

(4) BARON DE GROOTE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Belgique, à Athènes, Rapport intitulé : *Création de comptoirs commerciaux en pays étrangers. Projet d'une association pour encourager l'établissement, à l'étranger, de jeunes gens se destinant au commerce*.

(5) Séance du 11 juillet 1911. *Annales parlementaires*, p. 1787.

(6) DE BAUW, administrateur de sociétés commerciales ayant leur siège dans l'État Indépendant du Congo. Rapport présenté en 1905 au Congrès de Mons.

saires pour cela, nous ne participerons qu'indirectement au commerce mondial; nos marchandises passeront toujours entre deux ou trois mains avant d'arriver à celles auxquelles elles sont destinées, ce qui veut dire que nous travaillerons incognito et que les intermédiaires qui se fournissent chez nous pourront nous évincer complètement dès qu'ils y trouveront intérêt⁽¹⁾. »

« Tant que nous n'aurons à l'étranger que des Allemands, des Anglais ou des Américains, plus débrouillards que nous, pour représenter nos maisons et en vendre les produits, il va de soi que nous serons toujours inexorablement battus. Vous comprendrez facilement que ce n'est pas par un excès de dévouement patriotique pour nos affaires que ces gens-là péchent et vous pouvez tenir pour certain qu'ils tenteront toujours, avec la dernière énergie, de remplacer nos articles par les leurs. » Ces paroles, si parfaitement applicables à la Belgique, furent adressées, le 10 avril 1905, par M. Fussenot, agent consulaire de France à Los Angeles (Californie), au président du Congrès commercial organisé par le journal *Le Matin* de Paris⁽²⁾.

« Depuis une dizaine d'années cependant, fait remarquer le distingué directeur de l'École supérieure commerciale et consulaire de Mons⁽³⁾, des efforts ont été tentés pour faire sortir notre commerce de cette ornière où il finirait infailliblement par s'embourber. Parmi ces efforts, il faut mentionner l'organisation de l'enseignement supérieur commercial et consulaire... Lorsque les sciences commerciales seront vigoureusement poussées par les maîtres et activement accueillies par les phalanges de jeunes Belges qui ont suivi, qui suivent et qui suivront encore le programme toujours en progrès de ces études, un grand pas aura été franchi; le péril devant lequel notre industrie semble comme engourdie sera mieux compris, et nous n'en serons que mieux armés pour le combattre et pour finir par triompher. »

» Cet heureux résultat, nous l'atteindrons sans aucun doute, si nos industriels et nos commerçants, au lieu de donner trop souvent leurs préférences à des commis ou à des volontaires étrangers (des concurrents futurs nourris et formés par eux), acceptaient plus généreusement les offres des jeunes Belges sortis de nos écoles supérieures de commerce.

» Qu'est ce qui empêcherait, du reste, certaines firmes de s'entendre pour constituer des *groupes d'expansion belge* au moyen de représentants recrutés dans nos écoles? Les charges pour chacune deviendraient moins onéreuses et la situation de leurs agents ne s'en trouverait que mieux assurée. »

Nos Chambres de commerce constituées à l'étranger, nos agents consulaires et nos associations d'anciens étudiants pourraient également contribuer à ce placement de nos licenciés.

(1) SCHWENN, Rapport intitulé : *Moyens et agents d'expansion économique*.

(2) Citation reproduite par le chanoine Van Caeneghem dans son ouvrage intitulé : *Le commerçant du XX^e siècle*, p. 134.

(3) Chanoine Van Caeneghem, même source, p. 92.

Ne perdons point de vue que les nations qui nous font sur tous les points du globe la plus vive concurrence développent sans cesse leur outillage en agents voyageurs.

En Allemagne, les puissantes maisons d'exportation constituent d'excellentes écoles professionnelles; l'on peut dire que leurs bureaux sont de véritables pépinières de futurs agents transocéaniques. Les mêmes avantages sont procurés à l'Angleterre par les maisons si importantes de Londres et de Manchester; « les jeunes gens qu'on y prend comme employés y sont tenus en observation pendant quelques années et sont certains, d'avance, que, après avoir fait preuve d'aptitude et de connaissances suffisantes, de belles perspectives les attendent s'ils consentent à s'expatrier » ⁽²⁾. L'*Exportverein* d'Autriche envoie chaque année des pléades de jeunes gens rompus aux affaires dans les différentes parties du monde. La Société anonyme hongroise de commerce rend les mêmes services à son pays. En Hollande, la formation et l'expatriation des futurs voyageurs de commerce sont assurées par des sociétés d'hommes d'affaires, telles que *Het Buitenland*, elles sont subventionnées par l'État; les mêmes résultats sont obtenus en France par la *Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation*, fondée sous le patronage de la Chambre de commerce de Paris. Quand serons-nous dotés, dans notre pays, de pareils organismes? Il nous paraît, avec le distingué directeur de l'École commerciale et consulaire de Mons, que « cette question mérite toute l'attention des patrons belges. Son heureuse solution serait le parachèvement de l'œuvre, si sagement commencée et qu'ils soutiennent si généreusement, de la fondation des écoles supérieures commerciales. Ce serait faire œuvre patriotique et sociale; ils ouvriraient à notre jeunesse le chemin du monde et lui procureraient des emplois honorables et des ressources nouvelles; ils élargiraient le rayonnement de la patrie belge; notre population si dense, si saine, si vigoureuse, y trouverait un heureux dérivatif, et notre vaillante industrie, une sauvegarde pour les luttes décisives où elle se trouve fatalement engagée vis-à-vis de l'avenir » ⁽³⁾.

Il est encore dans notre organisation commerciale des lacunes qui, aux yeux de quelques-uns, pourraient paraître secondaires et que pourtant il importe de signaler, parce qu'il est urgent d'y porter remède. Pourquoi sommes-nous si complètement inférieurs à nos concurrents au point de vue

(1) J. DUBOIS, Vœux et rapport intitulé : *Des mesures à prendre par les pouvoirs publics pour encourager l'établissement à l'étranger de commerçants et d'industriels belges*.

(2) MATHUS, inspecteur général de l'Industrie, Rapport intitulé : *De la création de maisons belges d'exportation*, présenté, au Congrès de Mons, par le chanoine van Caenegem.

(3) VAN CAENEGER, *Les commerçants du XX^e siècle*, p. 133, et son rapport intitulé : *Du rôle des licenciés en sciences commerciales et consulaires dans notre expansion économique mondiale*, t. V, pp. 219 à 222. Voir aussi les rapports présentés, au même Congrès, par MM. DE BRAY, *Du rôle de l'initiative privée en matière d'expansion*; DELAY, *Rôle de l'initiative privée dans l'expansion économique des peuples*; ADLER, *Du rôle de l'initiative privée en matière d'expansion économique*.

de la réclame à faire à l'étranger? Non seulement, il faut en convenir, cette réclame est défectueuse, mais elle est quasi nulle. Pourquoi, même lorsqu'aucune raison spéciale ne nous y autorise, vendons-nous une si grande quantité de nos produits sous des étiquettes étrangères; pourquoi recherchons-nous l'intermédiaire des maisons étrangères d'exportation ⁽¹⁾? Est-ce là le moyen de faire connaître et apprécier nos produits ⁽²⁾? Rompons une bonne fois avec une routine si désastreuse ⁽³⁾. Si les banques nous font défaut, créons des établissements de crédit à l'étranger. Si nous manquons de navires, établissons des lignes de navigation.

Pourquoi aussi les maisons d'outre-mer qui désirent effectuer des achats en Belgique s'adressent-elles de préférence à des maisons de commission, établies soit à Londres, soit à Hambourg?

Un importateur de Hong-Kong ne donnait-il pas à la question que nous venons de poser cette réponse typique : « Quand j'ai un ordre de mille caisses de verre à vitre à placer, je préfère l'envoyer à mon commissionnaire à Londres plutôt qu'à M. X..., fabricant en Belgique, qui, pour une raison quelconque, peut ne pas l'accepter, ne m'en préviendra pas en temps utile et fera échouer l'affaire. Mon commissionnaire au contraire, alléché par la commission à gagner, se remuera et trouvera le prix le plus favorable, au moment de mon offre, surveillera ensuite l'expédition et recherchera un fret avantageux » ⁽⁴⁾.

Le peu d'empressement que mettent certains de nos industriels et de nos commerçants, lorsqu'il s'agit pour eux de s'accommoder aux goûts et aux convenances des clients, est souvent pour nous une cause d'infériorité bien regrettable. Un homme fort autorisé nous disait tout dernièrement qu'une offre très importante faite à un industriel d'une de nos villes de province avait été refusée parce que le produit demandé nécessitait quelques améliorations à introduire dans son outillage. « Mon père, avait répondu ce fabricant, s'est toujours contenté d'un revenu de 30,000 à 40,000 francs; le gain plus considérable que vous me promettez ne me tente point; je me déclare satisfait des ressources dont jusqu'ici a vécu ma famille. » Nous aimons à croire, pour l'avenir industriel du pays, que de pareils exemples d'indifférence sont rares, mais il serait malheureusement

(1) M. Davignon, notre si dévoué Ministre des Affaires Etrangères, n'avouait-il pas, à la séance du 11 juillet 1911 de la Chambre des Représentants, que bien des fois nos diplomates et nos consuls revenant de l'étranger, interrogés sur l'expansion industrielle belge dans leur ressort, lui avaient répondu : « Nous voyons continuellement nos plus importantes firmes vendre des fabricats belges par l'intermédiaire de maisons étrangères ».

(2) Là où nous réussissons à vendre par l'intermédiaire de comptoirs étrangers, nous sommes constamment exposés, disait encore, au Congrès de Mons, M. le baron de Groote, à voir nos marchandises démarquées ou, ce qui est pis encore, remplacées par des articles similaires d'autre provenance.

(3) Voir LOUIS DAUBRESSE, *Les ventes commerciales*, p. 30.

(4) LOUIS DAUBRESSE, *Les ventes commerciales*, p. 30. (Bibliothèque encyclopédique des sciences commerciales.)

facile de citer de nombreux cas d'incurie et parfois aussi de manque de souplesse imputés à nos compatriotes. L'un d'eux revient à peu près à ceci : Un fabricant étranger achète en Belgique certains filés comme essai ; l'agent belge établi là-bas avait réussi à obtenir cet ordre pour sa maison ; la marchandise fut, pour commencer, envoyée trop tard ; il essaie d'atténuer le mauvais effet de cette négligence en expédiant par train rapide au lieu d'employer la petite vitesse ; on lui en sait gré ; mais au déballage on trouve que le fabricant avait omis de soigner les bobines, de telle sorte que celles qu'il avait envoyées étaient inutilisables sur les métiers de l'acheteur ou peut-être cassées. Celui-ci laissa naturellement entendre à l'agent qu'il se passerait désormais de ses offres.

Exemple de manque de souplesse : Un agent insiste pour avoir des écheveaux conditionnés de certaine façon, au goût de l'acheteur ; il reçoit pour réponse : « Les Allemands s'en contentent bien... » On comprend combien cette raison doit être goûtée du client australien ou américain ; celui-ci paie pour avoir une marchandise à son goût ; s'il ne peut l'obtenir, faute de complaisance de la part de son fournisseur, on peut être certain que ses commandes passeront, à bref délai, à la nation voisine.

Exemple d'incurie : Pour l'Orient, l'on demande des paquets, des ballots ne dépassant pas un poids donné, mettons 35 kilogrammes ; un de ces ballots est remis à chaque porteur ; deux font la charge d'un âne ; la marchandise doit voyager en pays de montagne. Malgré toutes les réclamations des clients levantins, certains de nos Belges s'obstinaient à expédier des ballots de 50 kilogrammes ; résultat : à l'arrivée à Smyrne, l'on était obligé d'éventrer les ballots sur le quai, pour repaqueter les marchandises en colis plus petits. Pouvait-on se déclarer satisfait d'expéditions nécessitant un pareil surcroît de besogne ?

Autre exemple non moins typique du tort que les agissements de certains de nos producteurs causent à notre commerce d'exportation : Un agent ou commissionnaire établi en Orient fait une commande de fer en Belgique ; il a groupé les ordres de divers clients et il avise l'usine métallurgique belge de réunir tout l'envoi en une masse, en ayant soin de peindre en couleurs déterminées les différents lots, d'après une liste qu'il donne ; de la sorte, il pourra aisément, à l'arrivée, faire le triage ; il reçoit sa marchandise, ses barres de fer, avec les bouts soigneusement peints de diverses couleurs, mais rien ne correspondait à ses indications. A l'usine, n'ayant pas sous la main les couleurs réclamées par l'agent, on avait pris au hasard quelques pots de rouge, de vert, de noir et on avait, au petit bonheur, trempé le bout des barres dans l'un ou l'autre pot ; l'effet était le même pour l'œil, et alors de quoi vous plaignez-vous ⁽¹⁾ ?

(1) Nous devons ces exemples au précieux concours d'un professeur dévoué de l'enseignement libre.

Le commerçant allemand agit tout autrement; « partout où il y quelque chance de marché, il parait, son livre de commande à la main, polyglotte, serviable, au courant des préférences locales. Ses catalogues sont rédigés en espagnol pour Madrid, en italien pour Gênes, en anglais pour Londres et les colonies, en néerlandais pour Amsterdam, en suédois pour Stockholm; ses poids, ses mesures, ses prix sont intelligibles pour tous; ce n'est pas lui qui tentera de faire goûter aux Chinois ou aux Américains du Sud les beautés du système monétaire de Hambourg ou de Brême. Aux Indes, écrivait, il y a quelques années, le *Times*, les coquetiers *Made in England* sont complètement supplantés par ceux *Made in Germany*, et cela pour la raison bien simple que les Allemands ont remarqué que les poules indiennes pondent des œufs plus petits que leurs sœurs européennes; ils ont fabriqué leurs articles en conséquence. Nos voisins de l'est ont fait aussi une étude commerciale du calendrier hindou, ils connaissent les fêtes religieuses où parents et amis ont coutume de s'envoyer des cadeaux; à l'approche de ces jours, les bazars allemands, aux Indes, sont bondés d'articles et de réclames alléchantes et opportunes » ⁽¹⁾.

Les Anglais, infatués de leur supériorité si longtemps incontestée, n'ont pas, sur ce point, l'activité des Allemands; c'est ainsi qu'ils se sont laissés supplanter dans l'Amérique du Sud pour les aiguilles, parce qu'ils continuaient à présenter les leurs, excellentes d'ailleurs, dans des étuis de papier noir, alors que les clientes voulaient des emballages qui flattent l'œil; les Allemands ont fait des paquets roses et ont emporté le plus d'affaires. Pour les souliers, les Anglais, maîtres sur le marché d'un certain pays, mettons les Philippines, s'obstinaient à imposer aux acheteurs des chaussures coupées sur le patron européen; des fabricants d'une autre nationalité, remarquant que la forme des pieds présente là-bas quelques différences avec les nôtres, firent des chaussures en conséquence. Ils emportèrent les commandes.

Comme l'indique du reste un des exemples précédents, la question des emballages présente aussi une très grande importance. Il semble que l'exportateur belge ne sera jamais suffisamment convaincu de la nécessité dans laquelle il se trouve de s'accommoder de plus en plus, sur ce point comme en beaucoup d'autres, aux goûts et aux convenances de ses clients. Combien de fois n'avons-nous pas entendu répéter par des hommes autorisés, que la plupart des plaintes qui nous parviennent de l'étranger concernent, non pas la valeur de nos produits, mais l'emballage et aussi les délais de livraison ⁽²⁾?

Le Consul général de Belgique en Afrique australe attire spécialement l'attention de nos compatriotes sur cette question dans un intéressant rapport, envoyé de Johannesburg à Bruxelles, le 20 juin dernier. Parlant de l'exportation de nos produits agricoles vers les grands centres de consommation

(1) Chanoine VAN CAENEGEM, *Les commerçants du XX^e siècle*, p. 158.

(2) Ce qui met aussi parfois obstacle à nos exportations, c'est la condition du paiement au moment de l'embarquement exigée par nombre d'usines belges.

et spécialement vers les marchés de Londres, le comte R. de Briey avait également fait remarquer à nos horticulteurs l'importance que peuvent avoir les emballages sur la vente des produits maraîchers et la nécessité dans laquelle ils se trouvent de connaître et de suivre sur ce point le goût des acheteurs ⁽¹⁾. « Il faut bien se rendre compte de l'emballage que veut chaque pays; que dis-je, chaque province, chaque canton, chaque ville ou village, disait, dans la même assemblée, M. Ed. Schwenn, ancien vice-président de la Chambre de commerce d'Anvers. Que de fois n'a-t-on pas fait l'expérience qu'un district achetait certaine marchandise dans un emballage déterminé et que si on lui offrait au même prix des marchandises meilleures, mais sous un autre emballage auquel il n'était pas habitué, il n'en voulait pas ⁽²⁾? »

Nos émigrants.

Le *Bulletin trimestriel de statistique* nous apprend que le nombre des Belges qui quittent annuellement notre pays pour chercher fortune sur une terre étrangère a plus que doublé depuis dix ans. En 1900, 2,215 de nos compatriotes ont émigré par le port d'Anvers; en 1910, ils furent 3,580 ⁽³⁾. C'est surtout en ces dernières années que le chiffre a grossi rapidement; de 2,907 en 1908, il a sauté à 3,628 en 1909 pour atteindre, disions-nous, 3,580 en 1910.

Heureusement qu'à ce mouvement si intense d'expatriation correspond un développement de plus en plus considérable des œuvres de protection eréées en faveur de nos émigrants. Pour faciliter le travail de ces divers organismes, notamment celui de la Société Saint-Raphaël ⁽⁴⁾, celui des bureaux établis dans les gouvernements provinciaux et des comités qui ont pour but de renseigner nos nationaux sur les conditions de leur établissement dans notre Colonie, ne serait-il pas désirable que le service d'émigration les renseigne plus complètement sur le lieu d'origine, c'est-à-dire sur la commune, le canton ou tout au moins l'arrondissement habité par les Belges qui quittent leur patrie et sur la région vers laquelle ils se dirigent?

Il importe, en effet, que nos comités de protection soient mis au courant, le plus tôt possible, des mouvements d'émigration qui se produisent parfois à l'improviste, ou sous l'influence d'agents recruteurs peu scrupuleux, dans

(1) Comte R. DE BRIEY, avocat près la Cour d'appel de Bruxelles, Rapport intitulé : *L'exportation des produits agricoles belges vers les grands centres de consommation. Difficultés qu'elle rencontre*, présenté au Congrès de Mons en 1905, Section VI, p. 629.

(2) Rapport intitulé : *Moyens et agents d'expansion économique*, Section VI, p. 620.

(3) Cette progression est constatée également pour ce qui concerne le nombre des émigrants étrangers qui quittent le port d'Anvers : 38,548 en 1900, 75,917 en 1910.

(4) Fondée en Belgique, sur le modèle du *Raphaël Verein* allemand, par le tant regretté et très distingué sociologue comte Waldbott de Bassenheim.

l'une ou l'autre région du pays. Les comités, dont la mission n'est point d'encourager l'expatriation de nos travailleurs, mais bien de les renseigner et de les prémunir contre les dangers d'une décision trop hâtive, seraient mis à même ainsi de redoubler de vigilance dans les nouveaux centres d'émigration qui leur seraient signalés. Ils éviteraient de cette façon à nos compatriotes bien des désillusions et des regrets. Afin d'épargner encore à ces derniers les pertes de temps et d'argent qu'occasionnent les départs inconsidérés, ne conviendrait-il pas de majorer le cautionnement imposé aux agents d'émigration et d'exiger également une garantie des sous-agents ⁽¹⁾ ?

On pourrait aussi rendre plus sévère, lors du départ d'Anvers, l'examen médical et celui des moyens d'existence. Les exigences des pays étrangers deviennent de plus en plus grandes sur ce point. Il est dur pour ces malheureux émigrants, après tant de privations et de sacrifices, de se voir refuser l'accès d'un territoire qui a fait parfois pour eux l'objet de si beaux rêves !

Dans un intéressant rapport, présenté au Congrès d'expansion mondiale de Mons, M. M. Segaert, avocat près la Cour d'appel de Bruxelles, attire aussi l'attention du Gouvernement sur l'utilité qu'il y aurait de favoriser, spécialement dans les ports d'arrivée, la formation d'unions de Belges, associations qui auraient un double but : celui de faciliter, dans la région, l'établissement de nos nationaux et celui de créer, au moyen des Belges déjà répandus dans l'intérieur du pays, un service de renseignements destiné à faciliter la pénétration de nos produits commerciaux et industriels ⁽²⁾.

Il semble aussi que, pour fournir aux émigrants, dans leur pays d'adoption, le maximum de bien-être et de garanties désirables, tant au point de vue moral que matériel, il importe de les grouper partout où l'on en trouvera les moyens. C'est ainsi que nous entendîmes avec plaisir annoncer récemment par M. Leplae, directeur général de l'agriculture au Ministère des Colonies, que, lorsqu'une agglomération de fermes existe au Katanga, l'on y bâtit une église, l'on y envoie un curé, un médecin, bref que l'on tâche, autant que possible, d'y procurer à nos nationaux des conditions de vie analogues à celles de leur pays d'origine.

Nous savons que, depuis quelque temps déjà, grâce aux multiples relations qu'elle entretient avec de nombreux et dévoués correspondants, la Société Saint-Raphaël cherche à assurer les mêmes avantages à nos compatriotes, lorsqu'ils lui manifestent le désir de s'établir en Amérique. En agissant de la sorte, nos comités de protection n'ont pas seulement le mérite de travailler

(1) Rapport présenté au Congrès de Mons par M. l'avocat Bommersen et intitulé : *Des encouragements officiels à l'initiative privée en ce qui concerne les moyens et les agents d'expansion*, section VI, pp. 208 à 218.

(2) H. SEGART, Rapport intitulé : *Protection en matière d'émigration*, section VI, pp. 208 à 218.

efficacement au bien des familles belges établies à l'étranger, ils ont encore la satisfaction, fort légitime, de favoriser, dans une mesure très réelle, l'extension belge au delà des mers. Isolés, nos compatriotes ne tardent pas à être confondus dans la masse de la population ; leur influence est perdue pour la mère patrie ; groupés, ils gardent plus facilement le caractère et l'âme belges ; ils font mieux connaître et mieux apprécier des étrangers les qualités qui les distinguent. Ceci est tellement vrai, que, de divers côtés déjà, l'on cherche à les intéresser aux bonnes et sérieuses entreprises ; on les apprécie à leur juste valeur comme artisans et comme colons. Des exemples récents pourraient être cités à l'appui de cette affirmation ; mais cela nous entraînerait trop loin. Peut-être encore serait-il utile d'insister sur un second bienfait que pourrait nous procurer le groupement des Belges à l'étranger. Il est incontestable que, lorsque ces agglomérations d'émigrants auront pris quelque importance, des commerçants de nos régions s'y établiront. Vu la propension fort louable qu'ont nos compatriotes à s'entr'aider, ces petits boutiquiers acquerront des chances très sérieuses de voir prospérer leur négoce ; peut-être même trouveront-ils l'occasion de faire connaître avantageusement certains de nos produits aux autres habitants de la contrée. Les bienfaits que nous aurons procurés à nos émigrants, en leur assurant, par le groupement, les avantages d'une patrie en miniature, nous seront ainsi largement rendus par l'extension nouvelle que, sans s'en douter peut-être, ils assureront à notre commerce et à notre industrie.

Les émigrants temporaires.

Il ne paraît pas exagéré de dire que, chaque année, 60,000 environ de nos nationaux, ouvriers, moissonneurs, briquetiers, hommes de peine, vont chercher, principalement en France et, depuis quelques années aussi, en Allemagne et en Russie, mais en nombre bien plus restreint, un supplément de ressources pour leurs familles.

L'ignorance de la langue parlée par leurs employeurs est souvent pour eux sinon une cause, du moins une occasion regrettable de conflits. Certes, les Comités de protection créés en leur faveur, dans les deux Flandres et dans le Hainaut leur viennent généreusement et très efficacement en aide dans ces difficultés ; mais il est pourtant indispensable que, sur place, ils trouvent un défenseur, un homme capable d'entendre leurs doléances et de leur donner de bons conseils. Il faut aussi que cet homme ait l'autorité nécessaire pour leur faire rendre justice, lorsqu'il aura reconnu le bien-fondé de leurs réclamations. Souvent nos compatriotes se voient donc obligés de recourir aux bons offices de nos consuls. Certes, ils n'ont en général qu'à se louer de leur amabilité ; mais la connaissance plus complète de la langue de nos nationaux permettrait parfois à ces agents de leur rendre des services plus appréciables. Il serait donc à souhaiter que, dans chaque chancellerie, un agent au moins ait une connaissance suffisante de nos langues nationales.

Certes, nous n'ignorons pas les difficultés qu'entraînerait une pareille réforme, si elle devait être appliquée partout à très bref délai; nous savons, en effet, que malheureusement nos consuls marchands ne sont pas toujours outillés de façon à pouvoir répondre immédiatement à ce désir pourtant si légitime. En attendant, dans cette voie, des progrès sérieux, peut-être trouverions-nous avantage à répandre parmi nos travailleurs l'emploi des contrats bilingues. Un modèle de ce genre semble être le texte du contrat que le Comité de protection de la Flandre orientale recommanda tout récemment aux travailleurs employés dans les briqueteries des environs de Bruxelles.

Nos ouvriers émigrés temporairement en France attendent aussi de l'action diplomatique de notre Gouvernement le redressement de deux griefs sérieux : Ils souffrent, surtout dans les briqueteries, de la pression qu'exercent sur eux certains contremaitres pour les faire boire, parfois plus que de raison, dans leurs cantines et pour les obliger à acheter très cher les vivres nécessaires à leur subsistance. Il semble que les lois sur le paiement des salaires pourraient être appliquées d'une façon plus complète sur ces chantiers.

Il résulte aussi des articles 2 et 14 de la loi française du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, que les Belges travaillant en France sont astreints aux mêmes versements que les ouvriers français et qu'ils ont droit à la pension acquise par leurs versements personnels; mais ils ne bénéficient, ni des augmentations de pensions résultant des contributions patronales, ni des allocations de l'État.

Il faudrait, pour assurer à nos ouvriers ces suppléments de pension, que nous garantissons aux travailleurs français des avantages équivalents. Or, il est évident que l'état actuel de notre législation sociale nous permet de conclure, sur ce point, avec la France un traité de réciprocité.

En effet, les ouvriers français affiliés à notre Caisse de retraite acquièrent, comme les Belges en France, une rente correspondant au montant de leurs versements; mais l'allocation de 65 francs (article 9 de la loi de 1900) ne leur est pas accordée et, jusqu'à présent, ils ne pouvaient être admis à jouir du bénéfice des primes de l'État (art 3).

La Section centrale émet le vœu de voir aboutir, sur ce point, nos négociations à un prompt accord.

Lorsque nous cherchons à protéger nos nationaux sur la terre d'exil, nous parons, dans la mesure du possible, aux inconvénients de la situation présente, nous courons au plus pressé; cela ne doit point nous empêcher de souhaiter et de préparer à nos émigrants temporaires un avenir meilleur.

Le souci qu'ils doivent avoir de leur santé morale et physique, l'avenir de leurs familles leur commandent, dans bien des cas, de préférer à cette vie nomade, souvent si dure et si pénible, une existence à la fois plus humaine et plus digne au sein du foyer domestique. Remarquons du reste que rarement ils embrassent cette pénible existence de gaité de cœur; s'ils le pouvaient sans subir un trop grand dommage, de loin le plus grand nombre d'entre eux renoncerait volontiers à cet exode périodique.

Niera-t-on du reste que le développement intensif de plusieurs industries locales et la multiplication des petites cultures (entreprises que nous pourrions appeler familiales ⁽¹⁾), ne leur procureraient pas autant de ressources et certainement plus de bien-être dans notre propre pays ?

Cette question mérite d'être examinée sérieusement. Pour ne citer que quelques exemples, voyons ce qu'a produit dans les Ardennes la boissellerie artistique ! Voyons à quels résultats surprenants a abouti, dans le pays de Waes, le groupement des sabotiers ! Cette fédération de 400 membres s'adjoignit récemment une banque de crédit ; des achats de bois furent faits pour une somme de 200,000 francs, si bien que cette industrie, jadis si chancelante, fournit actuellement les moyens d'existence à près de 9,000 habitants de la région.

Et la vannerie, cette autre industrie que l'on pourrait appeler familiale, n'occupe-t-elle pas, à elle seule, de 25 à 30,000 ouvriers dans la Haute-Franconie et 40,000 travailleurs dans cette partie du département de l'Aisne, qui porte encore son vieux nom de Thiérarche ⁽²⁾ ?

La culture des oseraies a le double avantage de multiplier la main-d'œuvre et d'être rémunératrice ⁽³⁾. Creuser, entretenir les fossés d'assainissement, biner, sarcler, couper l'osier, le peler, le mettre en bottes, le teindre, en voilà plus qu'il n'en faut, pendant la belle saison, pour occuper le père de famille ; et, durant le restant de l'année, que de paniers divers, que d'emballages, que d'objets artistiques et d'ameublement ne confectionnera-t-il pas, aidé de sa femme et de ses enfants, pour peu que l'enseignement professionnel, agricole et industriel, se développe dans ce sens au fond de nos campagnes flamandes et wallonnes ⁽⁴⁾ ?

L'horticulture mise à la portée des petits constitue encore un précieux remède. Des sociétés assez semblables à celles qui ont fondé l'OEuvre du coin de terre prendraient en location de grands blocs de terrains pour les sous-louer sans bénéfice aux travailleurs actifs et entreprenants. Ne serait-ce point là un moyen sérieux à employer pour atténuer les inconvénients de l'émigration quasi forcée de nos campagnards ? Le développement des cours spéciaux donnés à nos maraîchers et à nos horticulteurs, dans le but de leur

(1) Dans les Flandres et peut-être encore dans les régions souvent incultes et si peu peuplées de la Campine et des Fagnes.

(2) AD. DANSEUX, *Culture de l'osier*, 1907, Namur, Imprimerie Lambert-De Roisin, p. 4.

(3) Le revenu net par hectare des oseraies est : en France, de 300 à 400 francs ; en Russie, de 300 à 450 francs ; en Saxe, de 187 à 225 francs ; dans le Hanovre, de 142 à 170 francs, et à Worms, près d'Aix-la-Chapelle, le produit net moyen fut de 345 francs durant douze ans. (*Bulletin de la Société centrale forestière de Belgique*, 18^e année, p. 698 et 699.)

(4) En Allemagne, l'école de Heinsberg a transformé la culture de l'osier sur les bords de la Roer ; des prairies aigres, marécageuses, louées jadis 50 à 100 francs l'hectare, fournissent une récolte représentant une valeur de 650 à 700 francs en moyenne, et le produit annuel est évalué à 1,250.000 francs. L'art de la vannerie est enseigné à l'école de Noordwolde, en Frise, de Saint-Gal, en Suisse, dans les écoles tchèques de Dresde et de Huhlsengrunde et dans seize écoles pratiques en Autriche-Hongrie (même source).

apprendre les nouveaux modes de culture, les exigences des marchés étrangers et les divers modes d'emballage, l'amélioration graduelle de nos services de transports ⁽¹⁾, la multiplication des organismes qui ont pour but de faciliter l'exportation de nos fleurs, de nos fruits et de nos légumes ⁽²⁾, ne constitueraient-ils pas autant de moyens à employer pour donner un nouvel essor à ces branches si intéressantes de notre industrie nationale?

Plusieurs fois déjà le Département des Affaires Étrangères a fait éditer des brochures, riches en renseignements, destinés à devenir le *vade-mecum* de nos émigrants temporaires; il serait désirable que ces petites publications contiennent, à l'avenir, quelques renseignements sur les diverses branches de notre activité nationale qui pourraient le plus utilement solliciter le concours de ces travailleurs.

L'entente hollando-belge.

« Il y a des courants invisibles qui favorisent le rapprochement des peuples, qui les aident à mieux se connaître, à mieux se comprendre et d'où résulte la conscience que l'on doit se tendre la main et s'entr'aider, même dans les choses de moindre importance, disait, à la troisième assemblée plénière de la Commission hollando-belge, un délégué néerlandais des plus distingués, M. Tydeman, membre de la deuxième Chambre des États-Généraux et président de la Section néerlandaise ». « Il me serait facile, continuait l'orateur, de montrer ici quelques effets de ces courants. M. Beernaert a parlé de ce qu'il appelait les « menus faits ». Je pourrais les compléter, mais je préfère m'abstenir, le demi-jour a quelquefois plus de charmes que l'éclat du plein soleil.

» Ne négligeons pas ces menus faits, qu'ils soient au contraire un stimulant pour poursuivre notre rôle avec zèle, avec persévérance et dévouement. »

Et plus loin il ajoutait : « Nous pouvons, par notre voisinage, par l'étendue de nos intérêts, par le fait heureux des qualités complémentaires de deux peuples et de deux pays, fortifier considérablement notre position économique et juridique ⁽³⁾. »

⁽¹⁾ *L'exportation des produits agricoles belges vers les grands centres de consommation, difficultés qu'elle rencontre*, tel est le titre d'un très intéressant rapport présenté au Congrès d'expansion économique mondiale de Mons, en 1905, par le comte Renaud de Briey.

⁽²⁾ La Fédération générale des horticulteurs, émanation de la Fédération des Unions libres d'agriculteurs de Belgique, fut fondée à Louvain le 6 décembre 1910. En 1911, elle créa trente-six associations locales et ses bureaux d'expédition de Louvain, de Malines et de Schaerbeck, grâce à l'enquête sérieuse faite au préalable par ses délégués, ont placé déjà très avantageusement les produits de nos maraîchers, non seulement dans nos principales villes, mais encore à Paris, à Cologne, à Londres, à Hull. La Fédération entretient des relations intimes avec les associations répandues dans les différentes régions du pays; elle surveille leur action, elle les dirige et les instruit par des conférences, ses champs d'expérience et son journal le *Boer*. Puisse cet exemple être suivi.

⁽³⁾ Paroles prononcées à Bruxelles à la séance du 27 juin 1910.

Ces déclarations sont conformes au sentiment intime des deux nations. En ouvrant la séance, M. Beernaert, le toujours jeune, actif et dévoué président du Bureau de la Conférence et de la Section belge, n'avait-il pas affirmé que, non seulement la similitude d'institution des deux pays, leur égal amour de la paix, l'équivalence très approximative de leurs échanges (affirmant une activité productrice qui se combine et se complète) et, par-dessus tout, des relations d'estime et de confiance avaient amené entre leurs habitants des relations personnelles de plus en plus étroites?

Quoi d'étonnant dès lors si, dans les divers domaines de l'activité nationale, et spécialement dans celui des sciences, des arts, du commerce et de l'agriculture, les membres de la Commission n'ont pas tardé à trouver des questions communes aux intérêts des deux nations, des lois à améliorer ou à harmoniser, des dispositions nouvelles à prendre.

C'est ainsi que, d'un accord unanime, la propriété artistique et littéraire fut pleinement consacrée dans les relations entre les deux pays et que des déclarations non moins favorables furent faites quant aux brevets d'invention.

La possibilité de la reconnaissance réciproque des diplômes universitaires fut encore envisagée. Elle aurait pour but de multiplier les rapports intellectuels entre deux nations sœurs. Cette étude si intéressante sera poursuivie dans la prochaine séance.

Dans l'intérêt de la sécurité judiciaire, base de tout commerce, la Commission ne devait pas tarder non plus à accepter pour l'exequatur des jugements des bases analogues à celles de la Convention franco-belge ⁽¹⁾. C'est spécialement encore pour améliorer les relations industrielles et commerciales des deux nations que cette Commission adopta un projet basé sur la réciprocité des tarifs postaux ⁽²⁾ et l'abaissement du tarif téléphonique ⁽³⁾.

Ajoutons que des déclarations ont été faites par la même assemblée en faveur de la protection internationale des hypothèques maritimes et fluviales. L'enregistrement obligatoire des navires a été reconnu, et la pleine utilité d'une loi sur un domaine fluvial international n'étant possible que si la même loi couvre toute l'étendue des voies navigables, il a été admis, dans le rapport présenté par M. Hennebicq, qu'il y a intérêt pour la Hollande et la Belgique, traversées par des fleuves internationaux, à étendre l'unifica-

(1) Dans la séance du 6 décembre 1914 de la Deuxième Chambre des Etats Généraux de Hollande, M. de Marees van Swinderen, Ministre des Affaires Etrangères, affirmait que les propositions de la Belgique et de la Hollande différaient fort peu. Il croyait pouvoir affirmer que les échanges de vues qui ont eu lieu entre hommes particulièrement compétents amèneront de bons résultats.

(2) Le Ministre hollandais des Affaires Etrangères déclarait, à la même séance, qu'il avait recommandé très chaudement cette question à la bienveillance du Ministre compétent. Il espérait vivement qu'il se déclarerait convaincu par les arguments apportés en faveur de cette réforme.

(3) M. Tydeman déclarait le même jour que cette faveur lui semblait devoir être accordée dans un bref délai.

tion juridique non seulement à leur territoire, mais à ceux des États riverains. Aussi le vœu fut-il émis en section de voir les deux pays s'allier pour obtenir ce résultat et demander en conséquence qu'il soit institué une Commission de propagande comprenant également des membres allemands et français, ayant pour but d'amener un régime uniforme d'hypothèques et de privilèges en matière de batellerie.

« Après s'être engagée dans cette *bonne voie* », comme l'a dit, avec tant de raison et d'autorité, son éminent et si dévoué président, la Commission a arrêté comme suit le programme de la prochaine conférence :

1. Réduction de la taxe télégraphique ;
2. Institution centrale pour faciliter les opérations de banque (Clearing) ;
3. Reconnaissance réciproque des diplômes universitaires ;
4. Prescription relative à la force probante des actes authentiques ;
5. Convention relative à l'assurance contre les accidents du travail ;
6. Importation de pulpes et betteraves en Belgique ;
7. Réimportation en Belgique de vêtements usagés après remise à neuf en Hollande.
8. Écoulement des eaux des Flandres et maintien d'un port pour les pêcheurs.

Les excellentes dispositions de nos voisins du nord, après s'être affirmées dans les trois réunions de la Conférence, se reflétèrent encore dans les discours qui furent prononcés, à diverses reprises, au Parlement de La Haye et, tout récemment encore, à la Seconde Chambre des États Généraux, lors de la discussion du Budget des Affaires Étrangères.

M. Tydeman n'a-t-il pas affirmé, à la séance du 6 décembre dernier, que le rapprochement qui existe entre la Belgique et la Hollande « exprime l'idée de relations d'un caractère tout spécial et tout particulier » ? Et plus loin, le même orateur ne crut-il pas devoir préciser sa pensée de la manière suivante :

« La carte géographique nous montre ces deux petits pays situés dans ce que l'on appelle parfois le vestibule de l'Europe. La lutte des intérêts entre les pays limitrophes en ont quelquefois menacé les frontières. Les relations entre la Belgique et la Hollande vont croissantes de jour en jour et nous permettent de beaucoup apprendre les uns des autres. De toutes ces circonstances il résulte que ces deux pays ont des intérêts communs à défendre, tant en temps de paix qu'en temps de guerre. L'on ne pourrait trouver une seconde situation pareille sur toute la carte de l'Europe, et il est sage et prudent de ne pas trop négliger cet état de choses. Tout comme dans la vie commune, l'on doit tâcher de cultiver autant que possible les relations que l'on désire conserver.

» Il va de soi qu'il y a des intérêts contradictoires; la concurrence existe ou est possible, et l'orateur ne voudrait point qu'elle disparaisse. Mais si l'on reconnaît la grande communauté d'intérêts, il en résulte que les relations

doivent avoir pour base la confiance réciproque qui l'emporte sur des ententes écrites et des alliances ⁽¹⁾. »

Et quelques instants après, reprenant la figure employée par M. Tydeman lorsqu'il avait appelé la Belgique et la Hollande le vestibule de l'Europe, M. de Marees van Swinderen, le très distingué Ministre des Affaires Étrangères, ne développait-il pas cette métaphore en disant que « dans chaque maison possédant un vestibule pend un gong ; que, dans son esprit, ce gong est la Commission hollando-belge et que du moment où le battant frappe ce gong, les gouvernements des deux pays doivent s'efforcer de part et d'autre de mener à bien tout ce qui peut favoriser la bonne entente » ⁽²⁾.

La Section centrale croit être votre interprète, Messieurs, en témoignant son vif assentiment à des paroles empreintes de tant de bienveillance, disons même de cordialité ; faisant sien le discours adressé, l'an passé, à S. M. la Reine des Pays-Bas par notre vénérable doyen d'âge, M. Beernaert, le président si dévoué de la Commission hollando-belge, elle souhaite ardemment de voir se resserrer les liens et la sympathie des deux nations, dont l'histoire a été longtemps confondue, que la nature a faites sœurs, dont aujourd'hui encore les destinées sont étroitement liées et qui voient, d'année en année, se développer à leur commun avantage, les rapports personnels, les relations économiques et commerciales.

« Nous souhaitons de voir grossir encore les chiffres, déjà énormes, par lesquels se traduisent annuellement ces relations. Nous voudrions que la solidarité de nos intérêts fût de mieux en mieux comprise et que la réciproque sympathie qu'ils commandent pénétrassent l'œuvre législative. Il y a, de part et d'autre, à unifier et à simplifier, et l'on devrait écarter autant que possible les obstacles qui se dressent encore aux frontières ou dans les règlements administratifs. »

Répondons, Messieurs, sans tarder à ces invitations non par des paroles, mais par des actes, le pays nous en sera reconnaissant.

Tarifs douaniers.

Question.

« Peut-on savoir déjà dans quelle proportion les taxes douanières établies par la loi française du 29 mars 1910 ont eu leur répercussion sur nos importations? »

⁽¹⁾ *Compte rendu analytique*, p. 470.

⁽²⁾ Même source, p. 478.

Réponse.

« A la suite de l'expiration du traité de commerce de 1884, les exportations de Belgique vers la France ont subi une brusque et notable dépression; actuellement et après vingt ans d'efforts, elles atteignent à peine les chiffres constatés en 1884, dernière année d'application dudit traité. Quant à la répercussion qu'a eue à son tour la loi française du 29 mars 1910 sur nos exportations vers la France, il ne sera possible de l'établir avec certitude que lorsque l'on aura pu, pour un ou plusieurs exercices, décomposer et analyser les différents postes des statistiques. »

S'il n'est point encore possible de traduire en chiffres exacts le tort que cause à notre commerce d'exportation l'application du nouveau tarif français, il est du moins un fait acquis, nos industriels sont unanimes à le proclamer, c'est que le dommage subi est considérable.

Notre devoir en l'occurrence est de chercher un remède ou une compensation. L'importance des conclusions de la Commission spéciale du Conseil supérieur de l'Industrie et du Travail ne peut nous échapper. Une solution s'impose. Nul doute que l'adoption du projet de loi déposé par le Gouvernement nous fournirait les ressources nécessaires pour développer encore, dans de notables proportions, notre organisation consulaire. Il nous serait possible de récupérer ainsi sur le marché du monde une partie de ce que nous avons perdu, et ce ne serait point là user de représailles; ce serait tout simplement accorder à nos industriels et à nos commerçants la protection qu'ils sont en droit d'attendre de leurs législateurs et d'un gouvernement soucieux des intérêts considérables dont il a la garde.

Mais nous ne pouvons perdre de vue qu'une guerre de tarifs est toujours meurtrière pour l'un comme pour l'autre des belligérants. C'est pourquoi nous nous demandons s'il ne serait pas préférable, en présence des manifestations de plus en plus nombreuses qui se produisent dans les Chambres de commerce des deux pays et dans la presse ⁽¹⁾ en faveur de la stabilité de nos relations économiques, de formuler l'espoir de voir la Belgique conclure, à très brève échéance, un traité de commerce avec la France. Nous savons que nos dévoués ministres examineront, dans l'esprit le plus conciliant, toutes propositions qui leur seraient faites à cet effet ⁽²⁾. Il semble donc que si le Gouvernement de la République veut bien, lui aussi, consentir à quelques concessions, il ne sera pas bien difficile de trouver un terrain d'entente.

(1) *L'Action économique*, un nouveau journal qui se propose de travailler au resserrement des liens qui unissent la Belgique à la France dans le domaine économique. Ne publiait-elle pas, tout récemment encore, à ce sujet, des déclarations intéressantes de MM. Ribot, Millerand, Aynard, Jacques Bordoux, Frédéric Passy ?

(2) Chambres des Représentants, séance du 11 juillet 1911. Déclaration de M. Davignon, Ministre des Affaires Étrangères.

La Section centrale a approuvé le présent rapport et, à l'unanimité, elle a l'honneur, Messieurs, de vous proposer l'adoption du projet de Budget.

Le Rapporteur,
CH. GILLÈS DE PÉLICHY.

Le Président,
COOREMAN.

La Section centrale a approuvé le présent rapport et, à l'unanimité, elle a l'honneur, Messieurs, de vous proposer l'adoption du projet de Budget.

Le Rapporteur,
CH. GILLÈS DE PÉLICHY.

Le Président,
COOREMAN.

ANNEXE.**AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR LE GOUVERNEMENT.**

Bruxelles, le 20 janvier 1912.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à un amendement que M. le Ministre des Affaires Étrangères propose d'apporter au projet du Budget de son Département pour l'exercice 1912.

Ensuite de cet amendement, ledit projet de Budget s'élève à 4 millions 869,746 francs.

Agréez, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

NOTE.**AMENDEMENT.****CHAPITRE VII.****COMMERCE. — ÉMIGRATION.**

ART. 22. — Quote-part de la Belgique dans les frais de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers fr. 7,516 »

HOOFDSTUK VII.**KOOPHANDEL. — LANDVERHUIZING.**

ART. 22. — Aandeel van België in de kosten der Internationale Vereeniging voor de uitgave der toltarieven fr. 7,516 »

La cotisation de la Belgique dans les frais du Bureau international des tarifs douaniers se trouvera accrue de 10 % à partir du 1^{er} janvier 1912, soit une augmentation de 683 francs.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 MAART 1912.

Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken
voor het dienstjaar 1912 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER GILLÈS DE PÉLICHY.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1912 bedraagt fr. 4,869,063 »

Naar luid van een amendement, door de Regeering
overgelegd op 20 Januari 1912 en hieraan toegevoegd,
wordt dit ontwerp van Begrooting vermeerderd met. . fr. 683 »

TE ZAMEN. . fr. 4,869,746 »

De kredieten, voor 1911 toegestaan, bedroegen . . fr. 4,560,853 »

Er is dus, voor 1912, eene vermeerdering van . . fr. 308,893 »

Deze vermeerdering is onderverdeeld als volgt :

1° Vermeerderingen tot het verleenen der normale bevorderingen en verhoogingen van jaarwedde voor het personeel der bureelen, evenals tot verzekering van het onderhoud en de bewaking der afdeling van het Handelsmuseum, gevestigd te Laken (Japansche toren). (Eerste hoofdstuk, art. 2.) Vermeerdering fr. 27,790 »

(1) Begrooting, n° 4, V.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer COOREMAN, bestond uit de heeren DE GHELLINCK D'ELSEGHEN, GILLÈS DE PÉLICHY, DE BROUCKHOVEN DE BERGEYCK, RAEMDONCK, VAN MERRIS, DE WOUTERS D'OPLINTER.

2° Vermeerdering voortspruitende uit de aanstelling van den consul te Sofia als diplomatisch agent en uit de bevordering van de hoofden der gezantschappen te Luxemburg en te Stockholm tot den graad van Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister. De meerdere uitgave : 37,000 frank, wordt gedeeltelijk vergoed door eene vermindering van 5,000 frank voor den post te Washington, thans bekleed door een Minister-resident.

Dus bedraagt de eigenlijke verhooging op hoofdstuk III, artikel 6, slechts fr. 32,000 »

3° Vermeerdering bestemd tot het oprichten van sommige bezoldigde consulaire posten, het benoemen van verscheidene beroeps-viceconsuls en tot verhooging van de jaarwedden. (Hoofdstuk II, art. 7.) Vermeerdering . . . fr. 200,000 »

4° Vermeerdering wegens reiskosten, koeriers, estafetten, verschillende boodschappen, welke verhooging van krediet noodig is, vooral met het oog op de aanstaande vermeerdering van het getal consulaire agenten. (Hoofdstuk IV, art. 8.) Vermeerdering fr. 40,000 »

5° Vermeerdering voor de jaarwedde van een drogman, die in den loop van 1912 wordt benoemd tot kanselier, en voor andere verhoogingen van wedde. (Hoofdstuk V, art. 9.) Vermeerdering fr. 7,500 »

6° Vermeerdering met 10,920 frank, om normale verhoogingen van wedde te verleen aan de geletterde drogmannen, taalmannen, en om twee nieuwe betrekkingen in te stellen. Deze vermeerdering wordt vergoed door eene vermindering van 5,000 frank ten gevolge van de bevordering van een agent, voortaan betaald op artikel 9. (Hoofdstuk V, art. 10.) Vermeerdering. fr. 5,920 »

7° Vermeerdering wegens ontoereikende kredieten voor buitengewone zendingen, kosten betreffende verdragen en overeenkomsten, wachtgelden, vergoedingen wegens buitengewone werken, kosten van laatste ziekte en begrafenis van overleden ambtenaren of op pensioen gestelde agenten, enz., volledig opgegeven in het ontwerp van Begrooting (Hoofdstuk VI, art. 16.) Vermeerdering fr. 25,000 »

8° Vermeerdering met 10 %, te rekenen van 1 Januari 1912, voorzien voor België's bijdrage in de kosten van het Internationaal Bureau voor de tollarieven. (Hoofdstuk VIII, art. 22.) Vermeerdering. fr. 683 »

Het ontwerp van Begrooting handhaaft als tijdelijken last :

1° Het krediet van 6,000 frank, reeds uitgetrokken op de Begrootingen

van 1910 en 1911, tot aanvulling van de kantoormeubelen en van het dienstmaterieel in de afdeeling van het Handelsmuseum. (Eerste hoofdstuk, art. 3.)

2° De som van 133,000 frank, uitgetrokken op de begrooting van 1911 en bestemd voor herstellings- en verbeteringswerken aan het hotel der Legatie te Parijs; slechts een gering deel van deze som kon in 1911 worden gebruikt. (Hoofdstuk V, art. 11.)

3° Het krediet van 7,500 frank, reeds uitgetrokken op de begrootingen van 1910 en 1911 tot het aanvullen van de verzamelingen en oorkonden. (Hoofdstuk VII, art. 20.)

Eene vermindering van 30,000 frank is voorzien op artikel 14 van Hoofdstuk V. Deze som is overgebracht naar artikel 7.

« De buitengewone en tijdelijke tegemoetkomingen, toegekend aan de hoofden van sommige consulaten, schijnen inderdaad, zegt de Memorie van Toelichting, te moeten omgezet worden in verhoogingen van wedde, dewijl de daaruit voortspruitende lasten bestendig zijn geworden. »

Het ontwerp van Begrooting werd aangenomen in de 1^e afdeeling, met 11 stemmen tegen 9; in de 2^e afdeeling, met 15 stemmen tegen 5; in de 3^e afdeeling, met 12 stemmen tegen 9; in de 4^e afdeeling, insgelijks met 12 stemmen tegen 9; in de 5^e afdeeling, met 13 stemmen tegen 1 en 3 onthoudingen; in de 6^e afdeeling, met 14 stemmen tegen 1.

*
* * *

Na onderzoek van de voornaamste vraagstukken, in de afdeelingen behandeld ⁽¹⁾, en een vlug overzicht van de aanzienlijke verbeteringen, onlangs gebracht of nog te brengen in onzen diplomatischen en consulaire dienst, heeft de Middenafdeeling beslist dat er reden bestond om de Regeering warm geluk te wenschen met de uitnemende reeds genomen maatregelen en volkomen in te stemmen met die welke zijn aangekondigd in dit ontwerp van Begrooting. Vervolgens trachtte zij op te sporen welke middelen het best geschikt mochten zijn om, zoo het mogelijk is, de nuttige werking van 's lands vertegenwoordiging in het buitenland te doen toenemen, de uitbreiding van ons economisch gebied beter te verzekeren, onze landverhuizers

(1) In de afdeelingen werd door verscheidene redenaars aangedrongen op de noodzakelijkheid, het getal onzer beroepsconsuls te vermeerderen; de jaarwedde der beginnelingen te verhoogen en van hen te eischen dat zij de Nederlandsche taal machtig zijn, vooral waar die taal wordt gesproken, zooals in Transvaal; over het nut eener nauwere vereeniging in de economische en diplomatische zending van onze ambtenaren van den buitenlandschen dienst; op de maatregelen tot propagande en onderrichting met het oog op den uitvoer onzer moesgroenten. Een lid vroeg ook aan de Regeering « of zij het initiatief niet zou willen nemen om eene verstandhouding in 't leven te roepen onder de onzijdige landen ten einde de bewapening te doen verminderen ».

doelmatiger te beschermen. Deze verschillende punten en de vraagstukken, welke er mede in verband staan, gaven aanleiding tot de gedachtenwisselingen waarover wij trachten verslag uit te brengen.

Onze gezantschappen.

België, het volle besef hebbende van zijne rechten en van zijne plichten op internationaal gebied, stelde er steeds prijs op, waardig vertegenwoordigd te zijn bij de vreemde Mogendheden.

Over de opleiding en onderrichting van hare ambtenaren van den buitenslandschen dienst werden in de Kamers menigmaal belangwekkende beraadslagingen gevoerd. Verslag doen over deze beraadslagingen zou ons te verre leiden; wij moeten deze studie verdagen; toch merken wij aan, dat er op dit gebied merkelijke vooruitgang is verwezenlijkt, vooral sedert het vierde eener eeuw. Duidelijke inlichtingen werden ons verstrekt als antwoord op onderstaande vraag, door de Middenafdeeling tot de Regeering gericht.

Vraag.

« Welke zijn de voornaamste verbeteringen, die in de jongste vijf en twintig jaren werden ingevoerd betreffende :

- » a) Het getal onzer *gezantschappen*;
- » b) De wijzen van werving van hun personeel en dezes opleiding;
- » c) De onderrichting van deze agenten en het benuttigen van hunne verslagen door onze landgenooten? »

Antwoord.

« a) Op 1 Januari 1887 had België twintig gezantschappen. Op 1 Januari 1912 had het er vijf en twintig.

» In 1906 werd een gezantschap opgericht voor Denemarken; onze gezant te Kopenhagen is sedert dien datum insgelijks gevolmachtigd bij Noorwegen.

» Het Consulaat-generaal van België te Athene, hetwelk was bestuurd door een diplomaat, werd in 1899 aangesteld tot gezantschap.

» Het Consulaat van België te Luxemburg werd in 1892 aangesteld tot gezantschap, kort na het overlijden van den Koning der Nederlanden, Groothertog van Luxemburg.

» Het Consulaat-generaal van België te Tanger, bestuurd door diplomaten, werd in 1902 aangesteld tot gezantschap.

» Sedert 1878 verwierven, zoolang hunne zending duurde, de consuls-generaal in Chili, Guatemala, de Argentijnsche Republiek, Cuba, Peru, Venezuela, Colombia, Bolivia en Bulgarije een diplomatischen titel.

» b) Wijzen van werving van de diplomatische ambtenaren en dezer opleiding.

» Bij koninklijk besluit van 4 Februari 1888 zijn er nieuwe regelen bepaald voor het bij koninklijk besluit van 10 October 1844 ingesteld diplomatisch examen; het stelt een bijzonder examen in voor de secretarissen van de 2^e klasse.

» Om deel te kunnen nemen aan het diplomatisch examen, moet de recipiendus, krachtens artikel 6 van het koninklijk besluit van 4 Februari 1888, ten minste 23 jaar oud zijn en houder van een diploma van doctor in de rechten, of van doctor of licentiaat in staatkundige of administratieve wetenschappen.

» Tot dit examen wordt de recipiendus slechts toegelaten nadat hij in het Departement of in een gezantschap een proeftijd heeft uitgedaan, naar de omstandigheden bepaald.

» Een koninklijk besluit van 3 December 1900 bepaalt dat de attaché's bij de gezantschappen, houders van het diploma van doctor of van licentiaat in staatkundige en administratieve wetenschappen, die verlangen het diplomatisch examen af te leggen, insgelijks het diploma van candidaat in de wijsbegeerte en letteren moeten overleggen.

» Ten slotte, een koninklijk besluit van 17 Augustus 1902 bepaalt den duur der studiën en de vakken waarover de houder van het diploma van licentiaat in staatkundige of administratieve wetenschappen het examen moet hebben afgelegd.

» Na het diplomatisch examen te hebben afgelegd, moeten de attaché's bij en de secretarissen van de gezantschappen 2^e klasse een examen over koophandel afleggen, indien zij wenschen aangenomen te worden als zijnde in staat om het ambt van secretaris van de 1^e klasse waar te nemen.

» Het programma van dit examen, waartoe de jonge diplomaten zich slechts mogen voorstellen ten minste één jaar nadat zij het diplomatisch examen hebben afgelegd, bevat twintig vragen, waarvan de eerste tien betreffen de « koophandelswetgeving », de tien overig : de « koophandelsfeiten ».

» Ieder jaar wordt de vragenlijst vernieuwd voor de helft, zoodat elke reeks vragen tweemaal op het programma voorkomt.

» De recipiendi doen een voorbereidenden proeftijd uit bij het Bestuur van Handel en Consulaten, waar hun nauwkeurige inlichtingen worden verstrekt over de oorkonden en boeken, te raadplegen met het oog op het bestudeeren van de vragen die op het programma voorkomen.

» Het programma voor elk jaar bevat vragen betreffende zekere groote nijverheidstakken des lands.

» Ten einde zich rekenschap te kunnen geven van den toestand dezer nijverheidstakken, bezoeken de recipiendi, vergezeld van een ambtenaar van bovenvermeld Bestuur, eene of andere van de voornaamste bedoelde nijverheidsinrichtingen.

» Doorgaans wordt ook een bezoek gebracht aan de inrichtingen der haven te Antwerpen.

» Bij het beoordeelen van de verdiensten der candidaten wordt rekening gehouden met de practische wetenschap, door hen opgedaan bij deze bezoeken.

» c) Inlichting van de diplomatische ambtenaren en benutting van hunne verslagen.

» Jaarlijks stelt het Departement van Buitenlandsche Zaken ter beschikking van de hoofden van diplomatische zendingen kredieten om hen te laten inschrijven op politieke dagbladen van het land waar zij verblijven.

» Het Departement zendt aan 't meerendeel van onze gezantschappen het Belgisch *Staatsblad* en dezes bijlagen, de *Revue de droit international et de législation comparée*, het *Recueil des traités du XX^e siècle*, uitgegeven door baron Descamps en den heer Renault, alsmede het *Recueil des traités et conventions conclus par la Belgique* (gesticht door baron de Garcia de la Véga en voortgezet door den heer De Busschere, raadsheer in het Hof van Beroep te Gent).

» De verslagen van de gezantschapshoofden over vraagstukken, die het Belgisch bestuur aanbelangen, worden medegedeeld aan de betrokken ministerieele departementen.

» De verslagen, welke de raden, secretarissen en attachés, buiten hunne medewerking aan de loopende zaken van het gezantschap, den Minister toesturen over economische vraagstukken, alsmede over vraagstukken betreffende den handel, worden, zoo zij geschikt zijn voor bekendmaking, opgenomen in eene bijzondere verzameling.

» Deze uitgave wordt gestuurd aan onze gezantschappen, aan de verschillende ministeriën, de kamers van koophandel en verscheidene bibliotheken des lands.

» Voor de inlichting van de hoofden van diplomatische zendingen, op economisch gebied en op handelsgebied, verwijzen wij naar wat verder is gezegd betreffende de beroepsconsuls ⁽¹⁾. »

Een ernstige vooruitgang werd waargenomen; sommigen schijnen de economische vraagstukken, die heden ten dage hoe langer zoo meer op het voorplan van het innerlijk leven der volkeren staan, niet te kunnen behandelen zonder tevens den staf te breken over de diplomaten.

Wij zullen voorzeker niet ontkennen dat de geduchte mededinging, die zich thans voordoet op de wereldmarkt, meer inzonderheid de aandacht der handelslieden vestigt op de uitstekende diensten welke de ambtenaren van den consulaire dienst aan hun land bewijzen; doch, gezien den tegenwoordigen staat van de internationale betrekkingen, achten wij het verkeerd, met

(1) Antwoord op eene vraag van de Middenafdeeling, bl. 18 en 19.

sommigen te denken dat het mogelijk is het algeheel diplomatisch ambt te doen verrichten door consulaire ambtenaren.

Zelfs achten wij het voorbarig, van stonden aan te trachten beide soorten van betrekking volkomen samen te smelten; onzes inziens, ware 't beter, daar waar het mogelijk is, eene ernstige poging aan te wenden om ze te doen samenwerken. Kunnen sommige van onze jonge diplomaten niet met groot nut een proeftijd uitdoen onder de bedreven leiding van een onzer zoo verkleefde beroepsconsuls? En omgekeerd, kan een van deze consuls soms niet uitstekende diensten bewijzen in een of ander van onze gezantschappen? Wij mogen ook niet vergeten dat feitelijk ten onzent de twee vakken als 't ware elkander doordringen en in zekere mate samengesmolten zijn. Trouwens, zijn sommige van onze ambtenaren niet tevens minister en consul-generaal? Zijn andere niet consuls bekleed met een diplomatischen titel? Haasten wij ons toch niet om dezen toestand omverre te werpen. Moeten wij, zoo we geene erge schade willen lijden, ons in deze zoo kiesche zaken niet gedragen naar soms heel veelzijdige omstandigheden van tijd en plaats? Eensdeels, zijn er nieuwe landen, waar de zorg voor het stoffelijk belang noodzakelijkerwijs op den voorgrond staat. Een consul-generaal, bekleed met een diplomatisch ambt, is daar volkomen op zijne plaats om België's belangen op waardige wijze te verdedigen. Anderdeels zijn er ook oude hoofdsteden, waar hoofdzakelijk staatkundige vraagstukken, soms van zeer kieschen aard, worden behandeld. In deze plaatsen hebben de overleveringen al hare macht behouden; de beraadslagingen, de onderhandelingen zijn er niet steeds ontdaan van zekere vormen. Denkt men dat onze belangen daar zonder hoegenaamd nadeel onverschillig kunnen worden toevertrouwd aan een consul-generaal of aan een diplomaat? Het schijnt klaar, dat het in deze gevaarlijk ware, de bestaande gebruiken niet te volgen. Ons land heeft overigens talrijke redenen om al de wettige middelen, waarover het beschikt, aan te wenden, niet om zijn politieken invloed bij naburige volken te verminderen, maar om hem te vermeerderen. Wij mogen niet uit het oog verliezen dat zijn staat van onzijdigheid, verre van het in dit opzicht af te zonderen, het rechten geeft en plichten oplegt van gansch bijzonderen aard. Het is steeds gehouden tot de grootste voorzichtigheid, en zijne ambtenaren behoeven in menige omstandigheid bewijs te kunnen leveren van gansch bijzondere omzichtigheid en zuiver oordeel. Wij mogen evenmin vergeten, dat de inlijving van een koloniaal rijk, verre van hunne taak te verlichten, als 't ware de gewichtigheid verdubbelt van de belangen die zij kunnen verplicht zijn te verdedigen. Overigens, er bestaat een beginsel waarnaar het gedrag van alle regeeringen wordt geregeld, namelijk de wederkeerigheid.

Bij het aanwijzen van onze ambtenaren van den buitenlandschen dienst dient men ook rekening te houden met zekere prikkelbaarheid. Hebben wij niet in dit opzicht een nog al treffend feit aangebaald in het verslag over dezelfde Begrooting voor 1909? Daarop komen wij niet terug; het moge ons volstaan te zeggen dat krenkingen van dien aard steeds te betreuren

zijn en soms de behartiging van onze staatkundige en economische belangen erg kan schaden.

't Ware overigens verkeerd, te denken dat onze ambtenaren van den diplomatischen dienst niet in staat zijn ons groote diensten te bewijzen, zelfs waar het geldt vraagstukken van louter stoffelijken aard. Hebben zij niet menigmaal en zegevierend blijk gegeven van hunne werkdadigheid bij de onderhandeling over en het sluiten van onze handelsverdragen? Zijn ze niet met goed gevolg opgetreden in de talrijke geschillen waartoe aanleiding werd gegeven door de toepassing van de verdragen en van de toltarieven die deze verdragen medebrengen? Enkele jaren praktijk in nijverheids- en handelszaken volstonden, overigens, om tal van onze landgenooten te overtuigen van de overwegende rol, door hun *persoonlijken* invloed uitgeoefend in meer dan één land, waar liet zake was zekere voordeelen, zelfs op handelsgebied, te verwerven. 't Ware trouwens niet moeilijk, gevallen aan te halen, waarin vraagstukken, die op 't eerste gezicht schenen gemakkelijk behandeld te kunnen worden door onze consuls, jammerlijk hangend bleven in de kanselarijen en, ten slotte, eene voldoende oplossing slechts konden erlangen dank zij het beslissend optreden van een minister-resident.

Toch, haasten wij ons het te zeggen, blijft het waar, dat onze diplomaten, om op economisch gebied wezenlijke diensten te bewijzen, streng verplicht zijn hunne kennis in zake van nijverheid en koophandel iederen dag uit te breiden. Daartoe zijn zij verplicht, omdat ten onzent, meer dan in andere landen, de uitvoer dient te worden beschermd en geleid door de ambtenaren van den buitenlandschen dienst, ook omdat zij, alleen bekleed zijnde met een vertegenwoordigende macht, ons voor deze zoo belangrijke zaken in staat stellen op gelijken voet te onderhandelen met andere regeeringen.

In dezen zin is, overigens, aanzienlijke vooruitgang verwezenlijkt, inzonderheid in de jongste jaren. Om zich daarvan te overtuigen, kan het volstaan een oogslag te werpen op het programma van de examens over koophandel, af te leggen door onze aspirant-diplomaten. Vroeger kon men deze examens ten laste leggen dat zij van louter academischen aard waren; thans weet men, dat de minder of meer spoedige benoeming tot graad van gezantschapssecretaris 1^e klasse afhangt van de wijze waarop de aanvrager het vereischte examen heeft afgelegd. Ook kan men oordeelen over het practisch en gansch actueel gehalte van 't meerendeel der behandelde vragen.

Ziehier, bijvoorbeeld, de vragenlijst die zal dienen tot grondslag van het examen dat op 3 December 1912 zal worden afgelegd door de aspirant-secretarissen 1^{ste} klasse ⁽¹⁾ :

1. De tolpolitiek van België sedert 1830.

(1) Attachés en legatiesecretarissen 2^e klasse worden slechts tot dit examen toegelaten ten minste een jaar nadat zij het examen van bekwaamheid tot den graad van 2^e klasse hebben afgelegd.

2. Geschiedenis van Frankrijk's tolpolitiek sedert het einde der XVIII^e eeuw.

3. Eenmaking van de wetgeving betreffende den wisselbrief in de verschillende landen.

4. De taak van het Belgisch Ministerie van Buitenlandsche Zaken op handelsgebied.

5. Inrichting en regeling van internationale tentoonstellingen.

6. In België en in de voornaamste vreemde landen genomen of voorgestelde maatregelen ten bate van den middenstand.

7. Doel van de voornaamste wetten in België gemaakt ten behoeve van de arbeiders.

8. Historiek van de Internationale Vereeniging tot bescherming van den industriëlen eigendom.

9. Koloniaal stelsel in Groot-Britannië, inzonderheid met het oog op de banden die de koloniën verbinden met het moederland.

10. Onderzoek van de openbare belastingen in België.

11. Verslag over de zeevaartinrichtingen der haven van Antwerpen.

12. Studie over de bevaarbare wegen in België.

13. De vervoertarieven, inzonderheid met het oog op de gesteldheid van de internationale concurrentie.

14. Het vraagstuk van de suiker en de landbouw.

15. De invloed van den wissel op den internationalen handel.

16. Verslag over de ijzernijverheid in België.

17. De plateelbakkers-nijverheid in België.

18. De handelsbetrekkingen tusschen België en Brazilië.

19. De economische toestand van Canada.

20. De katoenhandel : landen van voortbrenging, markten van verkoop, centra's van verbruik ⁽¹⁾.

« Wellicht, zegt het *Guide pratique des agents diplomatiques*, is er geen moeilijker te bekleeden ambt dan dit van diplomaat; daartoe behoort scherpzinnigheid, vaardigheid, buigzaamheid, uitgestrekte kennis en vooral een juist en fijn oordeel. Ook is er geen beroep dat meer verheven waardigheid in de handelwijze vergt, meer beslistheid gepaard met onopgewektheid, bezadigheid, bescheidenheid en beproefd geduld... ⁽²⁾ »

Kan men al deze hoedanigheden, die den volslagen diplomaat kenmerken, in eens verwachten bij een jongeling van 23 tot 24 jaar, die ons land verlaat als attaché bij een gezantschap? Dit schijnt ons zeer moeilijk.

(1) Vragenlijst, opgenomen in het *Staatsblad* van 15 December 1911, blz. 7698, ter uitvoering van het ministerieel besluit van 26 November 1897.

N. B. — De recipiendi erlangen in het Algemeen Bestuur van Handel en Consulaten bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken nauwkeurige inlichtingen betreffende de stukken en werken, te raadplegen met het oog op de hierboven opgesomde vragen.

(2) Baron GARCIA DE LA VEGA, *Guide pratique des agents diplomatiques du Ministère des Affaires Étrangères*, chap. VI.

Schrijver van deze regelen bekent het overigens; doch hij voegt er aan toe, dat men onze ambtenaren kan *opleiden* om ze te verwerven, door hun bijzondere studiën op te leggen; hij beoogt de diplomatische examens.

Voorzeker zullen wij geen kwaad zeggen van deze proeven; ze zijn noodig; doch is het diploma een getuigschrift van zedelijke opleiding, geeft het ons de zekerheid van eene voldoende vakopleiding ⁽¹⁾?

Hier blijkt de noodzakelijkheid van een langeren proeftijd en het nut van zekere aanmoediging, den beginnening gegeven door het hoofd van het gezantschap; deze behoeft eene zedelijke en technische richting aan de jongelingen te geven. Wij behooren trouwens tot hen die denken dat op de toekomst van onze latere diplomaten een steeds gunstige, vaak beslissende invloed kan worden uitgeoefend door eene meer werkelijke medehulp van de attaché's bij de gezantschappen, niet zoozeer aan alledaagsch schrijfwerk, dat nuttiger kan worden verricht door eenvoudige kopisten, maar wel aan werken van meer verstandelijken aard, verricht in het gezantschap; ook door het leveren van talrijker, vollediger, meer actueele verslagen aan het hoofdbestuur ⁽²⁾, door meer omstandige oordeelvelling van hunne onmiddellijke hoofden over hunne persoonlijke verdienste, hunne werkdagheid, hun ondernemingsgeest.

Om het werk van deze jongelingen te vergemakkelijken, ware het ook hoogst wenschelijk dat de Regeering ten spoedigste maatregelen nam om in den zetel zelven van de gezantschappen de uitbreiding van de kanselarijen te bevorderen. Heel dikwijls zijn deze verwezen naar waarlijk te bekrompen lokalen.

Daaruit volgt, dat het archief niet of althans onvoldoende gerangschikt is. Het ware helaas! zelfs niet onmogelijk, gevallen aan te halen van talrijke, wellicht belangrijke stukken, stelselmatig vernietigd bij gebrek aan plaats.

Een tweede bezwaar van het bestaande stelsel niet minder erg dan het voorgaande, is dat deze onvoldoende inrichting erg schaadt den regelmatigigen gang der werkzaamheden en de verstandelijke opleiding der attaché's bij de gezantschappen.

Het meest wenschelijke ware, dat elk hunner in de kanselarij een kantoor had, waar hij gemakkelijk en in de gewenschte afzondering zijn dagelijksch werk kon verrichten, en wellicht zelfs (is het niet veroorloofd dit te wenschen?), zich nu en dan toeleggen op de bijkomende werkzaamheden en studiën, door hem in volle vrijheid verkozen.

Hoe vaak gebeurt het thans niet dat deze jongelingen, zich in 't nauw

(1) Zie MARGLUTICH, *Le rôle des agents diplomatiques consulaires en matière d'expansion économique*. Verslag, uitgebracht op het « Congrès d'expansion économique mondiale », in 1903 te Bergen gehouden, afdeling VI, blz. 320.

(2) Het Italiaansch consulaire reglement schijnt dezen weg eenigszins op te gaan. MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI, *Circolari e istruzioni ministeriali*, 2 dln. Roma 1904. (Omzendbrief van den ondersecretaris van State, den heer A. Baccelli, in dato van den 20^{en} Februari 1902, deel II, blz. 337), zie bijlage.

bevindend in te bekrompen lokalen, ze dadelijk verlaten nadat hunne taak is afgewerkt, omdat hunne aanwezigheid aldaar hinderend schijnt. Ten hunnent, op kamers die ten gevolge van hunne geringe wedde niet ruim kunnen zijn, vinden zij niet de zeer kostbare hulp die hun voor hunne werkzaamheden dient te worden verstrekt door de bibliotheek en het archief der kanselarij. Is het dus te verwonderen dat men hun soms een werkeloos leven en het verspillen van een kostelijken tijd kan aanwrijven?

In de consulaten heeft de Regeering reeds uitmuntende maatregelen genomen om te zorgen voor eene betere inrichting van de kanselarijen. Zoodra de plans en bestekken haar worden medegedeeld, betaalt zij eene milde bijdrage; zelfs mag worden gezegd dat zij schier al de kosten van deze werken op zich neemt. Deze zoo gewenschte nieuwigheid, beproefd voor onze consulaten, laat ons hopen dat eerlang dergelijke middelen worden toegepast om dezelfde voordeelen te bezorgen aan de kanselarijen van onze gezantschappen.

Bij dit hoofdstuk van ons verslag sluit zich natuurlijkerwijs een vraagstuk aan, dat meermaals is besproken in onze beraadslagende vergaderingen, namelijk het aankopen of bouwen van onze gezantschapshotels door den Staat.

« Het valt niet te betwijfelen — en de achtbare Verslaggever over deze Begrooting zegde het nog verleden jaar in den Senaat — dat wij, op groot-sche wijze blijk gevend van ons bestaan, de economische taak van onze vertegenwoordigers vergemakkelijken en onze landgenooten machtig steunen voor de uitbreiding van hunne zaken ⁽¹⁾. Met reden zegde ook ons achtbaar medelid, de heer Wauvermans : « In verre landen heeft men slechts onduidelijke begrippen van onze aardrijkskundige ligging, den omvang van ons grondgebied; doch Staten worden beoordeeld naar den rang welken de vertegenwoordigers van deze landen in den vreemde weten te houden ⁽²⁾. »

Deze onze verplichting om te zorgen dat België overal een eervollen rang bekleedt onder de natiën, is des te meer dringend geworden sedert tal van landen eigendommen aankopen in de hoofdsteden om er hunne gezanten weelderig te vestigen. De steeds toenemende duurte der huurprijzen maakt het nog moeilijker, daar een behoorlijk onderkomen te vinden. Te Parijs hebben wij eene uitstekende inrichting; wij hebben hotels te Constantinopel, Teheran, Tokio, Peking, Shanghai, Séoul. Zij ontbreken ons nog inzonderheid in de landen van Latijnsch Amerika, waar de bevolking zeer beïnvloed wordt door uiterlijke praal. Wellicht ware het ook goed, er aan te koopen in Egypte, in Engelsch Indië, kortom overal waar de huizen zeldzaam en duur zijn ⁽³⁾. Het schijnt zelfs dat het voor ons

(1) Verslagen over de Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, in den Senaat door den heer de Ramaix uitgebracht in 1910 en 1911.

(2) Redevoering ter Kamer op 11 Juli 1911.

(3) DE RAMAIX, *Verslag over de Begrooting voor 1911*.

voordeelig ware, gezantschapshotels in eigendom te bezitten in sommige Europeesche hoofdsteden.

Overigens mogen we niet vergeten dat zij, die zich inzonderheid inlaten met de uitbreiding van ons economisch gebied, allen voor deze aankopen zijn. Wij denken ook te weten dat deze zienswijze wordt gedeeld door onzen zoo toegewijden Minister van Buitenlandsche Zaken. Het beginsel werd, ten andere, reeds vroeger aangenomen door de Regeering. Nog onlangs werd door het wetsontwerp, houdende wijziging van het tollarief en van de wijze tot heffing der rechten op goederen belast naar de waarde, voorzien dat een deel van de buitengewone geldmiddelen, welke het wetsontwerp den Staat moest verschaffen, daartoe zou worden besteed. Wij allen drukken den wensch uit, dat onze nieuwe Minister van Financiën in dit opzicht de goede gezindheid van zijn voorganger zou overerven. Verleden jaar werd door den achtbaren senator de Ramaix in zijn belangwekkend verslag voorgesteld, op de Buitengewone Begrooting een bijzonder fonds van 200,000 frank uit te trekken, opdat het Departement van Buitenlandsche Zaken de goede gelegenheden, die zich kunnen voordoen, niet zou moeten laten voorbijgaan. De Middenafdeeling steunt dit voorstel en verklaart zich op hare beurt volstrekt gunstig aan elken aankoop van dien aard, zoo hij ten gepasten tijde geschiedt en voordeelig is.

Met het oog op de vollediger opleiding van onze jonge diplomaten, behoeven wij hun in onze kanselarijen goed gerangschikte archieven, eene bibliotheek, zoo ruime als gemakkelijke lokalen te leveren; ook moeten wij, zooals alle vakmannen het meenen, hun nu en dan, inzonderheid wanneer het oogenblik naakt om hun gewichtigere ambten toe te vertrouwen, de gelegenheid verschaffen om zich te komen opknappen, de vrucht van hunne waarnemingen en studiën te rijpen in den zetel van het hoofdbestuur. De wetenschappelijke toerusting, noodwendig al te onbeholpen in onze gezantschappen, is gelukkig vollediger te Brussel. De bibliotheek, de archieven, zooals die welke baron Lambermont heeft nagelaten, bevatten schatten voor wie er zich wil en weet van te bedienen. Onbetwistbaar zal een jongeling, die reeds eenige practijk in zaken heeft, er meer voordeel uit trekken dan een beginneling.

Doch nog eene andere reden maakt het nog meer noodig dat onze ambtenaren op gezette tijden naar het vaderland terugkeeren: de steeds toenemende uitbreiding van den handelsomzet, zoo wenschelijk voor een land dat, zooals het onze, leeft van uitvoerhandel, vergt dat onze ambtenaren van den buitenlandschen dienst steeds meer in aanraking komen met handelsmannen, inzonderheid met de meest gezaghebbende vertegenwoordigers van onzen groothandel en van onze nijverheid.

De Raad van Nijverheid en Koophandel ⁽¹⁾ heeft inzonderheid de aan-

(1) Verslag van de Commissie, belast met het bestudeeren van de practische middelen om de economische zending der ambtenaren van den buitenlandschen dienst volkomen doelmatig te maken. Brussel, 1909, blz. 3.

dacht van de Regeering gevestigd « op de noodzakelijkheid uit te zien naar de middelen om België en zijne krachten beter bekend te maken door de ambtenaren van den buitenlandschen dienst. Te dien einde scheen het onontbeerlijk dat de diplomaten en consuls, alvorens aan 't hoofd van een post in den vreemde te worden gesteld, een tamelijk langen tijd deelnemen aan de werkzaamheden van het hoofdbestuur in het Ministerie van Buitenlandsche Zaken. Hunne aanwezigheid in België kan zeer goed samentreffen met de afreis van zekere ambtenaren van het hoofdbestuur, die tijdelijk de openstaande posten in den vreemde zouden gaan bekleeden en, tot meerder voordeel voor den dienst, praktische kundigheden, in verre landen opgedaan, zouden medebrengen ».

Dit stelsel van ruiling van ambtenaren zou voor gevolg hebben, slechts tot bijzondere gevallen te beperken de zoo vaak aangevraagde en soms oprecht nuttige benoeming van handels-attaché's bij zekere diplomatische posten. In gewone omstandigheden zou dit nagenoeg dezelfde diensten bewijzen.

Wellicht zou dit insgelijks aan de hand doen het middel om nog meer dan vroeger vruchtbaar te maken de reeds door het publiek zoozeer gesmaakte, doch ongelukkig te weinig gekende en door onze kleinnijveraars en kooplieden buiten Brussel te weinig benuttigde gehoorren, in het Handelsmuseum gegeven door onze toegewijde ambtenaren van den buitenlandschen dienst. Het geregeld bezoeken van onze kleine plaatselijke nijverheidsbedrijven zou hen beter in staat stellen, dienst te bewijzen aan deze zoo verdienstelijke en waarlijk belangwekkende klasse onzer medeburgers. Eens met hen in betrekking, zouden zij ze natuurlijk naar het kantoor van raadpleging lokken en ze zodoende uitnoodigen om de verschillende afdelingen van het Handelsmuseum te bezoeken. Dit alles zou voordeel opleveren, zoo voor hen zelven als voor onze ambtenaren, die een deel van hun proeftijd en van het verblijf in België, tijdens de geregelde terugroepingen, zeer nuttig zouden gebruiken in de verschillende gedeelten van deze uitmuntende instelling.

De Middenafdeeling achtte dat het belangwekkend was, de volgende vraag aan de Regeering te stellen :

Vraag.

« Kan men eenige bijzonderheden bekomen over het getal verleende gehoorren en het getal bezoekers, in de jongste jaren ontvangen in het Handelsmuseum door onze diplomatische en consulaire ambtenaren? »

Antwoord.

« In 1911 hebben 27 ambtenaren van den buitenlandschen dienst in het officieel Bureau van handelsinlichtingen (Handelsmuseum van den Staat) 54 gehoorren gegeven voor 501 bezoekers, dus gemiddeld meer dan 9 bezoekers per zitting en meer dan 18 per ambtenaar.

» Het getal bezoekers was nagenoeg gelijk aan dit van de vroegere jaren. »

Men zou zich ook kunnen afvragen of onze jonge diplomaten en onze consuls, naar het geboorteland teruggekeerd, de tijdens hunne gehoorren in het Handelsmuseum genomen en mild medegedeelde inlichtingen niet op nuttige wijze kunnen aanvullen door een omstandig bezoek van onze plaatselijke of gewestelijke tentoonstellingen?

Na de « stands » te hebben onderzocht, zouden zij ook onze groote fabrieken bezoeken. Het schijnt dat zij zoodoende nog beter dan thans door vaak al te theoretische studiën zouden toegerust zijn om onze nijverheids- en handelsbelangen doelmatig te verdedigen in den vreemde. Dit denkbeeld werd goed in 't licht gesteld door den heer H. de Nimal in een artikel, onlangs verschenen in *l'Echo de l'Industrie*. Dit onderzoek, dat wij, met hem, de Regeering verzoeken aan te moedigen door het verleenen van langer verlof, zonder althouding van de jaarwedde, en wellicht ook door het toestaan van het vrij verkeer of een abonnement op onze spoorwegen, « zou onze uitnemende ambtenaren meer rechtstreeks, meer onmiddellijk in aanraking brengen met onze nijveraars. Zij zouden de goederen zien vervaardigen, inpakken en verzenden. Aldus zouden zij kennen al de artikelen welke wij voortbrengen, en aantekeningen nemen, die zij later, naar hun post teruggekeerd, zouden benuttigen. Anderdeels zouden zij onzen fabriekanten practischen raad kunnen verschaffen over de goederen die zij voortbrengen, over de verpakking, de vereischen bij de verzending en over de ernstige vraagstukken zoo van de handelsagenten als van het te verleenen krediet ⁽¹⁾ ».

« Wij zijn van oordeel, zegde de gevolmachtigde Minister L. Van Capellen op het Congres te Bergen, dat de opofferingen, welke de Regeering zich getroost om de jaarwedde van hare vertegenwoordigers in den vreemde in verhouding te brengen tot de eischen van het beroep, uiterst winstgevende uitgaven zouden zijn. »

Zóó hebben wij de vermeerdering goedgekeurd van de jaarwedde, sedert 1903 verleend aan onze ministers-residenten in het buitenland, en 't is met oprechte voldoening dat wij verleden jaar eene kredietverhoging toestonden tot merkelijke verbetering van den soms weinig benijdenswaardigen toestand van onze gezantschapsraadsheeren en gezantschapssecretarissen.

Wij dienen voorwaar den heer Minister geluk te wenschen, omdat hij aan onze jonge attaché's bij de gezantschappen eene zekere bezoldiging verleende vanaf hunne aanstelling.

Zijn die voordeelen echter toereikend om de bezwaren te verhelpen, welke zich heden voordoen bij het aanwerven van die ambtenaren? Er wordt reeds geklaagd over het wezenlijk te gering getal candidaten die zich aanbieden. Wat zal het zijn wanneer wij, om de zoo ernstige reden welke

(1) N^{os} van 22 October en 26 November 1911.

wij hooger opsomden, zullen hebben bekomen dat de proeftijd van onze toekomstige diplomaten worde verlengd en dat zij op bepaalde tijden terugkeeren om mede te werken aan de werkzaamheden van het hoofdbestuur? Zal men steeds een jongen ambtenaar bij de hand hebben, die bereid is om ze te vervangen in de verre landen? Het schijnt ontbetwistbaar dat het zal noodig zijn, er meer toe te laten. Maar zal men die vinden, indien men zulke magere wedden behoudt? Wij meenen dat men dient te vermijden, wellicht heel prijzenswaardige nieuwe krachten te ontmoedigen door eene al te groote karigheid. Immers, niemand zal aannemen dat men zonder bezwaar die loopbaan enkel mag openstellen voor de familiën die rijk genoeg zijn om te voorzien in de eerste behoeften der beginnelingen! Zou men aldus België er niet aan blootstellen, de medewerking te verliezen van sommige ijverige, verstandige en bereidwillige mannen?

Wij behooren niet tot hen die meenen dat de omgeving, het voorbeeld, de overlevering geen invloed uitoefenen op de mindere of meerdere degelijkheid der toekomstige diplomaten; wij begrijpen echter niet hoe die waarborgen zouden afhangen van het min of meer groot vermogen.

Wij zijn dus zoo vrij te hopen dat hier ook de Regeering vastberaden den reeds ingeslagen weg zal volgen; wil zij dat België in het buitenland vertegenwoordigd zij door bekwame ambtenaren, dan zal zij daartoe de middelen aanwenden en volgaarne zouden wij de noodig bevonden geldoffers toestaan.

Onze consulaten.

Gedurende de eerste jaren onzer onafhankelijkheid waren onze consuls weinig talrijk ⁽¹⁾ en hunne bezoldiging bestond enkel in het heffen van de rechten. Tot tweemaal toe hadden de commissarissen, belast met het verslag over de voorloopige kredieten in 1834, den wensch uitgedrukt dat het ambt van consul overal kosteloos zou waargenomen worden ⁽²⁾. Dat stelsel kon geen goede uitslagen opleveren. Reeds in 1837 zocht de Regeering naar een hulpmiddel; op de begrooting werd eene som van 60,000 frank uitgetrokken tot het bezoldigen « van de consulaire ambtenaren, bijzonder belast met het tot stand te brengen van handelsbetrekkingen, in 't belang van onze nationale nijverheid, met landen waar onze handelaars nog niet of slechts onvoldoende waren binnengedrongen ⁽³⁾ ». Deze hervorming bleef echter niet vrij van beknibbelingen; de Middenafdeeling verminderde het krediet op de helft en, reeds in 1840, wilde Engler dat vervangen door « twee of drie bekwame mannen die de bijzondere bevoegdheid en kennis

(1) Er waren er slechts 57 in 1834.

(2) Verslag aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers door den Minister van Buitenlandsche Zaken, vergadering van 21 Maart 1832. *Staatsblad* van 23 derzelfde maand.

(3) *Stukken der Kamers*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, 1836-1837, n^o 64, bl. 2.

bezaten van onze bijzonderste nijverheidstakken ». Burggraaf de Jonghe deed nagenoeg hetzelfde voorstel en een ander senator wilde het grootste gedeelte van de kredieten voor de consuls besteden aan een korps *handels-attache's* ⁽¹⁾, eene instelling nagenoeg dezelfde als die welke heden in verscheidene landen wordt beproefd en ook in België door menigeen werd aangevraagd.

Die kredieten bedroegen in 1840 nog maar 103,000 frank; honderd vijf en vijftig consuls en vice-consuls trokken er hun deel van en « door den drang der omstandigheden, die al de Staatsuitgaven deden beperken, werd, in 1849, het krediet voor den consulaire dienst verminderd tot 49,000 frank ⁽²⁾ »

Onze handelsconsuls waren heel zelden Belgen en onze enkele bezoldigde ambtenaren werden als consul aangesteld zonder dat dezer keus aan om 't even welken regel was onderworpen; daarenboven hadden ze geen vaste standplaats. Zij waren hoofdzakelijk rondreizende ambtenaren en hadden bijgevolg maar weinig invloed ⁽³⁾.

Zoo nederig was het gelegen met onze consulaire regeling, toen er in ons land eene ernstige beweging tot herinrichting outstond ten gevolge van de voorstellen reeds geschetst in de wet van 31 December 1851, doch nog niet uitgevoerd, en daarna duidelijker uiteengezet in 1872 en 1877 door den heer d'Hane-Steenhuysse ⁽⁴⁾ en door den Bond van Ingenieurs uit de bijzondere scholen der Hoogeschool van Leuven ⁽⁵⁾.

(1) Senaat, vergadering van 28 December 1843.

(2) JULES MEES, leeraar aan de Consulaire Handelschool, te Bergen, *L'Institution consulaire en Belgique depuis 1850*, bl. 13. Aan dit boek ontleenen wij die geschiedkundige bijzonderheden.

(3) « Ten onrechte, zegde de heer Corty, voorzitter der Kamer van Koophandel te Antwerpen, dachten sommigen dat de zending van Consul moest bestaan in het aanbrengen van zaken door zijn rondreizen. Zoo de fabrikanten en handelaars uit de mededingende landen, die ons omringen, zaken doen in het buitenland, dan zijn zij dit verschuldigd vooral aan hunne eigene vertegenwoordigers, hunne reizigers die in de consulaten hunner respectieve landen voor hun reizen het gemak vinden, dat zij noodig hebben om hun doel te bereiken. » Hoogere Raad van Nijverheid en Handel. *Verslag der Commissie*, bl. 14.

(4) *Compte rendu du Congrès des sciences géographiques, cosmographiques et commerciales*, Antwerpen, 1872, bl. 431 en een werk: *La Belgique et ses relations extérieures*. Antwerpen, 1875.

(5) De besluiten van dien Bond, overeenstemmende met de denkbeelden vooruitgezet door den heer d'Hane-Steenhuysse, luiden:

Aan de leden van het consulaire korps hetzelfde aanzien geven als aan het diplomatiek korps;

De consuls bezoldigen in verhouding tot de diensten welke zij kunnen bewijzen;

De diploma's van leerling-consul slechts verleen en na eene opleiding bij een consul, voorafgaande aan strenge examens, en een aanvullenden practischen proeftijd.

Benoeming van: a) plaatselijke, b) gewestelijke consulaire commissiën, met de volgende bevoegdheden: opmaken van de verslagen, opsturen van monsters, plans en bestekken, inrichting van bestendige tentoonstellingen in de bijzonderste handelscentrums. (E. VAN DER LAAT, *Moyens d'étendre les débouchés de l'industrie belge*. Annales de l'Union des Ingénieurs, 1877-1878, Brussel.)

De toen opgemaakte ontwerpen in Zwitserland, in Duitschland en in Frankrijk schijnen ook niet onbekend te zijn geweest aan de Middenafdeeling belast met het onderzoek der Begrooting van Buitenlandsche Zaken, wanneer zij in 1883 haar programma opmaakte tot aanwerving van het consulaire korps en den wensch uitte dat eene bijzondere commissie zou worden ingesteld om die zaak te bestudeeren.

De gedachte was rijp en leidde tot een grootsch hervormingsplan, waarvan de eerste lijnen werden afgebakend in 1893 door den Hoogen Raad van Nijverheid en Koophandel op verzoek van graaf de Mérode-Westerloo ⁽¹⁾; baron de Favereau legde er zich op toe, dit plan uit te voeren met eene toewijding waaraan wij allen hebben hulde gebracht, en de achtbare Minister, die thans het Ministerie van Buitenlandsche Zaken beheert met een algemeen gekende ijver en toewijding, schijnt geroepen te zijn om daarop de kroon te zetten naar de aanwijzingen van gezegden Raad in 1909 ⁽²⁾.

Wenschende nauwkeurig te weten hoever in die richting reeds vooruitgegaan werd, besliste de Middenafdeeling, aan de Regeering de volgende vragen te stellen :

Vraag.

« Welke zijn de bijzonderste vorderingen die werden gemaakt gedurende de jongste vijf en twintig jaar, wat betreft :

- » a) het getal onzer *consulaten* ?
- » b) de wijze van werving van hun personeel ?
- » c) de inlichtingen ingewonnen door die ambtenaren en het benuttigen hunner verslagen door onze landgenooten ? »

Antwoord.

« a) In 1887 bestond het Belgisch consulaire korps uit 24 bezoldigde

(1) De Commissie, in 1893 benoemd in den schoot van den Raad, was het eens over de volgende punten :

Noodzakelijke vermeerdering van het getal beroepsconsuls zooveel als 't nuttig is, en een minimum van vereischte kundigheden, vermeld in een omstandig programma.

Instelling van een diploma van hooger handelsonderwijs, dat bevoegdheid zou medebrengen voor het ambt van consul, en aflegging van een examen ten overstaan van een jury voor de candidaten, die bedoeld diploma niet hebben, doch bijzondere titels kunnen doen gelden.

Verplichting van een dubbeln proeftijd : eerst in het bestuur en bij de consuls, vóór elke benoeming, daarna in de kaders.

Verscherping van de handelsstudiën, namelijk in de atheneums, in de Hoogescholen en in het Hooger Handelsinstituut te Antwerpen.

De consuls worden zooveel mogelijk onder de Belgen gekozen. (JULES MEES, *reeds aangehaalt werk*, bl. 45 en 46.)

(2) Zie Hooge Raad van Nijverheid en Koophandel. *Moyens pratiques d'assurer la complète efficacité de la mission économique des agents du service extérieur*, Verslag der Commissie, 1909.

ambtenaren en 461 onbezoldigde; thans zijn er 72 bezoldigde tegen 610 onbezoldigde ambtenaren;

» *b)* Het bezoldigde consulaire korps werd vroeger aangeworven zonder bepaald stelsel: de Minister van Buitenlandsche Zaken behield zich het recht voor, den candidaat te verkiezen die hem scheen het best geschikt te zijn tot het vervullen van het te bekleeden ambt.

» Deze wijze van aanwerving gaf aanleiding tot allerlei bezwaren:

» 1^o De candidaten, gewoonlijk aangesteld op den leeftijd van 35 tot 40 jaar, werden niet opgeleid, zooals het behoort, met het oog op de dikwijls heel kiesche betrekkingen met de vreemde Regeeringen. Hunne bevoegdheid op handels- en nijverheidsgebied kon niet opwegen tegen hun gebrek aan ervaring op diplomatiek gebied;

» 2^o Daar er geen regelen waren bepaald betreffende de keuze welke diende te worden gedaan, kon de Minister geen enkel reden doen gelden om te weerstaan aan den invloed en aan de dikwijls zeer dringende aanbevelingen ten gunste van minder bekwame kandidaten;

» 3^o Al bezat de candidaat de hoedanigheden voldoende aan de bijzondere vereischten der te begeben betrekking (kennis der taal, der handelsgebruiken, enz., enz.), dan kon het gebeuren dat hij bitter weinig voorbereid was voor de zendingen welke de Regeering hem later, ten gevolge van de omstandigheden, zou kunnen opdragen;

» 4^o Het scheen weinig te strooken met onze wetgeving en onze gebruiken, zulke hooge en betrekkelijk zoo goed bezoldigde ambten te begeben zonder eenigen bijzonderen waarborg van bekwaamheid, van diploma, enz.

» Gevolg gevende aan het zeer levendig aandringen van het Parlement, alsmede van onze nijveraars en handelaars, en op voorstel van den Hoogen Raad van Nijverheid en Koophandel wiens advies werd ingewonnen, onderwierp de Regeering aan 's Konings goedkeuring de besluiten, die de consulaire hervorming van 1896 uitmaken.

» De nieuwe bepalingen schijnen te zijn geschikt om de hiervoren vermelde bezwaren te verhelpen:

» 1^o Slechts na een langen proeftijd onder de leiding van de hoofden der diplomatieke en consulaire zendingen, worden de vice-consuls aangewezen om op hunne beurt aan 't hoofd van een post te staan;

» 2^o De Regeering doet vrijelijk de benoemingen, doch hare keus is beperkt tot de candidaten, die zeer grondige examens met goed gevolg hebben afgelegd;

» 3^o Door het achtereenvolgend verblijf in de bijzonderste vreemde landen kunnen de ambtenaren zich gewennen aan de taal en de gebruiken van de verschillende handelscentrums en worden zij bekwaam om de posten, welke hun later kunnen toevertrouwd worden, met evenveel bevoegdheid te bekleeden;

» 4^o Dank zij de grondige studieprogramma's kunnen de jongelingen,

die de consulaire loopbaan inslaan, op gebied van kundigheden en diploma's opperbest de vergelijking uitstaan met hunne landgenooten die de overige bestuurlijke of vrije beroepen aandurven.

» c) De bezoldigde ambtenaren van den buitenlandschen dienst zijn gemachtigd om jaarlijks op rekening van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te brengen, tot beloop van 200 frank, de kosten van hun abonnement op *werken van economischen aard*, verschijnende in België of in het land waar zij verblijven.

» Het bestuur gelast zich anderzijds, hun op zijne kosten te doen geworden de Belgische Handels- en Nijverheidsjaarboeken, welke de uitgevers te zijner beschikking stelt om hun te worden opgestuurd.

» Het zendt hun ook ieder jaar, benevens de algemeene adresboeken, verscheidene lijsten, vooral besteed aan sommige nijverheids- en handels-takken.

» Het zendt ook aan talrijke ambtenaren van het diplomatiek en consulaire korps de studiën over bepaalde nijverheidstakken, door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid uitgegeven.

» Krachtens artikel 13 van het organiek besluit van 25 September 1896, worden de bezoldigde consulaire ambtenaren gemachtigd om, na zekeren tijd, naar België te komen, namelijk met het doel vast te stellen welke vorderingen werden gemaakt op handels- en nijverheidsgebied; het Ministerie van Buitenlandsche Zaken treedt op om die studiereizen te vergemakkelijken.

» De ambtenaren van den consulaire dienst, in België teruggeroepen of terugkomende om er hun verlof door te brengen, hebben tot last, zich op bepaalde dagen ter beschikking van de belanghebbende Belgen te houden op het Officieel Kantoor voor handelsinlichtingen.

» Onze consuls wonen daarenboven heel dikwijls de zittingen bij der beurs voor de metalen en de kolen, die 's Woendags te Brussel worden gehouden.

» De adressen, in België, van de ambtenaren met verlof, alsmede de dagen en uren van hunne gehoor op het Officieel Kantoor voor handelsinlichtingen, worden vermeld in het *Bulletin commercial*. »

De gesprekken, welke die ambtenaren, gedurende hunne geregelde overkomst in het land, met onze nijverheidslieden en handelaars hebben, zijn voor hen een uitstekend middel om bepaald ingelicht te zijn over den gang der zaken en over de vorderingen gemaakt door de verschillende takken van 's lands bedrijvigheid.

« Het Ministerie tracht zooveel ruchthaarheid mogelijk te geven aan de verslagen en mededeelingen van economischen aard, welke het ontvangt van zijne ambtenaren van den buitenlandschen dienst.

» De verslagen en mededeelingen, die kunnen openbaar gemaakt worden, verschijnen in het *Recueil consulaire* (jaarlijksche algemeene verslagen)

of in het *Bulletin commercial* (verslagen en mededeelingen van meer bijzonderen aard of die dringend zijn en onmiddellijk nut opleveren).

» Andere worden rechtstreeks medegedeeld aan de belanghebbenden of aan dezer vereenigingen wien ze meer bijzonder aangaan.

» Eindelijk, voor andere wordt in het *Bulletin commercial* aangekondigd dat zij ter inzage liggen in de bureelen van den officieelen dienst van handelsinlichtingen.

» De aankondigingen van groote werken, van aanbestedingen, enz., in het buitenland, worden ingelascht in het *Bulletin commercial* en in het *Belgisch Staatsblad*; berichten hieromtrent worden daarenboven gestuurd aan de bladen die ze willen opnemen.

» De prijs van het abonnement op het *Recueil consulaire* en op het *Bulletin commercial* is zeer gering en in 't bereik van iedereen. »

Vraag.

« Kan de Regeering ons zeggen waar zij denkt op te richten de nieuwe posten van consul en van vice-consul van beroep, voorzien bij hoofdstuk III, artikel 7, van het ontwerp van Begrooting? In welke mate denkt zij hunne jaarwedden te verhoogen? »

Antwoord.

« Onlangs werden nieuwe bezoldigde posten van consul opgericht te Bremen en te Tanger.

» Het Ministerie van Buitenlandsche Zaken bestudeert verder het oprichten van beroepsconsulaten te Montevideo, te Port-au-Prince en te Quito. Het verliest daarenboven niet uit het oog de raadgevingen, welke hieromtrent uitgaan van den Hoogeren Raad van Nijverheid en Koophandel.

» De vice-consuls, wier benoeming is voorzien, zijn bestemd hetzij om de ambtenaren met denzelfden graad, die tot consul worden bevorderd, te vervangen, hetzij om, volgens de behoeften van den dienst, te worden toegevoegd aan de meest overlaste beroepsconsulaten in het buitenland.

» De nieuwe jaarweddestandaard voor de ambtenaren van den consulaire dienst zal wellicht eerlang van kracht kunnen worden.

» De consulaire jaarwedden die, zooals men weet, van 6,000 tot 10,000 frank bedragen voor de vice-consuls van beroep, bestaan voor de ambtenaren met een hooger graad uit twee deelen: het eene is vast, onveranderlijk voor alle posten; het bedraagt 6,000 frank voor de consuls en 8,000 frank voor de consuls-generaal; het andere verandert volgens de standplaats dier ambtenaren.

» Tot het bepalen van het veranderlijk gedeelte worden de consulaten ingedeeld in vijf klassen met toekenning van 4,000 tot 14,000 frank voor de consuls en van 6,000 tot 16,000 frank voor de consuls-generaal.

» Daarenboven worden verhoogen van wedde toegestaan aan de

consuls-generaal wegens het getal jaren dienst. De tijd, doorgebracht in minder gezonde landen, wordt dubbel gerekend tot het bepalen van die verhoogingen.

» De consuls-generaal, die met een gezantschapstitel bekleed zijn, trekken, boven hunne jaarwedde, eene vergoeding van 3,000 tot 8,000 frank.

» Vergoedingen voor huisvesting worden daarenboven verleend aan sommige ambtenaren als bijdrage van het Ministerie in de kosten welke zij zich getroosten om eene huisvesting te bezitten in verhouding tot de belangrijkheid van hunnen post.

» Krachtens den nieuwen jaarweddenstandaard zal het veranderlijk gedeelte van de jaarwedden onzer ambtenaren worden verhoogd voor het meerendeel der posten.

» Anderzijds zullen hoogere vergoedingen voor huisvesting worden toegekend aan ambtenaren van sommige posten. »

Grootte vorderingen werden dus gemaakt; ook is de Middenafdeeling het eens om hare innige voldoening en haren dank aan de Regeering te betuigen.

Het oprichten van de nieuwe beroepsconsulaten is dringend noodig en zal met geestdrift onthaald worden door onze handelskringen. Mochten wij weldra vaststellen dat die kostelijke aanmoediging het uitgangspunt is van eene nieuwe krachtsinspanning en een nieuwen ondernemingsgeest bij onze handelaars en onze fabrikanten !

Om dezen weg verder op te gaan, schijnt het noodzakelijk dat zij nauwere betrekkingen aanknoopen met onze ambtenaren van den buitenlandschen dienst. 't Is immers noodig dat hunne werkwijzen, hunne bijzondere fabrikaten goed gekend zijn door hen die gelast zijn, hunne belangen in den vreemde te vertegenwoordigen. Zij behoeven dus af te zien van hunne vooroordeelen, de poorten hunner fabrieken wijd open te stellen voor onze ambtenaren, te trachten werkelijk bij te dragen tot de opleiding van hen van wien zij diensten verwachten met het oog op nieuwe vertierwegen.

« Het is onontbeerlijk, zegde verleden jaar in den Senaat de achthare verslaggever dezer Begroting, dat de opleiding der ambtenaren, belast met de verdediging en de bescherming van onze economische belangen, practischer en minder theoretisch zij. Te dien einde stelt men een nieuw examen voor. Maar zal men dien uitslag bereiken door een examen te meer ⁽¹⁾ » ?

Met den achtharen verslaggever meenen wij dat aan onze toekomstige consuls vooral ontbreken de practische kundigheden en de persoonlijk

(1) Verslag, in den Senaat uitgebracht in 1910 door den heer de Ramaix. *Stukken*, zittingsjaar 1909-1910, bl. 148.

verworven ondervinding. Wij zouden willen dat hun proeftijd in het Handelsbestuur langer zou duren en dat zij ons nijverheids- en handelsleven inniger zouden medeleven. Het ware ook uiterst noodig dat zij onze Belgische nijverheidstakken aandachtig vergelijken met die van de mededingers in het buitenland. Uit het antwoord van de Regeering op de tweede vraag der Middenafdeeling, die verleden jaar de Begroting van Buitenlandsche Zaken onderzocht, blijkt dat verscheidene vice-consuls, in den jongsten tijd benoemd, reeds vóór hunne aanstelling een proeftijd hadden uitgedaan in een handelshuis of in eene nijverheidsinrichting, terwijl anderen werkzaam waren geweest in een onbezoldigd consulaat in het buitenland of in een vreemd consulaat in België. Om te beantwoorden aan den wensch, uitgebracht door den Hoogen Raad van Nijverheid en Koophandel, en om de in dit verslag vermelde redenen dringt de Middenafdeeling sterk aan op het nemen van maatregelen ten einde den proeftijd in den handel algemeen te maken; hare vurigste wensch is dat die proeftijd verplichtend worde gemaakt voor al de ambtenaren van het bezoldigde consulaire korps.

Het is echter noodig niet alleen dat de eerste opleiding onzer ambtenaren van den buitenlandschen dienst niets te wenschen overlaat, maar ook dat zij later zich gestadig op de hoogte houden van de veelvuldige veranderingen voorkomende in onze nijverheid; zij moeten persoonlijk ingewijd zijn in elken vooruitgang op het gebied van handel en nijverheid.

Reeds deed de Regeering eene lofwaardige poging door de weerga van ons *Recueil consulaire* uit te geven met de medewerking onzer Kamers van Koophandel. Die uitgave « moet bevatten al de gegevens geschikt om onze consuls en ambtenaren in te lichten over den toestand onzer nijverheidstakken, alsmede de middelen waardoor hunne betrekkingen in het buitenland kunnen uitgebreid worden. ⁽¹⁾ ».

Doch, volgens de meest bevoegde mannen, is het ook noodig — wij herhalen het met genoegen — dat onze ambtenaren van den buitenlandschen dienst, inzonderheid onze consuls, gestadig in betrekking blijven met onze fabrikanten, dat zij hunne inrichtingen nu en dan bezoeken en er de ingevoerde verbeteringen met eigen oogen vaststellen.

Wordt door het reglement tot regeling van onze consulaten niet bepaald dat maatregelen zullen genomen worden ter bevordering van de reizen, door de bezoldigde consuls te doen in België, en wel na een tijdsverloop dat over 't algemeen niet vijf jaar zal te boven gaan? Waarom wordt niet een ruimer gebruik gemaakt van deze bevoegdheid om op gezette tijden terug te keeren? Soortgelijke oplossing ware onbetwistbaar voordelig voor de opleiding der ambtenaren van den buitenlandschen dienst, zegde de heer Capelle op het Congres te Bergen, en zij zou daarenboven het uiterst gelukkig gevolg hebben, aan de bureelen van het Ministerie te verschaffen de onafgebroken

(1) Kamer van Koophandel te Brussel, jaar 1911, Verslag, bl. 34.

medewerking van ambtenaren die bij ondervinding de verschillende buitenlandsche markten kennen en gezegde bureelen kunnen inlichten over talrijke zakelijke vraagstukken, welke de ambtenaren dier bureelen niet altijd langs alle zijden kunnen beoordeelen.

« Wanneer de ambtenaar, door een aldus geregelden proeftijd, nauwkeurige begrippen zal hebben omtrent den economischen toestand van het land, dat hij vertegenwoordigt, en van het land waar hij zijn ambt uitoefent, zal zijne taak merkelyk vergemakkelijkt zijn en terecht zal het vertrouwen van handelaars en nijveraars in zijne bevoegdheid aanzienlijk toegenomen zijn ⁽¹⁾. »

Het belangwekkend vraagstuk van de handelsattaché's, dat, reeds in 1903 op het Congres te Bergen te berde werd gebracht door den heer H. de Nimal ⁽²⁾, alsmede door den graaf Louis de Villegas de Saint-Pierre, en dat in den Hoogen Raad van Nijverheid en Koophandel met evenveel bevoegdheid werd behandeld door den heer Corty, voorzitter der Kamer van Koophandel te Antwerpen ⁽³⁾, zou misschien tijdelijk kunnen opgelost worden door de toepassing van dit zoo voordeelig stelsel der terugroepingen op geregelde tijdstippen. Althans werd dit op het Congres voor den wereldhandel reeds voorzien door den heer Capelle, toen hij zegde dat het dan minder noodig zou zijn, bij onze ambtenaren van den buitenlandschen dienst bestendige toegevoegden aan te stellen, en dat het misschien « voordeelig zijn zou, althans voor de weinig afgelegen landen, zich erbij te bepalen, hetzij in uitzonderlijke omstandigheden en tijdelijk vakmannen te sturen, wier bevoegdheid juist beantwoordt aan de huidige behoeften, hetzij den officieelen ambtenaar ten gepasten tijde naar zijn land terug te roepen om er zelf de noodige onderrichtingen en inlichtingen te komen halen ».

De rondreizen der consuls.

Onbetwistbaar is de studie van de nieuwe landen een groot gemak voor het totstandbrengen van vertierwegen. Wij moeten ons dus erop toeleggen, meer en meer handelszendingen in den vreemde in te richten, maar het is noodig die langzamerhand voor te bereiden, zoodat zij veelmeer ten doel hebben het nagaan van de op voorhand ingewonnen inlichtingen, dan het aanstippen van oppervlakkige denkbeelden ontsproten uit overhaaste vaststellingen. Onze ambtenaren moeten insgelijks op hunne hoede zijn tegen

⁽¹⁾ *Des moyens et agents d'expansion*, afdeeling VI, bladz. 409.

⁽²⁾ Zie ook het *Verslag over de Begroting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken* voor 1911, door den heer de Ghellinck d'Elseghem.

⁽³⁾ *Ibidem*.

⁽⁴⁾ Zie, naar aanleiding van deze bezwaren, verslag door den heer Ed. Schwenn, gewezen ondervoorzitter der Kamer van Koophandel te Antwerpen : *Moyens et agents d'expansion économique*, in 1903 voorgedragen op het Congres te Bergen, afdeeling V, bl. 620.

de vaste beoordeelingen, soms geleverd door officieele mannen die maar weinig bevoegd zijn of weinig geneigd ons in te lichten.

Vergeeten wij evenmin dat die reizen ook ten doel hebben, streken, welke reeds gedeeltelijk gekend zijn, beter te doorzoeken, toezicht te oefenen op de consulaire posten welke wij er bezitten, te zien of er geen nieuwe dienen tot stand gebracht te worden en bekwame kandidaten te zoeken om deze te bekleeden.

Die rondreizen stellen onze ambtenaren in staat, hunne opzoekingen in eene zelfde streek lang voort te zetten en op hare juiste waarde de pogingen te schatten, aangewend door hunne medewerkers, de beroeps-consuls.

De voordeelen der rondreizen, of beter der studiereizen met een handelsdoel, werden zeer goed aangeduid in een verslag op het Congres voor den wereldhandel te Bergen in 1905, uitgebracht door den heer J. Duckerts, consul-generaal van België te Smyrne ⁽¹⁾.

Hij insgelijks zou willen dat die ambtenaren meer rondreizen deden in ons eigen land. « De gewoonte der rondreizen in België, zegt hij, dient heringevoerd en uitgebreid; die reizen moeten herhaald worden na een zeker getal jaren en, bij voorkeur, tijdens het veranderen van post, onverminderd de verhoorzittingen in het Handelsmuseum, die talrijker moeten zijn.

» Het is onontbeerlijk dat de ambtenaren studiereizen doen in de landen waar zij verblijven, en die reizen moeten over gansch hunnen dienstkring strekken. Zij moeten in alle landen zonder onderscheid gedaan worden. »

In dezelfde studie verklaart de heer Duckerts zich bepaald tegen het toevoegen van handelsagenten aan de consulaten; wij achten het nochtans nuttig hier de tegenovergestelde meening aan te halen van andere vakmannen, met name den heer Jules Mees ⁽²⁾, die zou willen « dat de kredieten tijdelijk zouden besteed worden aan consulaire opsporingen en aan het instellen van een post van *handelsattaché*. » Hij verklaart overtuigd te wezen dat de grootste diensten zouden opgeleverd worden door het ijverig rondreizen van dergelijke ambtenaren, mits men hunne zending in dezen zin opvat : « dat zij echte officieele onderzoeksreizigers moeten zijn, dienende tot tusschenpersonen voor de vertierwegen in den vreemde en de nijveraars en handelaars van het moederland ».

Het vraagstuk schijnt ons echter niet rijp genoeg om er reeds nu uitspraak over te doen. Misschien zou er eene proef kunnen genomen worden? Het schijnt te betwijfelen dat de handelsattaché, wiens nut, in sommige bijzondere gevallen, degelijker schijnt in den zetel van onze gezantschappen, in staat zij, op onvermijdelijk tamelijk spoedige reizen, door

(1) Verslag onder hoofding : *Des explorations à effectuer par les agents du service consulaire.*

(2) De heer J. Mees, leeraar aan de Handels- en Consulaire School te Bergen. *La réorganisation consulaire devant le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce.*

eigen toedoen, zoowel met het oog op den bestendigen invloed op de handelsconsuls, als met het oog op de ernstige studie van een land, al de voordeelen op te leveren welke verschaft worden door handelsstudie-reizen door onze consuls in de streken waar deze reeds vroeger wonen. Ten hoogste zou men hun de onderzoekingsreizen in nieuwe landen kunnen toevertrouwen. Vergeten wij immers niet hetgeen bevestigd werd door den heer Schwenn, gewezen voorzitter der Kamer van Koophandel te Antwerpen, toen hij het stelsel der onderzoekingsreizen afkeurde, volgens hem reeds te spoedig afgelegd door onze consuls, om in een land een of ander handelsvraagstuk te bestudeeren; « er is maar één middel, zegde hij, namelijk : « zich er voorgoed te vestigen en langen tijd dagelijksche onderzoekingen » voort te zetten, zooveel mogelijk berustend op tegenspraak ⁽¹⁾ »

Vraag.

« Hebben de studiereizen, in de laatste jaren door onze consulaire ambtenaren afgelegd, vruchten afgeworpen met het oog op de uitbreiding van onze handelsbetrekkingen ?

» In welke landen werden die reizen hoofdzakelijk gedaan ? »

Antwoord.

« Onderstaande reizen tot handelsonderzoeking en consulaire toezicht werden gedurende de laatste vijf dienstjaren in het buitenland gedaan door onze ambtenaren van den buitenlandschen dienst.

» 1907. — Handelsonderzoekingen in Bohemen, in Abessinië, in de Fransche Koloniën van West-Afrika, in de Republieken Paraguay, Uruguay, van Midden-Amerika, in Canada en in Nederlandsch Indië.

» Toezichtsbezoek van de niet bezoldigde consulaire posten in Zuid-West Duitschland.

» 1908. — Handelsreizen in de Engelsche bezittingen van West-Afrika, in de Staten van het Zuiden en Zuid-Westen der Vereenigde Staten van Amerika, in de Vereenigde Staten van Venezuela, in de Staten van Zuid-Brazilië, in China, in Japan en in Engelsch Indië.

» Toezichtsbezoek van de consulaire posten gevestigd in Nederland.

» 1909. — Handelsonderzoekingen in Bulgarije, in Zuid- en Middel-Rusland, in de Duitsche, Engelsche en Portugeesche bezittingen van Oost-Afrika, in Canada, in de Staten van het centrum der Vereenigde Staten van Amerika (eerste gedeelte), in de Republieken Ecuador, Peru en Chili, in de Middelstaten van Brazilië, in Japan.

» 1910. — Handelsonderzoekingen in Canada, in de Middelstaten der

(1) SCHWENN, *ibidem*, blz. 620.

Vereenigde Staten van Amerika (tweede gedeelte), in de Republieken van Midden-Amerika en in Japan.

» 1911. — Handelonderzoekingen in Russisch Midden-Azië, in Oost-Caucasus, in de Republiek Liberia, in Portugeesch Guinea, in Engelsch Zuid-Afrika en in de Zuidelijke Staten der Vereenigde Staten van Amerika.

» De handelonderzoekingen, waarmede onze ambtenaren in den vreemde zijn belast, worden de belanghebbende Belgen aangekondigd in het *Bulletin commercial*; deze kunnen rechtstreeks in onderhandeling treden met den ambtenaar die de omreis onderneemt, om inlichtingen in den loop zijner reis in te winnen.

» De economische verslagen, door onze ambtenaren opgemaakt ten gevolge van hun reizen, worden in het *Recueil consulaire* opgenomen.

» Er zijn door Belgische firma's handelsbetrekkingen aangeknoopt ten gevolge van de inlichtingen ingewonnen door onze ambtenaren gedurende hunne rondreizen. »

De beurzen voor handelsreizen en handelsstudiën.

In een land als België met zijne dichte bevolking en drukke nijverheidsbedrijvigheid, waar groote uitvoerfirma's ongelukkig nog ontbreken, schijnt het dringend noodig, niet alleen om die leemte aan te vullen, maar ook om het stichten van dergelijke inrichtingen binnenkort voor te bereiden en mogelijk te maken, meer bijzondere scholen tot stand te brengen met dezer onontbeerlijke aanvulling : de reisbeurzen ⁽¹⁾.

Gezien de mededinging en de overvoortbrenging, die in België dag om dag toenemen, is het noodig onzen jongelingen te doen verstaan dat « er zich op toeleggen om hetgeen onze nijverheidsbedrijvigheid te veel opbrengt, in den vreemde aftrok te verschaffen, even nuttig en vereerend is als de voortbrenging zelve ⁽²⁾ ».

Het is voorwaar niet altijd gemakkelijk, de onmiddellijke voordeelen te beseffen, welke verbonden zijn aan het toekennen van reisbeurzen; in weerwil van de beknibbelingen welke die wijze van aanmoediging bij sommigen heeft kunnen uitlokken, is het nochtans noodig te doen opmerken dat het eene kostbare en noodzakelijke aanmoediging is voor de ontwikke-

(1) Zie het besluit, op 10 Maart 1908 genomen door de Kamer van Koophandel te Antwerpen, ten gevolge van het onderzoek gelijktijdig gedaan door vier harer afdelingen, naar de toeneming van België's invoerhandel. *Bulletijn* der Kamer van Koophandel, 31 Maart en 7 Augustus 1908.

(2) De heer P. BURE, consul-generaal van België te Yokohama. Verslag onder den titel : *Encouragement officiel à l'initiative privée en matière d'expansion économique*, in 1905 voorgedragen op het Congres van Bergen, afdeling VI, blz. 51.

ling van de handelsstudiën en « dat het altijd geschiedt ten bate van geleerde jongelingen, zonder fortuin, die verlangen eene bij uitstek nuttige zaak te dienen, 't is te zeggen uitbreiding van de handelsbetrekkingen van hun vaderland met den vreemde. Trouwens, de onrechtstreeksche voordeelen, welke men op 't eerste gezicht niet bespeurt, hebben de geldelijke opofferingen der Regeeringen ruimschoots vergoed : deze gewezen beursgenieters hebben machtig veel bijgedragen om de handelskringen van hun land van herkomst in te lichten over de wijze waarop uitvoer en invoer geschieden, over de gewoonten op dat gebied in verafgelegen landen, en dat is even gewichtig, doch minder gemakkelijk dan te weten welke producten zooal worden verhandeld. Zij hebben den ondernemingsgeest ontwikkeld op een gebied dat of misacht of verwaarloosd was. Eenmaal in hun land teruggekeerd, hebben velen er den uitvoer dienst bewezen ; dank zij hunne bijzondere kennis en hunne ervaring in den vreemde, hebben zij hunne landgenooten voordeel doen halen uit de betrekkingen, ginder door hen aangeknoopt, of ze zijn in besturen of maatschappijen getreden, waar zij veel diensten bewijzen. Anderen zijn in den vreemde gebleven en, al zijn zij er niet aan 't hoofd van door hen gestichte handelshuizen, ze zijn verbonden aan handelshuizen waar zij nieuwe betrekkingen met hun land verwekken ⁽¹⁾ ».

't Is dus noodig, op die wijze den privaten ondernemingsgeest te blijven aanmoedigen ; echter mogen dergelijke aanmoedigingen alleen geschonken worden aan geleerde en ijverige jongelingen, vol ondernemingsgeest. « Jong, om zich naar lichaam en geest te kunnen gewennen aan hun nieuwen werkkring en om den tijd vóór zich te hebben, zich eene plaats te veroveren in de handelswereld, wat meesttijds het loon van langdurige pogingen is ; geleerd, ten einde hun land op waardige wijze te vertegenwoordigen en op de hoogte te zijn van de internationale mededinging, want de groote uitvoerhandel is heden een echte wetenschap die uitgebreide kundigheden vergt, bekendheid met de talen en vooral met de menschen ; ijverig, ten einde uitslagen te kunnen bekomen ; vol ondernemingsgeest, ten einde nieuwe vertierwegen in 't leven te roepen ⁽²⁾. »

Men mag ook niet veroorloven dat beursgenieters zich voor eigen rekening in een vreemd land vestigen, alvorens daar in een handelshuis ten minste gedurende twee jaar eene betrekking te hebben bekleed. Onder zulke omstandigheden een handelshuis stichten ware eene onvermijdelijke mislukking te gemoet loopen, zooals de ondervinding overigens heeft geleerd. Om in eene vreemde stad te slagen, is het onontbeerlijk plaatselijke kennis te bezitten, welke geen enkele school ooit kan bezorgen ; daarenboven moet men zelf gekend zijn en weten, niet ten naaste bij, maar volkomen bepaald, welke producten men zal verkoopen, hoe, met wien, onder welke omstandigheden. Het ware overigens hoogst wenschelijk dat de beursgenieter, alvorens zich in

⁽¹⁾ *Ibidem*, blz. 59.

⁽²⁾ Zelfde bron, blz. 65.

overzeesche landen te vestigen, een handelsproeftijd uitdeed te Londen of te Hamburg, twee steden waar vooral groothandel met die verre streken wordt gedreven; aldus zou hij op de hoogte van de mededinging geraken en practisch leeren op welke wijze de uitvoerhuizen er het best slaagden.

« Het is noodig, zegde onlangs iemand die niet zonder ervaring sprak, van eerst af aan deze jongelingen eene degelijke beurs toe te staan zoodra zij uit de school komen, omdat geen enkel handelshuis hen zou aanvaarden tegen bezoldiging, wel wetende dat die stagiaires heengaan zoodra zij genoeg kennis hebben opgedaan om er in den vreemde voordeel te kunnen uittrekken.

» Zijn de fabrieken, voegde hij er aan toe, niet altijd bereid zich de kosten te getroosten om een reiziger naar den vreemde te zenden, zonder twijfel zullen zij er geen bezwaar tegen hebben, briefwisseling te voeren met een landgenoot dien zij kennen, die hun niets kost en met wien zij in volle zekerheid zaken kunnen drijven. » De heer Schwenn, gewezen ondervoorzitter van de Kamer van Koophandel te Antwerpen, schrijver van deze regels, twijfelt er niet aan of « de beursgenieters zullen, onder deze omstandigheden, gemakkelijker zaken maken dan het tot hiertoe de fabrieken deden, daar het aanbod thans door ten minste een half dozijn handen gaat en ieder er, naar goeddunken, zijne winst uithaalt. Op die wijze — besluit hij — zou België er kunnen toe komen, rechtstreeksche betrekkingen aan te knopen met de landen die zijne waren invoeren ⁽¹⁾ ».

Vraag.

« Hoeveel reis- en studiebeurzen voor de handelswetenschappen schenkt thans het Departement van Buitenlandsche Zaken?

» In welke landen hebben de houders dier beurzen zich neergezet?

» Hebben zij belangwekkende verslagen aan het hoofdbestuur doen geworden, en over welke onderwerpen?

» Bevorderden zij onzen uitvoerhandel? »

Antwoord.

« Vier en twintig licentiaten in handelswetenschappen genieten thans eene reisbeurs.

» Zij vestigden zich in de volgende landen :

4 in de Argentijnsche Republiek,
2 in Brazilië,

(1) M. ED. SCHWENN, gewezen ondervoorzitter van de Kamer van Koophandel te Antwerpen. Verslag : *Moyens et agents d'expansion économique*, uitgebracht op het Internationaal Congres voor den Wereldhandel, te Bergen in 1903, afdeeling VI, blz. 618.

1 in Chili,
1 in Columbia,
1 in de Vereenigde Staten,
2 in Canada,
1 in Rusland,
1 in Spanje,
2 in Marokko,
1 in Algerië,
2 in Egypte,
1 in Congo,
2 in China,
1 in Japan,
2 in Engelsch Indië.

» De jaarlijksche verslagen van hen die eene reisbeurs genieten, handelen meestal over quaestiën van den dag, en inzonderheid over het aankopen of verkoopen van handelsproducten waarbij België bijzonder belang heeft. Vaak worden uittreksels uit deze verslagen opgenomen in het *Bulletin commercial*.

» Met het oog op de uitbreiding van onzen uitvoerhandel, leveren de beurzen over 't algemeen bevredigende uitslagen op. Er dient overigens aangemerkt, dat de jongelingen, die eene reisbeurs genieten, vóór hun vertrek naar de landen, waar zij besloten hebben zich te vestigen, er toe komen aldaar één of verscheidene Belgische nijverheidsinrichtingen te vertegenwoordigen.

» Later, wanneer zij op practische wijze de behoeften en de voortbrengselen van het land, waar zij verblijven, hebben leeren kennen, en wanneer zij zich juister hebben vergewist over de Belgische producten die er met vrucht kunnen verhandeld worden, stellen zij zich in betrekking met de fabrikanten van die producten en breiden geleidelijk hunnen werkring uit. »

Onze Handel.

De statistiek omtrent den bijzonderen handel van België in 1911 geeft blijk van den prachtigen bloei van onzen in- en uitvoerhandel. Zij vermeldt, inderdaad, de aanzienlijke som van 7,764,036,000 frank, dus 326,514,000 frank meer dan in 1910.

Deze cijfers worden volgenderwijs verdeeld :

De invoer, die in 1910 26,645,382 ton bedroeg, hebbende eene waarde van 4,141,032,000 frank, bereikte in 1911 een totaal bedrag van 29,057,256 ton, met eene waarde van 4,335,446,000 frank, dus, voor 1911, eene gewichtstoename van 2,411,874 ton of 9.1 t. h. en eene waardeverhooging van 194,414,000 frank of 4.7 t. h.

Anderdeels, de uitvoer van Belgische of genationaliseerde producten, die 19,081,211 ton bedroeg in 1910, met eene waarde van 3 milliarden 296,490,000 frank, is in 1911 geklommen tot 19,762,842 ton, hebbende eene waarde van 3,428,590,000 frank. De cijfers voor 1911 bewijzen dus tegenover die van 1910 eene vermeerdering, in gewicht, van 681,631 ton op 3.6 t. h. en eene vermeerdering, in waarde, van 132,100,000 frank of 4 t. h.

Niet minder bevredigend zijn de inlichtingen betreffende de scheepvaart. 11,108 schepen, metende te zamen 15,907,638 ton, zijn de havens binnenge-loopen, en 11,122 schepen, metende te zamen 15,896,914 ton, uitgevaren. In vergelijking met 1910, is bij den invoer de vermeerdering 1.5 t. h. voor het getal schepen en 5.3 t. h. voor de tonnemaat, en, bij den uitvoer, 1.8 t. h. voor het getal schepen en 5.5 t. h. voor de tonnemaat.

Met het oog op het soort en den aard der koopwaren, is de verhouding van onzen internationalen ruilhandel, percentsgewijze vergeleken met de totale waarde van onzen in- en uitvoer, de volgende :

	Invoer.	Uitvoer.
Levende dieren	1.2 %	1.1 %
Dranken en eetwaren	24.3 %	12.5 %
Onbewerkte of halfbewerkte stoffen	53.6 %	46.7 %
Gefabriceerde producten	16.6 %	38.5 %
Gouden en zilveren munt	4.3 %	1.2 %

Deze cijfers leveren voorzeker het bewijs van eene aanzienlijke bedrijvigheid, doch waarom is onze voortbrenging niet meer winstgevend?

Verzuimen wij niet al te veel de dure en uitgelezen voortbrengselen, de weelde- en fantasieartikelen?

Besteden wij wellicht niet een al te groot gedeelte van onze nijverheidskracht aan het voortbrengen van onbewerkte en halfbewerkte producten?

Deze punten dienen de aandacht te vestigen van de Staatsmachten. Het is ontegensprekelijk dat, in stede van waren van gemiddeld geringe waarde per ton te vervaardigen, waren die vaak weinig winstgevend zijn, wij er baat zouden bij vinden (uitgenomen natuurlijk de voortbrengselen onzer mijnen en steengroeven welke het onzinnig zou zijn niet te ontginnen), vooral met het oog op den uitvoerhandel, onze bedrijvigheid te richten naar meer verfijnde beoefening van bijzondere nijverheidstakken. De zoo gewenschte en reeds werkelijke uitbreiding van ons nijverheids- en kunstonderwijs zal er ongetwijfeld toe bijdragen, aan onze producten dit fijne eigenaardige kenmerk te geven, dat hun meer en meer de voorkeur moet doen verkrijgen op de wereldmarkten.

In meer dan één nijverheids- en handelsmidden werd ook het gerucht verspreid, dat onze uitvoer niet zooveel vordering maakt als die van de

landen welke onze grootste concurrenten zijn ⁽¹⁾. Deze bewerking, moest zij gegrond zijn, zou op de toekomst van ons land zeer nadeelig werken.

Doch wij haasten ons, er aan toe te voegen dat zij wordt gelogenstraft door de jongste statistieken van het Departement van Buitenlandsche Zaken.

Inderdaad, de toeneming van den specialen uitvoerhandel was, gedurende het tijdperk 1905-1910 :

Voor Frankrijk, 23 % ;
 Voor Engeland, 30 % ;
 Voor Duitschland, 30 % ;
 Voor België, 45 %.

Deze cijfers zijn geruststellend ; doch moet men eruit besluiten dat de aangroei, waarop we wijzen, zal voortduren en dat onze nijverheidsmannen en kooplieden de armen over de borst mogen kruisen, trotsch op dien bijval ? Wijze mannen denken er anders over. Slaan wij overigens enkel een blik op de verbazende bedrijvigheid van onze naburen in al wat met hunne economische uitbreiding in verband staat, en wij zullen licht de overtuiging opdoen, dat wij op dit terrein slechts zullen stand houden door middel van de heldhaftigste pogingen en van eene onafgebroken waakzaamheid.

Wij zullen naar de verovering van de verafgelegen markten worden gedreven niet door het lokaas van rijkdommen, waarop eenigen belust zijn, en wel met het eenig doel ervan te genieten ; wij zullen in het gemakkelijker en meer winstgevend afzetten van onze producten het middel vinden om onze nijverheidsmannen en kooplieden een eerlijk bestaan te verzekeren, om den arbeid onzer werklieden ruimer te vergoeden, ook om het bestaan van den middenstand krachtiger te bewerken ; kortom, ons doel zal zijn, al de Belgen meer voorspoed te verschaffen, meer vastheid, meer betrouwen in de toekomst.

Zekere staathuishoudkundigen hebben er hun spijt over uitgedrukt, dat slechts een zeer gering gedeelte van onze producten door onze statistieken wordt vermeld als rechtstreeks verzonden naar de verre landen en dat, bijgevolg, het grootste deel van onzen uitvoer wordt aangeworven door onze naaste bureu : de Franschen, de Engelschen, de Duitschers en de Hollan-

(1) Ziehier, bij tienjarige tijdvakken, den aangroei van onzen bijzonderen uitvoerhandel :

1840	139,628,781 frank.
1850	210,032,528 —
1860	470,258,317 —
1870	690,139,308 —
1880	1,216,741,436 —
1890	1,437,023,833 —
1900	1,922,884,181 —
1910	3,296,490,000 —

ders ⁽¹⁾. Naar aanleiding daarvan stippen zij tevens aan, dat, op het gebied van nijverheid, die naburen ons vaak eene geduchte mededinging aandoen en dat er weinig baat is te vinden bij verkoop aan mededingers. Veel waarheid ligt er voorzeker in deze bevestigingen, evenals in de statistieken waarop zij steunen, en wij verlangen allen eene ruimere uitbreiding van onzen handel naar de nieuwe landen; doch, vooral in deze zoo bijzondere, en kiesche zaken dient men niet te overdrijven en de statistieken slechts met groote omzichtigheid in te roepen.

Om slechts enkele voorbeelden aan te halen, wij allen weten dat de koopwaren, die wij naar Londen of andere havens van Groot-Britannië verzenden, niet steeds voor de Engelschen alleen zijn bestemd; zeer dikwijls nemen ze den weg naar Engeland om van daar goedkoop de Engelsche koloniën te bereiken. Aldus zou de uitvoer van onze producten naar Canada zeer weinig winst afwerpen, zoo zij in die streken niet aankwamen onder Engelsche vlag.

Niet zonder nut ook is het aan te merken, dat de Belgische koopwaren, die wij in zulke groote hoeveelheid naar Hamburg verzenden, niet voor Duitschland zijn bestemd, maar meest alle voor overzeesche landen, dank zij de machtige inrichting van de Duitsche huizen voor uitvoerhandel en de ernstige waarborgen van betaling die zij onze landgenooten aanbieden.

Wij verkoopen dus veel meer in de verre landen dan de statistieken aanduiden; doch het gebeurt dikwijls, dat onze koopwaren aldaar slechts aankomen door bemiddeling van vreemde tusschenpersonen. Wanneer het er voor onze industrieelen om te doen is, aan hooge invoerrechten te ontsnappen, begrijpt men licht dat zij er geen bezwaar in vinden hunne waren te laten dekken door de vlag van een naburig land. De mededinging is heden ten dage zoo groot! Zij zijn er van overtuigd, dat het beter is onder eenen geleenden naam dan in het geheel niet te verkoopen.

Doch hoe komt het, dat, zonder die bijzondere redenen te kunnen inroepen, zooveel industrieelen zich wenden tot *vreemde* commissionarissen-verzenders? Volgt daaruit niet, dat de handelswinst van ons land tot een minimum wordt beperkt?

Over deze quaestie werd meer dan eene belangwekkende studie gemaakt.

(1) De landen, die dienen bijzonder te worden vermeld en voor welke het *Bulletin* omstandige opgaven behelst, staan in de volgende verhouding tot de totale waarde van den in- en uitvoer:

	Invoer.	Uitvoer.
Belgisch Congo.	1.7 %	0.7 %
Duitsch tolverbond	13.8 %	27.3 %
Frankrijk.	16.9 %	20.0 %
Engeland.	10.0 %	13.8 %
Nederland	6.7 %	9.6 %
Vereenigde Staten van Amerika	7.5 %	3.5 %

Wij denken die te kunnen samenvatten in de bevestiging, dat alleen de *onzekerheid betaald te worden* onze landgenooten tot deze handelwijze aanzet. Onze nijverheidsmannen handelen niet graag met de overzeesche landen, zegde ons onlangs nog een uitstekend leeraar van het vrij onderwijs, omdat de betaling al te onzeker is; dat is de reden van die bedingen waaraan zij zooveel houden: « krediet na inkasseering » ⁽¹⁾ of andere soortgelijke; zij durven geen krediet geven en nochtans is het noodzakelijk. Zoo wij in den vreemde bankhuizen bezaten die voor de solvabiliteit van den afnemer instaan, voor hem borg blijven, dan zou de Belgische industrieel gerust zijn; doch hoe ver is hij er nog af, dezen waarborg te bezitten!

Onze landgenooten geven geen krediet bij den uitvoer, zegde hier zeer terecht, op 11 Juli jongstleden, onze achtbare collega, de heer Wauwermans.

« Zij moeten zich behelpen met vreemde handelshuizen; zij moeten hun dus het geheim hunner clientele leveren, vreemde huizen dienen hen in te lichten over de solvabiliteit van hen die zich aanbieden om handel te drijven en, ten slotte, moeten zij door bemiddeling van vreemde commissio-narissen handelen, uit hoofde van de bezwaren om rechtstreeks hun geld te innen. »

En wat verder voegde de spreker erbij: « Is dat de hoofdrede niet waarom wij een groot getal onzer producten onder vreemde benamingen verkoopen? »

Wij hebben voorzeker reeds eenige afzonderlijke instellingen geopend, wij bezitten Belgo-Argentijnsche banken ⁽²⁾, wij kunnen ook een beroep doen op de Sino-Belgische bank; dat zijn zeer lofwaardige pogingen op den weg van vooruitgang, maar hoezeer worden wij op dien weg niet vooruit-gestreefd door werkzame en schrandere mededingers? »

De Conferentie voor Belgische belangen in het buitenland stelde de oprichting voor van eene groote internationale bank, gesticht met het doel overzeesche banken in te richten. Deze gedachte werd ook verdedigd op het Congres van Bergen, namelijk door de heeren Schwenn ⁽³⁾ en L. Hubert ⁽⁴⁾.

Zou de Regeering deze ontwerpen niet kunnen steunen of ten minste haren invloed doen gelden om die te verwezenlijken?

Zooals de heer Wauwermans het nog zegde, ware het onontbeerlijk onze consuls te gelasten dat zij ons steeds meer nauwkeurig zouden inlichten

(1) Zie ook LOUIS DAUBRESSE, *Modes de remboursement en usage dans le commerce d'exportation*, bl. 25 en 29. Bibliothèque encyclopédique des sciences commerciales.

(2) Zie *La République Argentine et ses relations avec la Belgique*; monographie, in 1910 uitgegeven ter gelegenheid van de honderdste verjaring der Argentijnsche onafhankelijkheid, door de Belgo-Argentijnsche Kamer van Koophandel.

(3) Verslag getiteld: *Moyens et agents d'expansion économique*, deel VI, blz. 618.

(4) Verslag: *Moyens et agents d'expansion économique*, deel VI, blz. 643.

omtrent de voorwaarden en de werking van het krediet in het buitenland.

« De ware verovering van een land, voegde hij er bij, geschiedt slechts door de bank. Deze alleen dringt in het land door. Dat hebben de Duitschers begrepen. Het is de Duitse bank, door de Regeering aangemoedigd en gesteund, die aan dit aanvankelijk arm land, zonder kapitalen, den voorspoed verzekerde dien het thans geniet ⁽¹⁾. De verovering door de bank, de uitbreiding naar het buitenland en de ontwikkeling in het binnenland werden door onze oosterburen verwezenlijkt met merkwaardigen moed en sture volharding »; laten wij hun voorbeeld volgen. Laten wij in het buitenland banken oprichten, en, door deze gerugsteund, zullen onze voortbren-
gers zich weldra vereenigen voor den uitvoer hunner producten, onze handelsreizigers zullen de overzeesche landen bezoeken en langzamerhand zullen onze agenten, onze beursmannen ⁽²⁾ stouter worden en handelskantoren in verre streken oprichten.

« De klasse der verzenders naar het buitenland, die in Engeland, te Hamburg en elders zeer talrijk is, ontbreekt in België », schreef, op 7 October 1863 reeds, de heer Derote, onze consul-generaal te Buenos-Ayres. Die toestand bleef onveranderd. Stelde niet de heer Stroobant-Boogaert op 13 November laatsleden, ter zitting van het Middencomiteit der Kamer van Koophandel te Brussel, het jammerlijk niet aandurven vast van onze kleine en middelbare nijverheid die vaak geen belang stelt in onzen handel in het buitenland? « Zij zijn overtalrijk, zegde hij, de nijveraars die zich niet genoeg bezighouden met den uitvoer hunner producten, alhoewel zij artikelen vervaardigen die allicht in het buitenland konden worden omgezet.

» De redenen van die onthouding, welke zoo schadelijk is voor onze gemeenschappelijke belangen, zijn talrijk en van verschillenden aard, maar de bijzonderste is stellig het onzeker karakter der zaken in het buitenland zonder te spreken van de groote kosten, die er uit voortvloeien, en de ongunstige voorwaarden waarin de Belgische uitzender verkeert tegenover zijne naburige mededingers ⁽³⁾. »

Het voorbeeld van groepeerings van nijveraars met het oog op den uitvoer is in het buitenland niet onbekend. Wij zullen niet alleen de krin-

(1) Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 11 Juli 1911.

(2) « Kunnen, wegens het weinig belang van den rechtstreekschen handel van een land, zijne banken niet onmiddellijk bijhuizen hebben in het buitenland, zoodra er in eene vreemde plaats een zeker getal beursmannen zijn..., dan zouden de banken van het land hunne bankverrichtingen kunnen uitvoeren tegen meer redelijken interest dan dien hun over 't algemeen toegestaan door de vreemde kredietinrichtingen. » Uittreksel uit het verslag : *Moyens et agents d'expansion économique*, uitgebracht op het Congres van Bergen door den heer Schwenn, oud-ondervoorzitter van de Belgische Kamer van Koophandel te Antwerpen.

(3) Kamer van Koophandel te Brussel, 26^e jaar, n^o 47, blz. 628.

gen voor koloniale studiën aanhalen, die zoowat overal bestaan; het initiatief onzer Zuiderburen verdient eene bijzondere melding : dit van de *Société internationale de science sociale* die, evenals hetgeen sedert lang in Duitschland gebeurt, ten doel heeft, volgens een bepaald, stelselmatig en wetenschappelijk plan bij te dragen tot de oprichting (in de groote landen, die Fransche producten verbruiken) van *groepeerings van handelsuitbreiding*, die tevens verkoopkantoren, inlichtingsbureelen, stalenmusea zijn. Deze groepeerings hebben voor zending, door al de geschikte middelen de toenadering te vergemakkelijken tusschen den vreemden verbruiker en den Franschen voortbrenger ⁽¹⁾.

Ware het niet zeer wenschelijk dat eenige groote uit- en invoerhuizen van Antwerpen zouden besluiten, in het buitenland filialen te stichten zooals de huizen van Hamburg, Londen en Parijs doen ⁽²⁾? Ware het overigens niet noodzakelijk dat dit voorbeeld gevolgd worde in onze bijzonderste handelscentrums en in de uitmuntende havens die wij op de kust bezitten? Waarom maken wij zulk zuinig gebruik van de prachtige uitrusting die terecht al de handelsnatiën van de wereld ons zouden kunnen benijden?

Zouden onze commissiehuizen, in stede van zich bijna uitsluitend bezig te houden met den invoer van vreemde producten, zooals de heer Le Viennois, consul-generaal te Manilla, het op het Congres van Bergen deed opmerken, geen nuttig werk verrichten door zich toe te leggen op den uitvoer van Belgische artikelen? Zouden zij niet op voordelige wijze zijn raad volgen door zich *bijzonder toe te leggen* op dit zoo ernstig vraagstuk van den *inkoop voor het buitenland*?

Men dient echter te erkennen, voegt deze schrijver erbij, dat de meeste commissiehuizen te Londen en Hamburg, verre van aan de oprichting van Duitsche en Engelsche huizen in den vreemde te zijn voorafgegaan, er het gevolg van waren, daar zij in het begin geene andere reden van bestaan hadden (alvorens er sprake was van invoer van koloniale producten) dan in de meest voordelige voorwaarden inkoop te doen voor het buitenland en de bezwaren uit den weg te ruimen, welke uit de betaling van die goederen zou kunnen voortspruiten.

Door bemiddeling van deze thans zoo nuttige huizen, die slechts ontstonden wanneer de handelshuizen in het buitenland eene zekere uitbreiding hadden gekregen, kon men, van den beginne af, in uitmuntende voorwaarden werken zonder overdreven kosten op de koopwaar te doen drukken, door het feit zelf van *verstandhouding tusschen de twee huizen* die er feitelijk maar één uitmaken. Naarmate de zaken van een dezer firma's in het buitenland eene gunstige belangrijkheid bekwamen, werd zij er toe

(1) *Une initiative française. Les groupes d'expansion commerciale*. Verslag uitgebracht door den heer E. Dubois, bestuurder van het Hooger Handelsinstituut te Antwerpen, op het Congres voor den wereldhandel te Bergen, afdeling VI, blz. 257.

(2) Baron DE GROOTE, Verslag : *Création de comptoirs commerciaux en pays étrangers*, uitgebracht in 1905 op het Congres van Bergen.

gebracht haren werkkring uit te breiden, maar altijd in eene bepaalde streek die zij grondig heeft leeren kennen, zooals China of zelfs geheel het Verre-Oosten, door aldaar kantoren in de bijzonderste handelscentrums te openen. Daarbij kwam zich de invoer van vreemde producten voegen, zoodat het huis van Hamburg of Londen meer en meer belangrijk werd en, om zoo te zeggen, een hoofdkantoor.

Ziedaar, besluit de heer Le Viennois, hoe deze zoo machtige instellingen ontstonden, die de kracht onzer mededingers in het buitenland uitmaken en die wij slechts in België na een soortgelijk overgangstijdperk kunnen bekomen. Zooals wij, is hij echter van meening dat, van nu af aan, te Antwerpen de stichting noodzakelijk is van eene handelsbank die, tegen overhandiging van de cognossementen, de wissels op vreemde huizen zou disconteeren, en hij voegt erbij : « De oprichting van een grooter getal *Belgische huizen in het buitenland* is eene noodzakelijkheid geworden voor onze handelsuitbreiding en onder de omstandigheden, waarin zij zouden kunnen geroepen zijn om groote diensten aan onze nijverheid te bewijzen, noem ik, onder meer, de openbare aanbestedingen die vaak te kort op voorhand aangekondigd worden om aan de vreemde firma's, welke geen vertegenwoordiger ter plaatse hebben, toe te laten er aan deel te nemen. »

Enkele lofwaardige pogingen werden in het werk gesteld, met het oog op den gemeenschappelijken uitvoer van huuze producten, door een groep landgenooten; zóó op het gebied der kleinnijverheid, de zoo merklijke deelneming aan de tentoonstellingen van Luik, Milaan en Amsterdam van het Syndicaat der kunstambachten en, op dit van den landbouw, de steeds stijgende uitvoer van onze groenten door den Bond der tuinbouwers, aangesloten bij den « Boerenbond » van Leuven.

Maar, zooals de heer H. Lambrechts, afdeelingshoofd bij het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, het terecht doet opmerken, de oprichting van bestendige kantoren voor verkoop en inningen is bijna onmogelijk voor de kleinnijverheid, zoo zij bij den aanvang niet zedelijk en geldelijk gesteund wordt door de Staatsmachten... De syndicaten van bescherming tegen oneerlijke mededinging in het binnen- en buitenland moeten op eene goede wetgeving en degelijke internationale verdragen kunnen rekenen voor de bescherming van handelsmerken, brevetten voor vervaardiging en, zelfs in sommige gevallen, op eene meer werkdadige medewerking der plaatselijke machten. Voorbeeld : de stempel van herkomst, op de uitvoerhoter door de Deensche gemeentebesturen gezet. Wanneer die syndicaten voor de vreemde rechtbanken de zoo moeilijke rechtsyorderingen zullen moeten instellen voor oneerlijke mededinging, dan zal de werkdadige bescherming van onze consulaire en diplomatieke agenten onontbeerlijk zijn ⁽¹⁾.

(1) *La petite industrie*, Verslag uitgebracht op het Congres van Bergen door den heer Lambrechts, afdeelingshoofd bij het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, afdeeling VI, blz. 623.

« Het vraagstuk van de oprichting van Belgische kantoren in overzeesche landen is daarbij, volgens onze meening, nauw verbonden aan dit van de uitbreiding onzer handelsvloot, zegde in 1903, op het Congres van Bergen, baron de Groote, buitengewoon afgezant en gevolmachtigd minister te Athene; het zijn de handelshuizen die de ruiling regelen, voor de bevrachting zorgen en er over beschikken. Opdat onze schepen met winst werken, moeten zij agentschappen, dat wil zeggen betrekkingen hebben in de bijzonderste havens van de wereld. Het zijn echter juist handelsinrichtingen die de rol vervullen van scheepmakelaars in geheel Azië en die, bijgevolg, de meest ernstige medewerkers zijn van de scheepvaartmaatschappijen ⁽¹⁾.

De koopvaardijvloot, die zoozeer door onze koningen werd aangemoedigd, begint gelukkiglijk vele overtuigde voorstanders bij ons te vinden. Meer en meer geven wij ons rekening, en niet zonder spijt, van de verliezen die wij ondergaan door afhankelijk te zijn van onze burens bij het afzetten van onze producten. In het belang van onze nog te weinig in het buitenland bekende nijverheid, dienen wij alles in het werk te stellen « om door eigen macht meer en meer werkdadige rechtstreeksche betrekkingen aan te knopen met de groote handelscentrums van de wereld ⁽²⁾. Deze betrekkingen zijn ons onontbeerlijk om aan onze handelszaken dit karakter van bestendigheid te geven, dat zij nooit zullen hebben zoolang wij door bemiddeling van vreemde firma's zullen handelen : deze zullen natuurlijk zich slechts tot onze nijverheid wenden voor artikelen die zij in hun land niet kunnen vinden of waarbij zij op een gegeven oogenblik voordeel hebben ze in België op te doen ⁽³⁾ ».

Het oogenblik schijnt daarbij gekomen om ons de winsten toe te eigenen die wij te lang reeds aan vreemde bemiddelaars afstaan. In het bezit van de beste havens der wereld « dienen wij daarvan partij te trekken en, terwijl wij onze koopwaren zelf onder onze nationale vlag vervoeren ⁽⁴⁾, moeten wij eenen krachtigen stoot geven aan onze nijverheid en onzen handel, die bewerkers van den voortdurenden voorspoed van het land ⁽⁵⁾ ».

En wat zou er nog al niet te zeggen vallen over onze uitrusting ter zee!

(1) Baron DE GROOTE, buitengewone afgezant en gevolmachtigd minister van België te Athene. Verslag : *Création de comptoirs commerciaux en pays étrangers*, uitgebracht op het Congres voor den wereldhandel te Bergen, en een verslag op 18 November 1902 verschenen in de *Recueil consulaire*, deel CXX.

(2) Zie LOUIS DAUBRESSE, *Transports maritimes et connaissances*, blz. 37 en 39. Men zal er merkwaardige inlichtingen vinden over den steun dien nationale scheepvaartlijnen aan den handel van een land kunnen verstrekken.

(3) De heer LE VIENNOIS, consul van België te Manilla. Verslag : *De l'initiative privée en matière d'expansion économique. Création d'une marine marchande nationale*, uitgebracht op het Congres van Bergen, afdeeling VI, blz. 15.

(4) Behalve, zooals wij hooger zegden, voor de koopwaren waarbij wij belang hebben dat zij onder vreemde vlag ingevoerd worden om aan de tolrechten te ontsnappen.

(5) LE VIENNOIS, ibidem.

Wie onzer heeft daarover geene kritiek hooren uitbrengen? Wordt het lager personeel niet vaak in zedelijk opzicht verwaarloosd? Diende men met dit doel niet spoedig ernstige instellingen van aanmoediging en opbeuring in 't leven te roepen?

« Ofschoon de handelsopleiding in België deze laatste jaren groote vorderingen heeft gemaakt en de practische studie der moderne talen meer algemeen geworden is, schijnt het toch niet, zegde op het Congres van Bergen een onzer knapste diplomaten, dat het getal jongelingen, die zich in het buitenland voor handelsredenen gaan vestigen, merkelyk gestegen is ⁽¹⁾. »

Hetzelfde werd vastgesteld het vorig jaar in de Kamer der Volksvertegenwoordigers door onzen zoo gewetensvollen Minister van Buitenlandsche Zaken ⁽²⁾.

En nochtans « is een welbestudeerde reis, met uitgelezen stalen tot staving, vaak veel beter dan betrekkingen van verschillende jaren met commissiefirma's ⁽³⁾ ». »

« Zoolang wij den klant niet aan zijn huis zullen gaan vinden, zegde te Bergen de heer Schwenn, gewezen ondervoorzitter van de Belgische Kamer van Koophandel te Antwerpen, en wij ons daartoe de noodige opofferingen niet zullen getroosten, zoolang zullen wij slechts onrechtstreeks deelnemen aan den wereldhandel; onze koopwaren zullen, alvorens hunne bestemming te bereiken, door drie of vier handen gaan. Wat beteekent dat wij incognito werken en dat de tusschenpersonen, die onze afnemers zijn, ons geheel uit den zadel kunnen lichten, zoodra zij er belang bij vinden ⁽⁴⁾ »

« Zoolang wij in den vreemde slechts Duitschers, Engelschen of Amerikanen zullen hebben, die zich beter dan wij weten uit den slag te trekken, om onze handelshuizen te vertegenwoordigen en onze producten aan den man te brengen, spreekt het vanzelf dat wij onverbiddelyk zullen geklopt worden. Gij zult licht begrijpen dat deze mannen niet bezielde zijn met eene overmatige vaderlandlievende verkleefdheid aan onze zaken en gij moogt het voor zeker houden dat zij steeds, met al hunne kracht, onze waren zullen trachten te vervangen door de hunne. » Deze woorden, die zoozeer toepasselyk zijn op België, werden op 10 April 1905 door den heer Fussenot, consulaire agent van Frankrijk te Los Angeles (Californië), gericht tot den voor-

(1) Baron DE GROOTE, buitengewoon afgezant en gevolmachtigd minister van België te Athene. Verslag : *Création de comptoirs commerciaux en pays étrangers. Projet d'une association pour encourager l'établissement, à l'étranger, de jeunes gens se destinant au commerce.*

(2) Vergadering van 11 Juli 1911. *Handelingen der Kamer*, blz. 1787.

(3) DE BAUW, beheerder van handelsvennootschappen met zetel in den Onafhankelijken Congostaat. Verslag uitgebracht in 1905 op het Congres van Bergen.

(4) SCHWENN, Verslag : *Moyens et agents d'expansion économique.*

zitter van het Handelcongres, ingericht door het dagblad *Le Matin*, te Parijs ⁽¹⁾.

« Sedert een tiental jaren echter, doet de uitstekende bestuurder van de Hoogere Consulaire en Handelsschool te Bergen ⁽²⁾ aanmerken, werden pogingen gedaan om onze handel dit spoor te doen verlaten, waarin het onvermijdelijk zou blijven steken. Onder deze pogingen dient vermeld de inrichting van het hooger consulaire en handelsonderwijs... Wanneer de handelswetenschappen met kracht zullen worden doorgezet door de leeraars en goed onthaald door de jonge Belgen, die het steeds vooruitstrevend programma van deze studiën gevolgd hebben, volgen of nog zullen volgen, dan zal een groote stap zijn gedaan; het gevaar, dat onze nijverheid met verlamming schijnt te slaan, zal beter worden begrepen, en wij zullen des te beter uitgerust zijn tot den strijd en ten slotte overwinnen.

» Wij zullen dien gelukkigen uitslag ongetwijfeld bekomen, zoo onze nijveraars en handelaars, in plaats van al te vaak vreemde klerken of vrijwilligers te verkiezen (toekomstige mededingers, door hen gevoed en opgeleid), het aanbod aanvaardden van jonge Belgen die uit onze hoogere handelsgestichten komen.

» Wat zou overigens sommige firma's kunnen beletten zich te verstaan om *groepen tot bevordering van den Belgischen handel* te vormen met vertegenwoordigers uit onze scholen? De lasten voor eenieder zouden minder hoog zijn en de toestand hunner bedienden zou er door verbeterd worden. »

Onze Kamers van Koophandel in den vreemde gesticht, onze consulaire ambtenaren en onze bonden van oud-studenten zouden ook kunnen bijdragen tot het plaatsen van onze licenciaten.

Wij mogen niet uit het oog verliezen dat de landen, die overal ter wereld onze hevigste mededingers zijn, voortdurend het aantal hunner handelsreizigers uitbreiden.

In Duitschland zijn de groote exporthuizen allerbeste beroepscholen; men mag zeggen dat hunne kantoren ware kweekscholen zijn van toekomstige overzeesche agenten. Dezelfde voordeelen bestaan in Engeland in de zoo belangrijke huizen van Londen en Manchester; «de jongelingen, die men als bedienden aanneemt, worden gedurende enkele jaren in 't oog gehouden en zijn zeker op voorhand dat, na bewijzen gegeven te hebben van bekwaamheid en vakkennis, hun eene schoone toekomst in den vreemde te wachten staat » ⁽³⁾. Het *Exportverein* van Oostenrijk zendt elk jaar naar alle landen van de wereld talrijke jongelingen, in handelszaken onderlegd. De Hongaarsche Naamlooze Vennootschap bewijst aan haar land dezelfde diensten. In Nederland zorgen door den Staat ondersteunde maatschappijen

(1) Uit het werk van den heer Van Caeneghem : *Le commerçant du XX^e siècle*, blz. 134.

(2) Kanunnik Van Caeneghem, *ibid.*, blz. 92.

(3) J. Dubois, Wenschen en verslag : *Des mesures à prendre par les pouvoirs publics pour encourager l'établissement à l'étranger de commerçants et d'industriels belges*.

van handelsmannen, zooals *Het Buitenland*, voor de opleiding en de uitwijking der toekomstige handelsreizigers; dezelfde uitslagen werden bekomen in Frankrijk door de *Société d'encouragement pour le commerce d'exportation*, gesticht onder bescherming van de Kamer van Koophandel te Parijs. Wanneer zullen wij in ons land zulke instellingen bezitten? Met den uitstekenden bestuurder van de Handels- en Consulaire School van Bergen, komt het ons voor dat « dit vraagstuk de belangstelling verdient der Belgische patroons. De gelukkige oplossing daarvan zou de voltooiing zijn van het zoo wijselijk ondernomen en zoo mild ondersteund werk van de stichting der hoogere handelsscholen. Het zou een vaderlandlievend en maatschappelijk werk zijn; het zou voor onze jongelingen den weg van de wereld openen en hun eervolle bedieningen en nieuwe bronnen van inkomsten verschaffen; het zou den naam van België over de wereld beter doen stralen; onze zoo dichte, zoo gezonde, zoo krachtige bevolking zou er een gelukkigen uitweg in vinden en onze moedige nijverheid een schild voor den beslissenden strijd dien zij noodzakelijk met de toekomst moet aanbinden ⁽²⁾.

Er zijn in onze handelsinrichting nog leemten, die aan sommigen van ondergeschikten aard zouden kunnen voorkomen, doch waar men overal dient op te wijzen en welke men dringend moet verhelpen.

Waarom verkeeren wij tegenover onze mededingers in een ondergeschikten toestand, met het oog op het reclame maken in het buitenland? Men is het niet alleen eens dat de reclame gebrekkig is, maar zij bestaat bijna niet. Waarom verkoopen wij, zelfs zonder bijzondere reden, onze producten onder vreemde namen, waarom zoeken wij de bemiddeling van vreemde exporthuizen ⁽³⁾? Is dat het middel om onze producten te doen kennen en waardeeren ⁽⁴⁾? Zullen wij eens voor goed van die slechte gewoonte afzien ⁽⁵⁾? Zoo wij geene banken hebben, laat ons dan krediet-

(1) MATHUS, algemeen toezichter van de nijverheid. Verslag : *De la création de maisons belges d'exportation*, voorgedragen op het Congres van Bergen door kanunnik Van Caeneghem.

(2) VAN CAENEGBEN, *Les commerçants du XX^e siècle*, bladz. 138, en zijn verslag *Du rôle des licenciés en sciences commerciales et consulaires dans notre expansion économique mondiale*, boek V, bladz. 219 tot 222. Zie ook de verslagen op hetzelfde Congres van de heeren DE BRAY, *Du rôle de l'initiative privée en matière d'expansion*; DELAY, *Rôle de l'initiative privée dans l'expansion économique des peuples*; ADLER, *Du rôle de l'initiative privée en matière d'expansion économique*.

(3) De heer Davignon, onze Minister van Buitenlandsche Zaken, erkende immers ter Kamerzitting van 11 Juli 1911 dat vaak onze diplomaten en consuls, uit den vreemde terugkeerend en ondervraagd over de uitbreiding van de Belgische nijverheid in hun gebied, hem geantwoord hebben: « Wij zien steeds onze meest belangrijke firma's Belgische producten verkoopen door bemiddeling van vreemde huizen ».

(4) Waar wij er in gelukken door bemiddeling van vreemde kantoren, zijn wij steeds blootgesteld, zegde nog de baron de Groote op het Congres van Bergen, het merk van onze koopwaren te zien afnemen of, wat nog erger is, vervangen door gelijkaardige artikelen van andere herkomst.

(5) Zie LOUIS DAUBRESSE, *Les ventes commerciales*, blz. 30.

instellingen in den vreemde oprichten. Zoo wij geen schepen hebben, laat ons scheepvaartlijnen maken.

Waarom wenden de overzéésche huizen zich bij voorkeur tot commissie-huizen van Londen of Hamburg, wanneer zij aankopen in België willen doen?

Gaf een invoerder van Hong-Kong op de vraag die wij daareven stelden niet dit kenschetsende antwoord: « Wanneer ik een bestelling te doen heb van duizend kassen vensterglas, dan zend ik deze liever aan mijn commissienaris te Londen dan aan den heer X..., fabrikant in België, die om een of andere reden de bestelling niet kan aannemen, mij niet tijdig genoeg daarvan verwittigt en de zaak doet schipbreuk lijden. Mijn commissienaris, integendeel, aangelokt door het commissieloon, zal alles in 't werk stellen en den meest gunstigen prijs vinden op 't oogenblik mijner bestelling; hij zal de verzending nagaan en eene voordeelige bevrachting trachten te vinden ⁽¹⁾. »

Het gemis aan bereidwilligen spoed, dien sommigen onzer nijveraars en handelaars aan den dag leggen wanneer zij klanten moeten voldoen, is vaak voor ons een oorzaak van jammerlijke minderwaardigheid.

Een zeer bevoegd man wees ons onlangs op het feit, dat een zeer belangrijke bestelling aan een nijveraar van een onzer provinciesteden was geweigerd geworden, omdat het gevraagde product eenige verbeteringen eischte in zijne werktuigen. « Mijn vader, antwoordde die fabrikant, was steeds tevreden met een inkomen van 30,000 tot 40,000 frank; de grootere winst, die gij mij belooft, lokt mij niet aan; ik ben tevreden met het inkomen dat mijne familie tot hiertoe genoot. » Wij willen graag gelooven, voor de nijverheidstoekomst van het land, dat zulke voorbeelden van onverschilligheid zeldzaam zijn, maar ongelukkiglijk zou men zonder moeite talrijke gevallen van zorgeloosheid en soms ook van gebrek aan vlugheid aanhalen, aan onze landgenooten verweten.

Een dezer gevallen komt omtrent op het volgende neer: Een uithéemsche fabrikant koopt in België als proef sommige garensoorten; het was den Belgischen vertegenwoordiger in den vreemde gelukt, deze bestelling ten gunste van zijn huis te bekomen; vooreerst werden de goederen te laat afgezonden; ten einde het ongunstig gevolg dezer nalatigheid te verzachten, verzendt hij per sneltrein in plaats van per gewonen dienst; dit duidt men hem ten goede; bij het uitpakken bevindt men dat de fabrikant de klossen niet goed had verzorgd, in zooverre dat de door hem opgestuurde niet bruikbaar op de getouwen van den kooper of wellicht gebroken waren. Deze gaf natuurlijk den agent te verstaan dat hij voortaan zijn diensten zou derven.

Voorbeeld van gebrek aan inschikkelijkheid: Een agent dringt aan om

(1) LOUIS DAUBRESSE, *Les ventes commerciales*, blz. 30. (Bibliothèque encyclopédique de sciences commerciales.)

strengen op zekere wijze naar den smaak van den kooper te bekomen; men antwoordt hem: « De Duitschers zijn er wel mée tevreden... » Men zal begrijpen hoe zeer dergelijke reden in den smaak valt van den klant uit Australië of Amerika; de klant betaalt om eene waar naar zijn smaak te hebben; kan hij dit niet bekomen bij gebrek aan inschikkelijkheid vanwege den leveraar, dan mag men er zeker van zijn, dat een naburig land eerlang zijne bestellingen verwerft.

Voorbeeld van zorgeloosheid: Voor het Oosten vraagt men dat de pakketten of balen niet een zeker gewicht, bijvoorbeeld 35 kilogram, te boven gaan; elke drager krijgt eene baal; twee balen zijn de last van een ezel; de waar moet door bergachtige streken worden gebracht. Ondanks al de klachten der Oostersche klanten blijven sommige onzer Belgen niettemin halsstarrig balen van 50 kilogram verzenden; het gevolg hiervan is, dat men te Smyrna de balen op de kaai moest losmaken om de goederen te verpakken in kleinere balen. Kan de klant voldaan wezen over verzendingen welke zooveel meer werk vergen?

Een ander niet minder kenschetsend voorbeeld van het nadeel dat voor onzen uitvoerhandel voortspruit uit de handelwijze van sommige onzer fabrikanten: Een agent of commissionaris, in het Oosten gevestigd, bestelt ijzer in België; de bestellingen der verschillende klanten voegt hij te zamen en hij verzoekt de Belgische ijzerfabriek, de gansche bestelling in eene massa te vereenigen, mits men de verschillende loten, volgens eene door hem opgegeven lijst, met bepaalde kleuren merkt, om, bij de aankomst der waren, gemakkelijk de loten van elkander te scheiden; hij ontvangt de bestelling, met name de ijzeren staven welker uiteinden met verschillende kleuren zijn gemerkt, doch niets beantwoordt aan zijne opgaven. Daar men in de fabriek niet beschikte over de door den agent geëischte kleuren, had men, op goed valle het uit, de uiteinden der staven in roode, groene of zwarte kleur gedoopt; voor het uitzicht was de uitslag dezelfde, en waarover had men zich dan te beklagen ⁽¹⁾?

De Deutsche handelaar gaat heel anders te werk; « overal waar hij eenige kans ziet, handel te kunnen drijven, daar verschijnt hij, zijn bestellingsboek in de hand; hij kent vele talen, is dienstvaardig en kent de plaatselijke voorkeur. Zijne prijslijsten zijn opgesteld in het Spaansch voor Madrid, in het Italiaansch voor Genua, in het Engelsch voor Londen en de koloniën, in het Nederlandsch voor Amsterdam, in het Zweedsch voor Stockholm; iedereen verstaat zijne gewichten, maten en prijzen; hij zal het niet wagen, de schoonheden van het muntstelsel van Hamburg of van Bremen te doen smaken aan de Chineezzen of aan de Zuid-Amerikanen. Enkele jaren geleden schreef de *Times* dat in beide Indiën de eierdopjes

(1) Deze voorbeelden danken wij aan de kostbare medewerking van een verkleefden leeraar in het vrij onderwijs.

Made in England geheel verdrongen zijn door die *Made in Germany*, en wel om de eenvoudige reden, dat de Duitschers bemerkt hebben dat de Indiaansche hennen kleiner eieren leggen dan de Europeesche hennen; zij hebben daarom hunne artikelen naar die grootte vervaardigd. Onze Oosterburen hebben ook den Hindoeschen kalender grondig bestudeerd: zij kennen de godsdienstige feesten, wanneer magen en vrienden elkander geschenken zenden; bij het naderen dezer dagen, zijn de Duitse warenhuizen, in Indië, opgepropt met artikelen en behangen met aantlokkende gelegenheidsreclames » (1).

De Engelschen, daarentegen, prat op hun zoo lang onbetwiste meerderheid, missen, op dit gebied, de werkkraft der Duitschers; zóó lieten zij zich in Zuid-Amerika verdringen, wat betreft den handel in naalden, omdat zij de hare, die overigens voortreffelijk zijn, bij voortduur in zwartpapieren hulzen wikkelden, ofschoon de koopers eene het oog streelende verpakking verlangden; de Duitschers maakten rozige kokertjes en zij doen thans de meeste zaken. Wat de schoenen betreft, bleven de Engelschen, die de meesters waren over de markt van een zeker land, — bij voorbeeld, de Philippijnen — de koopers schoenen opdringen, gesneden naar Europeesch model; fabrikanten uit een ander land, opmerkende dat de vorm der voeten ginder eenigszins verschilt van de onze, maakten hunne schoenen naar dien vorm en kregen de bestellingen.

Zooals het, overigens, blijkt uit een der voorgaande voorbeelden, is de verpakking insgelijks van zeer veel belang. Het schijnt dat de Belgische uitvoerder nooit genoeg zal overtuigd zijn dat het noodig is, zich in dit opzicht, zooals in menig andere, naar den smaak en naar het goedvinden van zijne klanten te schikken. Hoe dikwijls hebben wij het gehoord uit den mond van bevoegde mannen, dat meest al de klachten, die ons uit den vreemde toekomen, niet de waarde van onze voortbrengselen geldt, maar wel de verpakking en ook de wijze van bestelling (2)?

De consul-generaal van België in West-Afrika vestigt inzonderheid op deze quaestie de aandacht van onze landgenooten in een belangwekkend verslag, op 20 Juni II. uit Johannesburg naar Brussel gezonden. Sprekende over den uitvoer van onze landbouwvoortbrengselen naar de groote verbruikscentrums, inzonderheid naar de Londensche markten, vestigde graaf E. de Briey insgelijks reeds de aandacht van onze tuiniërs op het belang dat de verpakking kan opleveren met het oog op den verkoop der groenten en op de noodzakelijkheid voor hen, daarover den smaak van de koopers te leeren kennen en in te willigen (3). « Men dient zich wel

(1) Kanunnik VAN CAENEGEM, *Les commercants du XX^e siècle*, blz. 158.

(2) Wat ook dikwijls onzen uitvoer verhindert, is het beding, door talrijke Belgische fabrieken gesteld, dat de betaling moet geschieden op het oogenblik dat de waren worden ingescheept.

(3) Graaf R. DE BRIEY, advocaat bij het Hof van Beroep te Brussel. Verslag: *L'exportation des produits agricoles belges vers les grands centres de consommation. Difficultés qu'elle rencontre*, voorgedragen op het Congres te Bergen in 1903, afdeeling VI, blz. 629.

rekening te geven van de wijze van verpakking, door elk land verlangd; wat zeg ik, door elke provincie, door elk kanton, door elke stad of elk dorp, zoo sprak in dezelve vergadering de heer Ed. Schwenn, gewezen ondervoorzitter van de Kamer van Koophandel te Antwerpen. Hoe menigmaal deed men de ondervinding niet op, dat een district, waar men sommige waren onder eene bepaalde verpakking kocht, ze zou geweigerd hebben, indien men tegen denzelfden prijs eene betere koopwaar, doch onder eene andere verpakking dan men gewoon was, zou hebben aangeboden ⁽¹⁾? »

Onze uitwijkelingen.

Het *Bulletin trimestriel de statistique* leert ons dat het aantal Belgen, die jaarlijks ons land verlaten om in den vreemde fortuin te gaan zoeken, sinds tien jaren meer dan verdubbeld is. In 1900 weken langs de haven van Antwerpen 2,215 onzer landgenooten uit; in 1910 bedroeg hun getal 5,580 ⁽²⁾. Vooral in deze laatste jaren nam hun aantal snel toe; van 2,907 in 1908, steeg het in 1909 tot 3,628 om, zooals wij zegden, in 1910 het cijfer van 5,580 te bereiken.

Gelukkig komt deze drukke uitwijking overeen met de immer toenemende beschermingsinstellingen, ten bate van onze uitwijkelingen gesticht. Ware het, ten einde de tusschenkomst dezer verschillende instellingen te vergemakkelijken, bijvoorbeeld die van het Sint-Raphaëlsgenootschap ⁽³⁾, van de kantoren opgericht door de provinciale besturen en van de comiteiten die ten doel hebben onze landgenooten in te lichten over de omstandigheden van hunne nederzetting in onze Kolonie, niet wenschelijk dat de uitwijkingdienst aan al deze instellingen volledige inlichtingen verschafte over de plaats van herkomst, dit is, over de gemeente, het kantoor of, ten minste, het arrondissement bewoond door de Belgen, die hun vaderland verlaten, en over de streek waarheen zij zich begeven.

Het is, inderdaad, noodzakelijk dat onze beschermingscomiteiten zoodra mogelijk kennis krijgen van de uitwijkingbeweging welke zich soms onverhoeds voordoet of door toedoen van weinige nauwziende aanwervingsagenten in eene of andere streek des lands.

Zoo konden de Comiteiten, welke tot taak hebben onze arbeiders niet tot landverhuizing aan te wakkeren, maar wel voor te lichten en te waarschuwen tegen het gevaar eener overhaastige beslissing, meer waakzaamheid aan den dag leggen in de hun aangewezen nieuwe centrum van uitwijking. Op die wijze kunnen zij onze landgenooten menige ontgoocheling

(1) Verslag : *Moyens et agents d'expansion économique*, afdeeling VI, bl. 620.

(2) Deze toeneming wordt insgelijks vastgesteld, wat betreft het getal vreemde uitwijkelingen die de haven van Antwerpen verlaten : 38,548 in 1900 ; 75,917 in 1910.

(3) In België opgericht, naar het voorbeeld van het Duitse *Raphaël Verein*, door den zoozeer betreurden en onderscheiden socioloog graaf Waldbott von Bassenheim.

en menig leedwezen sparen. Zou het niet passen, ten einde aan dezen nog tijd en geld te doen uitwinnen, de borgstelling van de uitwijkingsagenten te verhoogen en, langs wettelijken weg, een waarborg te eischen van de onder-agenten ⁽¹⁾?

Bij hun vertrek uit Antwerpen zou men ook strenger kunnen zijn, wat betreft het geneeskundig onderzoek en het onderzoek naar hunne middelen van bestaan. Op dit punt worden de vereischten der vreemde landen steeds grooter. Na zooveel ontberingen en opofferingen valt het dezen ongelukkigen zeer hard, geen toegang te krijgen op een grondgebied dat vaak voor hen het voorwerp van zoo schoone droomen was!

In een belangwekkend verslag, ingediend op het Congres te Bergen voor den wereldhandel, vestigt de heer Segaert, advocaat bij het Hof van Beroep te Brussel, ook de aandacht van de Regeering op het nut dat het zou opleveren, vooral in de havens van aankomst, bij te dragen tot het oprichten van vereenigingen onder Belgen. Deze vereenigingen zouden een dubbel doel beoogen : het neerzetten van onze landgenooten in de streek vergemakkelijken en door middel van de in het binnenland reeds verspreide Belgen een inlichtingsdienst tot stand te brengen, bestemd om het doordringen van onze handels- en nijverheidsvoortbrengselen te bevorderen ⁽²⁾.

Het schijnt ook dat men, om aan de uitwijkelingen in hun tweede vaderland het meeste welzijn en de meeste wenschelijke waarborgen te bezorgen, zoowel in zedelijk als in stoffelijk opzicht, ze dient te vereenigen, overal waar het doenlijk is. Zoo vernamen wij onlangs van den heer Leplae, algemeen bestuurder van den Landbouw in het Ministerie van Koloniën, dat zoodra er in Katanga eene groep hoeven ontstaat, aldaar eene kerk wordt gebouwd; men zendt er een pastoor, een geneesheer naartoe; kortom, men tracht er zooveel mogelijk aan onze landgenooten dezelfde levenswijze te verschaffen als in hun geboorteland.

Wij weten dat het Sint-Raphaëlsgenootschap, dank zij de menigvuldige betrekkingen welke het onderhoudt met talrijke en verkleefde berichtgevers, er zich sinds eenigen tijd op toelegt, diezelfde voordeelen te bezorgen aan onze landgenooten die verlangen zich in Amerika te vestigen. Zoo handelend, hebben onze beschermingscomiteiten niet alleen deze verdienste dat zij op afdoende wijze ijveren voor het welzijn der Belgische familiën, in den vreemde gevestigd, zij smaken ook de rechtmatige voldoening, in eene ruime mate mede te helpen tot België's uitbreiding in overzeesche landen. Afgezonderd, worden onze landgenooten al spoedig opgeslorpt in de massa der bevol-

⁽¹⁾ Verslag op het Congres te Bergen aangeboden door den heer advocaat Bommersen : *Des encouragemens officiels à l'initiative privée en ce qui concerne les moyens et les agents d'expansion*, afdeeling VI, blz. 208 tot 218.

⁽²⁾ H. SEGART. Verslag : *Protection en matière d'émigration*, afdeeling VI, blz. 208 tot 218.

king; hun invloed ten bate van het moederland gaat verloren; vereenigd, bewaren zij veel gemakkelijker den Belgischen aard, de Belgische ziel; het gelukt hun beter, de hoedanigheden, die hen onderscheiden, te doen waardeeren door de vreemdelingen. Dit is zoo waar, dat men reeds van verschillende zijden hen tracht te betrekken in de goede en ernstige ondernemingen; als ambachtslieden en kolonisten worden zij naar waarde geschat. Tot staving van deze bewering, kunnen onlangs gebeurde feiten worden aangehaald; doch dat zou ons te verre leiden. Het kon wellicht nog nuttig zijn, aan te dringen op eene tweede weldaad, welke voor ons kan voortspruiten uit de vereeniging van Belgen in den vreemde. Het is onbetwistbaar dat, wanneer deze aaneengesloten uitwijkelingen eenigszins belangrijk worden, er zich handelaars uit onze streken zullen gaan vestigen. Dank zij de lofbare neiging welke onze landgenooten gevoelen om elkander te helpen, zullen deze kleine winkeliers ernstige kansen hebben om hun handel te doen bloeien; wellicht vinden zij de gelegenheid, op voordeelige wijze zekere van onze voortbrengselen bekend te maken aan de overige bewoners der streek. De weldaden, welke wij aan onze uitwijkelingen verschaffen, hun door vereeniging de voordeelen van een verkleind vaderland verzekeren, worden ons ruimschoots vergoed door de nieuwe uitbreiding die zij onbewust aan onzen handel en aan onze nijverheid bezorgen.

De tijdelijke uitwijkelingen.

Het schijnt niet overdreven, wanneer men zegt, dat ieder jaar ongeveer 60,000 van onze landgenooten, arbeiders, maaiers, steenbakkers, sjouwers, vooral in Frankrijk en sedert eenige jaren ook in Duitschland en in Rusland, hoewel in minder getal, een toeslag gaan zoeken voor de inkomsten hunner familie.

Onbekendheid met de taal hunner werkgevers is dikwijls voor hen zoo niet eene oorzaak, ten minste eene betreurenswaardige aanleiding tot geschillen. De te hunnen voordeele in beide Vlaanderen en in Henegouw opgerichte Beschermingscomiteiten komen hun op zeer edelmoedige en zeer afdoende wijze in deze moeilijkheden ter hulp; doch het is onontbeerlijk dat zij ter plaatse een verdediger hebben, een man, bevoegd om hunne bezwaren te aanhooren en hun goeden raad te geven. Deze man behoort ook het noodige gezag te bezitten om hun recht te doen wedervaren, wanneer de gegrondheid hunner klachten is gebleken. Onze landgenooten zijn dus dikwijls verplicht de diensten onzer consuls in te roepen. Voorzeker hebben zij over 't algemeen niet te klagen over hunne bereidwilligheid; doch indien deze ambtenaren de taal van onze landgenooten beter kenden, zouden zij soms in staat zijn nog meer waardeerbare diensten te bewijzen. Daarom is het wenschelijk, dat er in elke kanselarij ten minste één beambte ware die op voldoende wijze onze landstalen kent.

Wij weten voorzeker met welke moeilijkheden dergelijke hervorming gepaard gaat, indien zij overal en in een kort tijdsbestek moet worden ingevoerd; wij weten, inderdaad, dat onze handelsconsuls niet altijd in staat zijn om onmiddellijk te kunnen beantwoorden aan dit zoo rechtmatig verlangen. In afwachting dat in dezen zin ernstige vorderingen worden gemaakt, zouden wij er misschien bij winnen, onder onze arbeiders het gebruik der tweetalige contracten te verspreiden. De tekst van het contract, door het Beschermingscomiteit van Oost-Vlaanderen onlangs aanbevolen aan de werklieden arbeidende in de steenbakkerijen rond Brussel, schijnt als model te kunnen dienen.

Onze tijdelijk naar Frankrijk uitgeweken werklieden verwachten ook van de diplomatieke tusschenkomst onzer Regeering de herstelling van twee ernstige grieven: Vooral in de steenbakkerijen lijden zij onder de drukking van zekere opzichters die hen verplichten, in hunne kantienen te drinken soms meer dan zij kunnen verdragen, en tegen zeer hoogen prijs het noodige voedsel voor hun onderhoud te koopen. Het blijkt dat de wetten op het betalen der dagloonen op deze werven beter kunnen nageleefd worden.

Uit de artikelen 2 en 11 der Fransche wet van 5 April 1910 op de pensioenen voor arbeiders en landlieden blijkt ook, dat de Belgen, die in Frankrijk arbeiden, gehouden zijn dezelfde stortingen te doen als de Fransche werklieden en dat zij recht hebben op het door hunne persoonlijke stortingen verworven pensioen; doch zij trekken geen voordeel uit de pensioenverhoogingen wegens de bijdragen van de werkgevers, noch uit de tegemoetkomingen van den Staat.

Om onzen werklieden dezen toeslag op het pensioen te bezorgen, behoort het, dat wij aan de Fransche werklieden gelijkaardige voordeelen verzekeren. Nu, het is stellig dat wij in den toestand van onze sociale wetgeving in staat zijn, op dit punt met Frankrijk een wederkeerig verdrag te sluiten.

Inderdaad, de bij onze Lijfrentekas aangesloten Fransche werklieden verwerven, zoowel als de Belgen in Frankrijk, eene rente gelijkstaande met het bedrag hunner stortingen; doch de toekenning van 65 frank (artikel 9 der wet van 1900) wordt hun niet verleend en tot nu toe werden zij niet toegelaten tot de Staatspremiën (art. 3).

De Middenafdeeling drukt den wensch uit, op dit punt onze onderhandelingen tot eene spoedige overeenkomst te zien geraken.

Wanneer wij onze landgenooten trachten te beschermen in het land van ballingschap, dan doen wij al wat mogelijk is om de bezwaren van den bestaanden toestand te verhelpen, wij doen eerst het allernoodzakelijkste; dat moet ons niet beletten, onze tijdelijke uitwijkelingen eene betere toekomst toe te wenschen en voor te bereiden.

De bezorgdheid, welke zij moeten hebben om hunne zedelijke en lichamelijke gezondheid, de toekomst hunner familie nopen hen, zeer dikwijls, dit soms zoo hard en zoo pijnlijk zwervend leven te verkiezen boven een

menschelijker en waardiger bestaan aan den huiselijken haard. Merken wij overigens aan, dat zij dit ellendig bestaan zelden goedschiks verkiezen; op verre na de meesten onder hen zouden, indien zij het konden zonder te groote schade, afzien van deze uitwijking op gezette tijden.

Is het, overigens, te ontkennen dat de krachtige uitbreiding van verscheidene plaatselijke bedrijven en het vermenigvuldigen van de kleine teelt — hetgeen wij familiebedrijven zouden kunnen noemen⁽¹⁾ —, hun niet evenveel inkomsten en zeker meer welstand zouden bezorgen in ons eigen land?

Dit vraagpunt verdient op ernstige wijze te worden onderzocht. Om slechts eenige voorbeelden aan te halen, laat ons zien, wat de bewerking van kunstvoorwerpen uit hout heeft opgebracht in de Ardennen, tot welke verbazende uitslagen men in het Land van Waas is gekomen met de vereeniging der klompenmakers. Deze bond van 400 leden sloot zich onlangs aan bij eene kredietbank; men kocht voor 200,000 frank hout, zoodat dit bedrijf, vroeger zoo wankelbaar, thans het bestaan van bijna 9,000 inwoners dezer streek verzekert.

En de mandenmakerij, dit andere familiebedrijf, bezigt zij niet alleen, in Opper-Frankenland, van 25 tot 30,000 werklieden en 40,000 in het gedeelte van het departement der Aisne dat nog steeds zijn ouden naam van Thiérarche⁽²⁾ draagt?

De teenenplanterijen leveren dit dubbel voordeel op, dat zij den handenarbeid vermenigvuldigen en winstgevend zijn⁽³⁾. Graven, de reinigheidsgrachten te onderhouden, spitten, wieden, de teenen snijden, ze schillen, ze opbinden in bossen, ze kleuren, ziedaar meer dan genoeg om gedurende het gunstige seizoen den vader en het gezin bezigheid te verschaffen; en, wat eene verscheidenheid van manden, wat al verpakkingen, wat al kunstvoorwerpen en meubelstukken zal hij, gedurende het overige van het jaar, geholpen door zijne vrouw en zijne kinderen, vervaardigen, indien het vak-, landbouw- en nijverheidsonderwijs zich in dezen zin ontwikkelt op onzen Vlaamschen en Waalschen buiten⁽⁴⁾?

De tuinbouw, in 't bereik der kleinen gesteld, ziedaar nog een kostbaar

(1) In Vlaanderen en wellicht ook in de dikwijls onbebouwde en zoo weinig bevolkte streken der Kempen en der Ardennen.

(2) AD. DAMSEAUX, *Culture de l'osier*, 1905, Namen, Drukkerij Lambert-De Roisin, blz. 4.

(3) De nettoopbrengst per hectare teenenplanterijen is: in Frankrijk, 300 tot 400 frank; in Rusland, 300 tot 450 frank; in Saksen, 187 tot 225 frank; in Hannover, 142 tot 170 frank, en te Worms, nabij Aken, was de gemiddelde netto opbrengst 345 frank gedurende twaalf jaren. (*Bulletin de la Société centrale forestière de Belgique*, 18^e jaar, blz. 698 en 699.)

(4) In Duitschland hervormde de school van Heinsberg de teenenplanterij op de boorden der Roer; zure, moerasachtige beemden, vroeger tegen 50 tot 100 frank per hectare verpacht, brengen een oogst op ter waarde van gemiddeld 650 tot 700 frank, en de jaarlijksche opbrengst wordt op 1,250,000 frank geraamd. De mandenmakerskunst wordt onderwezen in de school van Noordwolde, in Friesland, van Sint-Gallen in Zwitserland, in de Boheemsche scholen van Dresden en van Huhlsengrunde en in zestien praktische scholen in Oostenrijk-Hongarije (*Ibidem*).

hulpmiddel. Maatschappijen in den aard van die welke het Werk van de arbeiderstuinen oprichtte, zouden groote landerijen in pacht nemen om ze zonder winst voort te verpachten aan ijverige en aandurvende arbeiders. Zou daarin geen ernstig middel bestaan om de ongemakken van de schier gedwongen uitwijking onzer landlieden te verhelpen? De uitbreiding van de bijzondere leergangen aan onze groenboeren en aan onze tuiniers, met het doel hun aan te leeren de nieuwe teeltwijzen, de eischen der vreemde markten en de verschillende wijzen van verpakking, de geleidelijke verbetering van onze vervoermiddelen ⁽¹⁾, de vermenigvuldiging der instellingen strekkende om den uitvoer onzer bloemen, vruchten en groenten te vergemakkelijken ⁽²⁾, zijn dit alles niet zooveel middelen om een nieuwen opbloei te verzekeren aan deze zoo belangwekkende takken van 's lands nijverheid?

Herhaaldelijk liet het Departement van Buitenlandsche Zaken vlugschriften verschijnen, vol kostbare inlichtingen en bestemd om het *vademecum* van onze tijdelijke uitwijkingen te worden; 't ware te wenschen dat deze uitgaven voortaan enkele inlichtingen bevatten over de verschillende takken van 's lands bedrijvigheid waarop deze arbeiders zich nuttigerwijze konden toelagen.

Nederlandsch-Belgische verstandhouding.

« Er zijn van die onzichtbare stroomingen die zeer ten goede kunnen komen aan eene toenadering, een beter elkaar kennen, een beter elkaar begrijpen, het daaruit volkomen besef, dat men ook in schijnbaar geringe zaken elkaar de hand moet reiken en ter wille moet zijn », zoo sprak, op de derde algemeene vergadering der Nederlandsch-Belgische Commissie, een der meest onderscheiden afgevaardigden van Nederland, de heer Tydeman, lid van de Tweede Kamer der Staten-Generaal en voorzitter der Nederlandsche afdeeling. « Het zou mij niet moeilijk zijn, zoo vervolgde

(1) *L'exportation des produits agricoles belges vers les grands centres de consommation, difficultés qu'elle rencontre*, dit is de titel van een zeer belangwekkend verslag, ingediend op het Congres voor den wereldhandel, te Bergen, in 1905, door graaf Renaud de Briey.

(2) De Algemeene Tuiniersbond, uitvloeisel van den Bond der Vrije Landbouwverenigingen van België, werd te Leuven opgericht den 6^e December 1910. In 1911 bracht hij 36 plaatselijke vereenigingen tot stand en zijne verzendingskantoren van Leuven, Mechelen en Schaarbeek brachten, dank zij het ernstig onderzoek dat zijne afgevaardigden vooraf instelden, op zeer voordeelige wijze de voortbrengselen onzer groenboeren aan den man, niet alleen in onze voornaamste steden, maar ook te Parijs, Keulen, Londen en Hull. De Bond onderhoudt nauwe betrekkingen met de vereenigingen, in de verschillende streken des lands gevestigd; hij gaat hare werking na, hij geleidt ze en onderricht ze door middel van voorlezingen, van zijne proefvelden en zijn blad *De Boer*. Mocht dat voorbeeld navolging vinden!

de redenaar, de sporen, dat deze stroomingen reeds werkzaam zijn, bloot te leggen. De heer Beernaert heeft gewezen op wat hij noemde « menus faits ». Ik zou ze kunnen aanvullen, maar geef er echter de voorkeur aan dat niet te doen. Het halve licht heeft dikwijls meer bekoring dan de volle zon.

» Laat ons deze « menus faits » niet verwaarloozen, maar aansporing laten zijn om voort te gaan op den ingeslagen weg met ijver, met volharding, met toewijding. »

En verder nog voegde hij er aan toe : « Wij kunnen door onze nabuurschap, door de gelijkheid van belangen, door onze gelukkige aanvullende eigenschappen van land en volk, elkaars economische en rechtspositie belangrijk versterken ⁽¹⁾ ».

Deze verklaringen strooken met de innige gevoelens der twee landen. Toen de heer Beernaert, de immer jeugdige, werkzame en verkleefde voorzitter van het Bureau der Conferentie en van de Belgische Afdeeling, de vergadering opende, bevestigde hij toen niet dat de gelijkvormige instellingen in beide landen, hunne evengroote liefde voor den vrede, het nagenoeg gelijke bedrag van hunne handelsruilingen (hetgeen getuigt van een voortbrengingsvermogen dat zich aansluit en aanvult) en daarenboven de betrekkingen van achting en vertrouwen, onder hunne ingezetenen hoe langer zoo meer innige persoonlijke betrekkingen hadden verwekt?

Is het dan te verwonderen, zoo op het uiteenlopend gebied van 's lands bedrijvigheid en vooral op 't gebied van wetenschap, kunst, handel en landbouw, de leden der Commissie dadelijk vraagstukken ontdekten van evenveel belang voor beide landen, wetten welke verbetering eischen of dienen in overeenstemming te worden gebracht, nieuwe schikkingen die dienen genomen te worden?

Alzoo kwam het dat, in eene eenparige overeenstemming, de kunst- en lettereigendom volkomen werd gehuldigd voor de betrekkingen tusschen beide landen en dat niet minder gunstige verklaringen werden afgelegd betreffende de octrooien.

Ook werd gehandeld over de wederzijdsche erkenning van Universiteitsdiploma's. Dit zou voor gevolg hebben, de verstandelijke betrekkingen tusschen twee zusterstaten uit te breiden. In de volgende vergadering wordt deze belangrijke studie voortgezet.

In het belang van de rechtszekerheid, grondslag van elken koophandel, behoefde de Commissie ook zonder toeven als exequatur der vonnissen dezelfde grondslagen aan te nemen als die der Fransch-Belgische Overeenkomst ⁽²⁾.

(1) Woorden uitgesproken te Brussel ter vergadering van 27 Juni 1910.

(2) Ter vergadering van de Tweede Kamer der Nederlandsche Staten-Generaal, op 6 December 1911, bevestigde de heer de Marees van Swinderen, Minister van Buitenlandsche Zaken, dat er weinig verschil bestond tusschen de voorstellen van België en die van Nederland. Hij meende te kunnen bevestigen dat de gedachtenwisselingen onder bijzonder bevoegde mannen goede uitslagen zouden opleveren.

't Is ook vooral tot verbetering van de nijverheids- en handelsbetrekkingen tusschen beide landen dat deze Commissie hare goedkeuring hechte aan een ontwerp steunende op wederkeerigheid der posttarieven ⁽¹⁾ en verlaging van het telefoontarief ⁽²⁾.

Voegen wij hierbij, dat door dezelfde vergadering verklaringen zijn afgelegd ten voordeele van de internationale bescherming van scheepsverbanden. De verplichte boeking der schepen is erkend, en eene wet zou slechts een nuttigen invloed kunnen uitoefenen op een internationaal stroomgebied, wanneer dezelfde wet zich uitstrekt over geheel het net der bevaarbare waterloopen. In het verslag van den heer Hennebicq werd bijgevolg erkend dat Nederland en België, waar internationale stroomen doorloopen, er belang bij hebben, de juridische eenmaking uit te breiden, niet alleen tot hun grondgebied, maar tot dit van al de aanpalende Staten. Ook werd door de afdeeling de wensch uitgedrukt, dat beide landen zich zouden vereenigen om tot dezen uitslag te geraken en derhalve te vragen dat eene Commissie voor de propaganda worde ingesteld, waarvan insgelijks Duitsche en Fransche leden deel zouden uitmaken, met het doel een eenvormig stelsel van hypotheeken en voorrechten voor de schipperij tot stand te brengen.

« Na dezen *goeden weg* te zijn ingeslagen, » zooals haar uitstekende en zoo verkleefde voorzitter het met zooveel reden en gezag zegde, stelde de Commissie het programma der volgende Conferentie aldus vast :

1. Verlaging van het telegraafstarief;
2. Centrale instelling ter vergemakkelijking der bankoperaties (Clearing);
3. Wederzijdsche erkenning van universiteitsdiploma's;
4. Voorschriften omtrent de bewijskracht van authentieke akten;
5. Overeenkomst ten aanzien der ongevallenverzekering;
6. Invoer van beetwortelpulp in België;
7. Herinvoer in België van gedragen kleedingstukken nadat zij in Nederland hersteld zijn;
8. Afwatering der beide Vlaanderen en behoud van een haven voor de visschers.

Nadat de goede gezindheid van onze Noorderburen in de drie vergaderingen der Conferentie was gebleken, schitterde zij nog uit in de redevoeringen, herhaaldelijk uitgesproken in het Parlement te Den Haag en nog onlangs in de Tweede Kamer der Staten-Generaal, naar aanleiding van de behandeling der Begrooting van Buitenlandsche Zaken.

⁽¹⁾ In dezelfde vergadering verklaarde de Nederlandsche Minister van Buitenlandsche Zaken, dat hij deze zaak met veel warmte aan de welwillendheid van den betrokken Minister had aanbevolen. Hij hoopte stellig dat deze zich zou laten overtuigen door de bewijsgronden, ten voordeele van deze hervorming aangebracht.

⁽²⁾ De heer Tydeman zegde denzelfden dag, dat, volgens hem, deze gunst in een kort tijdsbestek moest worden verleend.

Heeft de heer Tydeman niet bevestigd, ter vergadering van 6 December ll., dat in de gedachte, liggende in het woord « toenadering » tusschen België en Nederland, iets ligt, dat boven de gewone betrekkingen uitgaat; iets, dat die betrekking wil stempelen tot iets bijzonders ». En achtte dezelfde redenaar het niet gepast, een weinig verder, zijne zienswijze aldus te moeten toelichten :

« Een blik op de kaart toont aan, dat die twee kleine landen liggen in, zooals het wel eens is genoemd : de vestibule van Europa, en de belangenstrijd van de landen daarom heen nadert soms de grens van die beide landjes en kan haar bedreigen. De relatiën tusschen België en Nederland vermeerderen dag aan dag; bij het elkaar aanvullend verkeer tusschen beide landen kunnen wij veel van elkaar leeren. In al die omstandigheden ligt een gemeenschap van belangen, een op elkaar aangewezen zijn in tijden van oorlog en van vrede. Op de heele kaart van Europa is geen tweede dergelijke situatie aan te wijzen. En dan is het eene zaak van wijs beleid, die dingen niet al te gering te schatten, waartoe men allicht zou kunnen komen. Het is hiermee als in het gewone leven, men moet de banden, die men wenscht te behouden, ook zooveel mogelijk cultiveeren.

» Nu zijn er ook strijdige belangen. Er is of kan zijn concurrentiestrijd, dien spreker niet zou willen zien verdwijnen. Maar erkent men de groote gemeenschap van belangen, dan moet men den ondergrond der betrekkingen maken tot een ondergrond van vertrouwen, die beter is dan allianties of geschreven overeenkomsten ⁽¹⁾. »

Eenige stonden daarna, nam de heer de Marees van Swinderen, de zeer onderscheiden Minister van Buitenlandsche Zaken, de figuur over, door den heer Tydeman gebezigd, waar hij België en Nederland het voorhuis van Europa heette en hij zegde : « dat in elk huis, dat een vestibule heeft, een gong hangt. Spreker noemt dan de Hollandsch-Belgische Commissie de gong. Als dan de klepel op de klok slaat, moeten én Nederlandsche én Belgische Regeering zich opmaken om samen te werken om alles te volmaken wat de goede verstandhouding kan bevorderen » ⁽²⁾.

De Middenafdeeling denkt uw tolk te zijn, Mijne Heeren, wanneer zij hare luide goedkeuring hecht aan woorden die zooveel welwillendheid, zelfs hartelijkheid bevatten; zich ten volle aansluitende bij de redevoering welke verleden jaar onze eerbiedwaardige deken van jaren, de heer Beernaert, de zoo verkleefde voorzitter der Nederlandsch-Belgische Commissie, tot H. M. de Koningin der Nederlanden richtte, wenscht zij vurig dat nauwer aangehaald worden de banden en de zielsverwantschap tusschen de twee landen, wier geschiedenis zoo langen tijd versmolten was, die door de natuur tot broeders werden geschapen, wier bestemmingen thans nog nauw

⁽¹⁾ Kort Verslag, blz. 470.

⁽²⁾ Ibidem, blz. 470.

zijn vereenigd en die, van jaar tot jaar, hun gemeenschappelijk voordeel, hunne persoonlijke verhoudingen, hunne economische en handelsbetrekkingen uitbreiden.

« Wij verlangen dat de reeds overgrootte cijfers, die jaarlijks blijk geven van deze betrekkingen, nog toenemen. Wij zouden willen dat de solidariteit van onze belangen steeds beter werd begrepen en dat de wederkeerige zielsverwantschap, welke zij doen ontstaan, ook het werk van de wetgeving mocht doordringen. Van beide zijden dient men eenheid te brengen en te vereenvoudigen, en zooveel mogelijk zou men de hinderpalen moeten vermijden, welke nog aan de grenzen of in de bestuursregelingen oprijzen. »

Laten we, Mijne Heeren, onverwijld deze uitnoodigingen beantwoorden, niet door woorden, maar door daden; het land zal er ons dank om weten.

Toltarieven.

Vraag.

« Mogen wij weten in welke verhouding de bij de Fransche wet van 29 Maart 1910 ingevoerde toltarieven invloed hebben uitgeoefend op onzen invoer? »

Antwoord.

« Ten gevolge van het vervallen der handelsovereenkomst van 1881, onderging de invoer van België in Frankrijk een aanzienlijke en plotselinge verlaging; na twintig jaren moeite, bereikt hij thans ternauwernood de cijfers welke werden vastgesteld in 1881, het laatste jaar dat bedoelde overeenkomst werd toegepast. Wat betreft de terugwerking, die op hare beurt de Fransche wet van 29 Maart 1910 op onzen uitvoer naar Frankrijk teweeg bracht, zal het slechts mogelijk zijn ze met zekerheid vast te stellen wanneer men, voor een of meer dienstjaren, de verschillende statistieke posten kan scheiden en onderzoeken. »

Indien het nog niet mogelijk is in juiste cijfers aan te geven het nadeel dat onzen uitvoerhandel wordt berokkend door het toepassen van het nieuwe Fransch tarief, staat het toch vast — en al onze nijveraars erkennen het — dat de geleden schade aanzienlijk is.

Onder deze omstandigheid hebben wij voor plicht, naar een hulpmiddel of eene schadeloosstelling uit te zien. Het belang van de besluiten der Bijzondere Commissie van den Hoogen Nijverheids- en Arbeidsraad kan ons niet ontgaan. Eene oplossing dringt zich op. Het lijdt geen twijfel, of het aannemen van het door de Regeering overgelegd wetsontwerp zal ons de noodige middelen verschaffen om onze consulaire inrichting nog op aanzienlijke wijke uit te breiden. Aldus zou het ons mogelijk zijn, op de wereldmarkt iets te herwinnen van hetgeen wij verloren, en dit zou zeker

niet als weerwraak kunnen gelden; 't zou er enkel om te doen zijn, onzen nijveraars en handelaars de bescherming te verleen, die zij het recht hebben te verwachten van hunne wetgevers en van eene Regeering, bezorgd om de aanzienlijke belangen welke aan hare hoede zijn toevertrouwd.

Doch wij mogen niet uit het oog verliezen dat een tarievenoorlog steeds dooddelijk is voor den eenen zoowel als voor den anderen. Daarom vragen wij ons af, of het niet verkieslijk zou zijn, gezien de immermeer talrijke betoogingen welke zich in de Kamers van Koophandel en in de dagbladpers ⁽¹⁾ van beide landen voordoen, ten behoeve van de vastheid in onze economische betrekkingen, den wensch te uiten, dat België zoodra mogelijk eene handelsovereenkomst sluite met Frankrijk. Wij weten dat onze verkleefde ministers met de meeste toegeving al de voorstellen zullen onderzoeken, welke hun daartoe zullen worden gedaan ⁽²⁾. Het schijnt dus dat, indien de Regeering van de Republiek op hare beurt eenige toegevingen wil doen, men gemakkelijk tot eene verstandhouding zal geraken.

De Middenafdeeling keurde dit verslag goed en heeft de eer, U eenparig voor te stellen het ontwerp van Begroting aan te nemen.

De Verslaggever,
CH. GILLÈS DE PÉLICHY.

De Voorzitter,
COOREMAN.

⁽¹⁾ *L'Action économique*, een nieuw blad dat beoogt bij te dragen om de banden, welke België en Frankrijk verbinden, in economisch opzicht nauwer toe te halen. Onlangs deelde het daarover belangwekkende verklaringen mede van de heeren Ribot, Millerand, Aynard, Jacques Bordoux, Frédéric Passy.

⁽²⁾ Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 11 Juli 1911. Verklaring van den heer Davignon, Minister van Buitenlandsche Zaken.

BIJLAGE.

AMENDEMENT INGEDIEND DOOR DE REGEERING.

Brussel, den 20^e Januari 1912.

*Aan den Heer Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
te Brussel.*

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer u eene nota te doen geworden betreffende eene wijziging die de Minister van Buitenlandsche Zaken wil brengen in het ontwerp van zijne Begrooting voor het dienstjaar 1912.

Ingevolge dit amendement, bedraagt bedoeld ontwerp van Begrooting de som van 4,869,746 frank.

Gelief, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogacting te aanvaarden.

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

NOTA.

AMENDEMENT.

CHAPITRE VII.

COMMERCE. — ÉMIGRATION.

ART. 22. — Quote-part de la Belgique dans les frais de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers fr. 7,516 »		ART. 22. — Aandeel van België in de kosten der Internationale Vereeniging voor de uitgave der toltarieven fr. 7,516 »
---	--	--

HOOFDSTUK VII.

KOOPHANDEL. — LANDVERHUIZING.

Het aandeel van België in de onkosten van het Internationaal Bureel der toltarieven zal, van af 1 Januari 1912, met 10 % verhoogd worden, dus eene vermeerdering van 683 frank.
